

SEANCES DU MERCREDI 21 DECEMBRE 1988
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 21 DECEMBER 1988ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi-programme.

Rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales:

Discussion (Reprise). — *Orateurs*: MM. Duquesne, Taminiaux, Mmes Harnie, Blomme, MM. Gevenois, Deneir, Lenfant, M. Van der Biest, ministre des Pensions, M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail, p. 934.

Discussion et vote d'articles:

A l'article 5: *Orateurs*: M. De Backer, M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail, p. 949.A l'article 26: *Orateur*: M. De Backer, p. 952.A l'article 32: *Orateur*: M. De Backer, p. 955.A l'article 45bis (nouveau): *Orateur*: M. De Backer, p. 958.A l'article 48: *Orateur*: M. De Backer, p. 958.Aux articles 93 à 101: *Orateurs*: M. De Backer, M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail, p. 961.A l'article 104: *Orateurs*: M. De Backer, M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail, p. 967.Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1988-1989

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van programmawet.

Verslag namens de commissie voor de Sociale Aangelegenheden:

Beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren Duquesne, Taminiaux, de dames Harnie, Blomme, de heren Gevenois, Deneir, Lenfant, de heer Van der Biest, minister van Pensioenen, de heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid, blz. 934.

Beraadslaging en stemming over artikelen:

Bij artikel 5: *Sprekers*: de heer De Backer, de heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid, blz. 949.Bij artikel 26: *Spreker*: de heer De Backer, blz. 952.Bij artikel 32: *Spreker*: de heer De Backer, blz. 955.Bij artikel 45bis (nieuw): *Spreker*: de heer De Backer, blz. 958.Bij artikel 48: *Spreker*: de heer De Backer, blz. 958.Bij de artikelen 93 tot 101: *Sprekers*: de heer De Backer, de heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid, blz. 961.Bij artikel 104: *Sprekers*: de heer De Backer, de heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid, blz. 967.

A l'article 110: *Orateurs*: M. De Backer, M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail, p. 969.

A l'article 112: *Orateur*: M. De Backer, p. 970.

Aux articles 148 à 151: *Orateurs*: M. De Backer, M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail, p. 980.

Bij artikel 110: *Sprekers*: de heer De Backer, de heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid, blz. 969.

Bij artikel 112: *Spreker*: de heer De Backer, blz. 970.

Bij de artikelen 148 tot 151: *Sprekers*: de heer De Backer, de heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid, blz. 980.

PRESIDENCE DE M. HENRION, VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER HENRION, ONDERVOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen, secrétaire, prend place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 heures.
De vergadering wordt geopend te 19 uur.

PROJET DE LOI-PROGRAMME

*Reprise de la discussion du rapport fait au nom de
la commission des Affaires sociales*

Examen et vote d'articles

ONTWERP VAN PROGRAMMAWET

*Hervatting van de bespreking van het verslag uitgebracht
namens de commissie voor de Sociale Aangelegenheden*

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi-programme par la suite de l'examen du rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales au sujet des articles 1^{er} à 16, 25 à 53, 93 à 146, 148 à 154 et 163.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van programmawet met de voortzetting van de bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Sociale Aangelegenheden betreffende de artikelen 1 tot 16, 25 tot 53, 93 tot 146, 148 tot 154 en 163.

La parole est à M. Duquesne.

M. Duquesne. — Monsieur le Président, la discussion de la loi-programme est traditionnellement l'occasion de l'examen de l'extraordinaire fourre-tout qui traduit, ou qui est censé traduire, l'ensemble des efforts qui sont consentis pour assainir les finances publiques, ou, en tout cas, pour contenir la progression des dépenses dans des limites raisonnables.

Il s'agit d'un exercice douloureux car, s'il est difficile d'augmenter les impôts et les taxes, il n'est pas plus facile de supprimer une dépense qui recouvre en général un avantage et, derrière l'avantage, cache un bénéficiaire. En général, cet exercice plonge les ministres dans les affres des inquiétudes que vont susciter dans l'opinion publique, les mesures qu'ils proposent. J'ose à

peine dire que, si la tradition est respectée quant au caractère « fourre-tout » de la loi, elle ne l'est pas en ce qui concerne la tristesse des ministres.

En effet, la réduction des dépenses s'effectue dans la joie, au nom du retour du cœur.

Alors que j'étais enfant, le médecin qui devait me faire une piqûre me donnait un caramel mou pour que l'opération se passe mieux. Ce geste sympathique n'enlevait pas pour autant le caractère douloureux de la piqûre.

Le ministre des Affaires sociales utilise un peu le même procédé. Avant le dépôt de la loi-programme, il annonce à nos concitoyens ébahis la gratuité des lunettes pour les enfants de moins de quatorze ans.

Sous les précédents gouvernements, j'ai entendu parler du caractère odieux des mesures prises par arrêtés de pouvoirs spéciaux. Alors que l'on se trouve maintenant dans le cadre d'un processus législatif normal, on avait l'occasion de rapporter, au nom de la générosité et du retour du cœur, un certain nombre de ces mesures tellement discutées.

J'ai lu attentivement, dans le peu de temps qui nous a été imparti, ce projet important et je ne trouve nulle trace de retrait de mesures impopulaires qui ont suscité tant de passion dans notre pays.

Il reste au moins les économies. Là aussi, j'ai cherché très attentivement et je n'ai découvert qu'un maquillage habile consistant à frapper ceux que l'on n'aime pas ou, plutôt, ceux que l'on aime moins: les indépendants, au sujet desquels je reviendrai dans une autre intervention.

Ils vont découvrir que les effets de la réforme fiscale, les effets sur l'imposition et sur les cotisations sociales, et le « brutage » représenteront, en un an, une charge supplémentaire de vingt milliards. Ce moyen de réaliser un meilleur équilibre des finances publiques est extraordinairement orienté sur une certaine cible.

En dehors de quelques mesures d'économies ponctuelles sur lesquelles je reviendrai, l'autre façon de procéder consiste à user d'un certain nombre de « trucs », en utilisant une présentation plus astucieuse ou, en tout cas, plus nouvelle, mais qui consiste

finalement à reporter à plus tard les effets d'une situation financière qui reste malheureusement désastreuse.

En ce qui concerne le budget des Affaires sociales, par exemple, quels moyens utilise-t-on pour réaliser l'équilibre des régimes? Tout d'abord, on opère des transferts à partir de régimes en boni vers des régimes en mali. Il s'agit d'une méthode déplorable pour un secteur tel que la sécurité sociale, dans lequel la confusion est déjà extraordinaire et dans lequel il devient impossible de savoir ce qui participe de la solidarité et ce qui participe de l'assurance elle-même. Mais on continue cependant à utiliser l'appellation «sécurité sociale», en prétendant lui donner un sens au nom du projet politique que l'on poursuit. Mais on ne s'arrête pas là. En effet, on enlève toute portée à la logique des régimes de sécurité sociale et, ce qui est plus grave encore, on supprime toute transparence sur le plan financier dans un secteur dans lequel l'opacité ou, tout au moins, l'obscurité est déjà trop importante et j'y reviendrai également.

La deuxième méthode qui est utilisée est peut-être la plus simple et la plus traditionnelle pour un gouvernement à participation socialiste. Il s'agit de l'augmentation de la subvention à l'assurance maladie-invalidité. Le prétexte invoqué est le suivant: les économies qui avaient été prévues en 1987 n'ont pas été réalisées à concurrence de 21 milliards, ce qui justifie l'augmentation de la dotation. Je ne suis pas responsable de ce qu'a fait ou non M. Dehaene et on pourrait peut-être lui demander des explications puisqu'il a l'avantage de continuer à participer au pouvoir et à être membre du gouvernement. Il aurait dû, pour rester logique avec lui-même, préférer à l'augmentation des moyens de l'assurance maladie-invalidité la poursuite de la politique hardie qu'il avait entamée et qui, selon M. Busquin, n'aurait pas porté ses fruits en 1987.

La troisième méthode est un peu plus astucieuse: le prêt sans intérêts s'élevant à 2 ou 2,5 milliards et émanant de l'Office des vacances annuelles ou encore du Fonds de fermeture, au bénéfice de l'Office national de l'emploi. Si la présentation est neuve et le flacon différent, l'ivresse reste toutefois la même. Il s'agit, en fait, d'une débudgétisation: un prêt sans intérêt, dont le terme n'est pas fixé. Les modalités ne sont pas encore connues mais ce moyen est sérieusement envisagé alors qu'aussi bien l'Office des vacances annuelles que le Fonds de fermeture doivent faire face à un certain nombre d'obligations en ce qui concerne la gestion de moyens résultant d'une participation des travailleurs.

Je suis étonné, monsieur le ministre, de ce que l'on n'ait pas pris la précaution, surtout lorsqu'il s'agit d'un secteur comme celui des Pensions, qui est confronté à tant de difficultés, de prévoir — il existe pourtant des précédents — que ce prêt soit consenti avec la garantie de l'Etat de manière qu'une inscription budgétaire figure quelque part. Il faut tenir compte de la réalité: cette dette devra être remboursée et l'Office des vacances annuelles de même que le Fonds de fermeture devraient avoir la garantie ou l'assurance de recevoir l'argent en retour.

J'en arrive enfin à un point dont il faut parler lorsqu'il s'agit de rendre crédible un projet de loi dit d'économie, tel que celui qui nous est soumis: les économies à réaliser.

Il en est quelques-unes, mineures, à l'impact limité, difficilement contestables. Citons aussi les frais d'administration des mutuelles qui sont maintenus au niveau de 1987 et en réalité au niveau de 1985.

Si l'exercice est possible, si vraiment les mutuelles peuvent continuer à être administrées sans aucune majoration des frais administratifs, que d'excès n'a-t-on commis, que de moyens n'a-t-on accordés sans justification aucune!

Au-delà de cette mesure purement mécanique, j'aurais aimé que, de manière plus précise, et sans se cacher sous la Table ronde qu'il a mise en place, le ministre des Affaires sociales nous indique de quelle façon il compte assurer plus de transparence dans les mécanismes des mutuelles, dans l'utilisation des fonds et dans les contrôles.

Je ne veux pas porter de jugement sur un dossier qui se trouve toujours, à l'heure actuelle, au stade du contentieux, mais qui a fait l'objet de nombreuses questions et critiques et qui a suscité

de nombreuses inquiétudes. Jusqu'à présent, aucune réponse satisfaisante n'a été fournie, en tout cas pas de réponse concrète.

J'aborde le deuxième type de mesures d'économies, et le vocabulaire s'enrichit. Il s'agit de ce qu'on appelle prime d'assurance extra-légale pour l'hospitalisation, mais qui est en fait une cotisation. En effet, j'ai cherché quelle pouvait être l'innovation du point de vue du droit administratif, mais la prime — elle pourrait exister — est une cotisation imposée sur les contrats d'assurance, soi-disant pour lutter contre la surconsommation. Cela n'influencera nullement la surconsommation, ou alors l'ensemble des assurances extra-légales aurait dû être visé. Ce n'est évidemment pas le cas, pour des raisons évidentes.

Il s'agit en réalité d'un prélèvement à charge des assurés. Or, ceux qui souscrivent des assurances extra-légales ne sont pas, comme certains le prétendent, des nantis, mais au contraire des gens pour qui le risque est insupportable. La voie de l'assurance est le seul moyen de ne pas les conduire à des situations véritablement catastrophiques.

Madame et messieurs les ministres, au cours de la préparation de mon discours, j'ai été frappé par ce que j'ai entendu ce matin à la radio. Les responsables des compagnies d'assurance expliquaient que si, dans ce pays, on continuait à agir comme on le fait depuis des années, considérant que le monde des assurances est une vache à lait qu'on peut traire impunément, oubliant l'avènement du grand marché de 1993 dont nous attendons tant, notamment la libération des prestations de services, les limites seraient bientôt atteintes. Cela suffit, *'t is genoeg*, ont-ils dit ce matin. Les compagnies d'assurance s'installent, pour un certain nombre de leurs activités, ailleurs, là où la fiscalité, la para-fiscalité ou les prélèvements, peu importe la dénomination, sont moins lourds que dans notre pays. Vraiment, nous ne retenons pas les leçons des événements!

Considérons à présent le secteur de la biologie clinique, pour lequel on espère réaliser 4,7 milliards d'économies. En commission, j'ai dit à M. Busquin qui avait fait un exposé fort intéressant, que je pouvais adhérer à un grand nombre d'éléments de son diagnostic. En effet, en matière de biologie clinique, on risque de connaître — et la tendance est déjà engagée — une progression des dépenses qui, si l'on n'y prend garde, représentera véritablement une fonction exponentielle. Donc, pour maîtriser l'évolution de ces dépenses, il faut agir sur les masses budgétaires affectées à ce secteur.

Il faut certainement — et je crois que personne ne peut le contester — lutter contre les risques de dichotomie; il faut éviter qu'à l'occasion de l'organisation de soins de santé, on ne développe que des activités strictement commerciales, s'écartant de l'art de guérir; il faut limiter les coûts et prévoir une plus grande responsabilité des malades et des médecins.

A cet égard, et aux dires mêmes des médecins, la lutte contre les abus en matière de biologie clinique ne peut s'opérer qu'avec leur collaboration.

Si je suis d'accord sur les éléments du diagnostic, je me pose néanmoins un certain nombre de questions.

En premier lieu, pourquoi traite-t-on de manière aussi urgente cette matière, qui doit rapporter 4,7 milliards d'économies, alors que l'on vient de mettre en place une Table ronde dont un des objectifs sera de procéder à l'examen de cette problématique?

Cela signifie soit que cette Table ronde a été imaginée pour amuser la galerie et qu'il ne sera nullement tenu compte de ses conclusions, soit si on les prend en considération, que le gouvernement n'a pas de vision globale à long terme en la matière et serait prêt, dans quelques mois, à défaire ce qu'aujourd'hui il construit avec le Parlement.

La deuxième critique porte sur la manière de procéder. Je me souviens de l'époque où l'on critiquait tant les pouvoirs spéciaux. Or, je trouve dans la présente loi de merveilleuses dispositions de pouvoirs spéciaux qui présentent de grandes différences par rapport à ceux que l'on a connus ces dernières années: l'objet n'en est pas strictement précisé, aucune limitation de durée n'est fixée et, surtout, aucune des mesures qui seront prises par arrêtés n'est ratifiée par la loi.

Le ministre se plaint de ne pas recevoir les pouvoirs nécessaires pour pouvoir réaliser des économies. Mais lorsqu'on lui

demande de préciser les restrictions qu'il envisage, il répond évasivement ou affirme qu'on lui prête des intentions qu'il n'a pas.

J'aurais préféré qu'il nous dise clairement et précisément ce qu'il comptait faire et, si nous nous trompions dans l'analyse de ce qu'il pourrait faire, qu'il nous dise que son intention n'était pas de prendre un certain nombre de ces mesures.

En matière de biologie clinique, en prévoyant des masses budgétaires par laboratoire, pour les hôpitaux ou pour la médecine ambulatoire, on ouvre la porte à un véritable rationnement des soins et on court le risque, à terme, d'avoir une médecine à deux vitesses, les plus faibles risquant d'être les plus pénalisés.

Le deuxième type de mesures qui sera éventuellement envisagé est la limitation de la prescription par catégories de médecins. Cela signifie, et c'est inquiétant pour l'évolution de notre médecine, que l'on s'engage peu à peu dans la voie d'une limitation de la liberté médicale du diagnostic.

En matière d'assurance maladie-invalidité, je constate que des dispositions permettent aussi une révision de la nomenclature par le ministre lui-même, d'autorité, dès lors qu'aucun accord n'est intervenu en conseil technique médical et ce, moyennant une simple information aux médecins et aux organismes assureurs.

Bien que ce gouvernement se soit déclaré fort soucieux de consultations et de concertations, je constate que lorsque les partenaires changent, dès lors que les médecins interviennent, la concertation n'a plus le même sens et on lui préfère une décision d'autorité, au nom de l'efficacité.

Je constate aussi la possibilité d'inclusion de la radiologie dans le forfait hospitalier. C'est grave parce que, contrairement à la biologie clinique, l'examen radiologique touche directement la relation entre médecins et malades.

En résumé, dans le secteur des affaires sociales, on met en place, par pouvoirs spéciaux, un mécanisme planificateur. On n'attend pas les résultats d'une Table ronde, dont on pense que ses seuls effets médiatiques consistent à donner à nos concitoyens nombre d'illusions; on court le risque de provoquer l'asphyxie financière de petits laboratoires, parfaitement honorables et gérés par des médecins et l'on porte, une nouvelle fois, atteinte au principe des libertés médicales.

Dans le secteur de l'emploi et du travail, il faut être juste et n'oublier personne, monsieur le ministre. Aussi, au nom de la justice distributive, ne vous ai-je point oublié dans mon propos.

Comme votre collègue, M. Busquin, vous pratiquez la technique de la débudgétisation et enrichissez notre vocabulaire puisqu'elle s'opère moyennant un prêt au Fonds de fermeture. Vous allez plus loin, dans votre explication, en soulignant qu'il s'agit « d'un prêt pour un rendu » puisque, de toute manière, vous anticipez, dans le secteur de l'ONem, le paiement d'allocations.

L'explication est astucieuse, mais si, vraiment, il y a une volonté de rembourser, pourquoi ne prévoit-on pas, comme on le ferait dans tout autre secteur, une garantie de l'Etat?

Il ressort des explications que vous avez données, en commission, concernant les programmes de promotion pour l'emploi, que les dispositions que vous préconisez offrent un risque supplémentaire pour les Wallons.

Vous nous avez expliqué que les moyens seraient régionalisés de deux manières différentes: une première, de type structurel, consistant en un crédit budgétaire qui sera transféré et qui subira le sort commun de toutes les matières régionalisées c'est-à-dire, pour nous, Wallons, malheureusement, une diminution; la deuxième consistant en des droits de tirage à négocier. Chaque année, l'on fixera au plan national et en tenant compte de l'évolution du chômage, des moyens qui pourront être utilisés pour être affectés à des contractuels subsidiés, par exemple.

Si vraiment, on veut tenir compte de l'évolution du chômage, pourquoi ne dit-on pas que les moyens seront répartis en prenant en considération la situation du chômage, dans chacune des Régions?

Autre exemple d'imprécision, ou de miracle, selon saint Luc: Maribel. (Sourires.)

Lors de la négociation interprofessionnelle, les partenaires ont eu le sentiment que, moyennant un certain nombre de concessions, ils obtiendraient l'assurance de la continuité de l'opération.

Dans un premier temps, le gouvernement avait prévu une disposition envisageant une intervention expresse pour permettre la continuité de l'opération.

Le miracle s'est produit: pour mettre fin à l'opération Maribel, il faudra une intervention du gouvernement.

Si vos intentions étaient aussi pures, monsieur le ministre, si elles ne consistaient pas à rapporter cette admirable mesure qui a rendu tant de services à l'emploi, dans notre pays, par l'intermédiaire des petites et moyennes entreprises, ou à conserver *een stok achter de deur* pour de futures négociations interprofessionnelles, pourquoi avez-vous prévu cette disposition?

Enfin, ce que vous prévoyez pour les contractuels subsidiés — et je suis de ceux qui pensent que, dans les périodes de grand chômage, sous peine d'accuser une couche importante de la population, et spécialement des jeunes, au désespoir, ce qui serait inadmissible compte tenu de notre état de développement, il faut prendre un certain nombre de mesures pour assurer de manière transitoire des emplois passagers; je ne suis donc pas opposé au principe — est tout le contraire d'économies, puisque vous transformez les statuts précaires, comme les CST, en contractuels subsidiés, c'est-à-dire l'équivalent de ceux ayant un contrat de travail à durée indéterminée, avec les avantages sociaux y afférents et le risque que, finalement, un certain nombre de catégories de gens seront ainsi ancrés dans des situations précaires: ni travail ni chômage.

En réalité, c'est là un moyen d'avoir de la main-d'œuvre — mais on n'ose pas le dire — à meilleur marché, avec les risques de perturbation que pareil système peut entraîner.

Ces gens vont, en effet, rester de plus en plus longtemps en place, sans appartenir à la Fonction publique et sans être soumis aux règles statutaires; ils feront valoir des revendications, que je puis comprendre d'ailleurs, visant à y être insérés définitivement. J'ajoute que vous avez étendu le bénéfice de ces mesures, sous le couvert d'objets, en effet, très nobles — le but social, humanitaire ou culturel — à certaines organisations dont le but est moins noble et souvent politique.

Vous avez dit, en commission, que nous pourrions consulter les dossiers, à cet égard. J'aurai, monsieur le ministre, la curiosité de le faire et crains, malheureusement, de n'avoir aucune surprise.

En conclusion, nous avions au départ un cœur hypertrophié qui s'est transformé en un petit cœur artificiel qui bat au rythme saccadé d'un gouvernement convaincu que le meilleur moyen d'assurer sa survie est d'éviter les vagues, d'autant qu'il y a déjà tant de tempêtes, proches ou lointaines, qui le menacent.

Comme le malade n'a pas encore une mine extraordinaire, on le fardé, on lui poudre le visage et, pourquoi pas aussi, un peu de poudre aux yeux, pour masquer la réalité?

Dans le fond, rien n'a été changé à ce qui précédait et justifiait, je m'en souviens, le *Martens buiten*.

En réalité, lorsqu'on disait cela, ce n'était pas pour rapporter un certain nombre de mesures, jugées insupportables, mais simplement pour avoir la chance de l'avoir pour chef.

Vous l'avez, et c'est avec intérêt que nous mesurerons l'effet de ce bénéfice, exceptionnel pour vous.

M. Swaen prend la présidence de l'assemblée

Pour l'instant, madame et messieurs les ministres, vous avez beaucoup de chance, puisque la croissance s'améliore, compte tenu d'un certain nombre de mesures prises, parfois par le plus grand des hasards et, en tout cas, à l'occasion d'accidents conjoncturels, comme la crise boursière de l'année dernière. Les rentrées fiscales sont supérieures à celles que vous escomptiez. La crise politique, qui s'est prolongée, et votre incapacité à prendre des mesures d'économie pour 1988 font que, sans effort aucun, vous avez été condamnés à bloquer les dépenses et à reprendre ce qu'avait construit patiemment, avec beaucoup

d'énergie et de caractère, le ministre du Budget, M. Verhofstadt. Mais, ces avantages, vous les galvaudez, contrairement aux recommandations faites ce matin encore par l'OCDE, qui vous incitait à profiter de ces éléments positifs, sur le plan économique, pour consolider les efforts faits dans le passé.

Au lieu d'enranger ces effets bénéfiques et d'en profiter pour consolider l'amélioration de notre situation économique, alors que vous savez que l'état de nos finances publiques reste préoccupant, vous répétez les erreurs du passé, votre but étant de « tenir », pendant quatre ans au moins; les successeurs se chargeront bien de redresser la situation !

Vous adoptez exactement le même système en ce qui concerne la réforme de l'Etat. Vous gomez complètement pendant les trois premières années, les effets de la régionalisation. On ne pourra dès lors pas vous imputer les conséquences néfastes de ces mesures, les citoyens ayant la mémoire courte, du moins vous l'espérez.

En ce qui me concerne, je n'avais nul besoin « des lunettes gratuites » de M. Busquin pour me rendre compte des carences que contient votre loi-programme, pour mesurer la différence extraordinaire qui peut exister entre l'exercice du pouvoir; c'est l'exemple qu'avaient donné, et il n'était guère aisé, les gouvernements précédents, et l'occupation du pouvoir, ce que vous faites aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Taminiaux.

M. Taminiaux. — Monsieur le Président, lors de la discussion du budget 1988 du ministère de l'Emploi et du Travail, vous aviez annoncé, monsieur le ministre, que cinquante articles de la loi-programme avaient trait aux problèmes de votre département.

Certaines décisions avaient déjà été prises et il devenait, il est vrai, important de leur donner la base légale qui s'imposait pour 1989, dans le respect de l'accord de gouvernement.

De manière générale, il ne faut pas hésiter à dire que les petites gens attendaient depuis quelques semaines la concrétisation effective des mesures annoncées pour améliorer leur sort.

Le projet de loi-programme contribue à apporter les réponses espérées et mérite donc notre approbation.

L'essentiel de mon exposé puisera ses réflexions dans le secteur de l'emploi et du travail et se terminera par de brèves incursions dans le domaine des pensions et celui des maladies professionnelles.

Commençons par le chômage.

Certains se souviendront peut-être qu'à l'occasion de la fameuse « Charte du contribuable » j'avais mis dans la balance de la discussion, le peu de protection qui était réservé aux chômeurs.

En réponse à une question parlementaire, le ministre de l'Emploi et du Travail de l'époque avait d'ailleurs confirmé mes affirmations en signalant que plus de 30 000 sanctions avaient été prises à l'égard des chômeurs en 1985, chômeurs qui bien souvent étaient aux prises avec une législation extrêmement complexe et une mauvaise information, c'est-à-dire une information inexacte, incomplète ou qui n'était pas diffusée à temps.

Bien sûr, et c'est heureux, le nombre de sanctions a diminué.

Aussi, j'estime qu'il est juste que les infractions à la législation du chômage commises par les employeurs soient, elles aussi, passibles d'une amende administrative et qu'il est logique que, comme pour les chômeurs, certaines décisions prises par les fonctionnaires compétents soient immédiatement exécutoires.

De plus, le système proposé allégera les travaux des juridictions du travail très encombrées, tout en assurant et en respectant les droits de la défense, ce qui reste, à mon sens, fondamental.

Le financement de l'assurance chômage retient ma toute particulière attention.

Ainsi, je considère qu'il est normal que la cotisation spéciale de sécurité sociale frappant les montants nets des revenus imposables dépassant plus de trois millions de francs, reste d'application en 1989.

L'estimation du volume de ces cotisations pour 1987 et 1988, se monterait à environ deux milliards quatre cents millions.

Mais quelle serait l'incidence de la suppression de cette cotisation si un parallélisme est établi avec la réforme fiscale ? Plus particulièrement, qu'advient-il alors de cette part d'alimentation de l'assurance-chômage au sein de la sécurité sociale ? Je me pose la question.

Procédant d'un même souci, j'adhère à l'autorisation qui est donnée au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés, de consentir en cas de fermeture un prêt sans intérêt à l'ONEM. Pour être remboursé, ce prêt devra être réclamé par le Fonds, en fonction de ses nécessités. Belle application des principes de solidarité !

Mais j'espère que les efforts de relance économique agiront de manière concrète et positive afin de ne pas réduire la durée de ce prêt.

Cependant, je pense sincèrement que le financement de l'assurance-chômage mérite un examen complet qui devrait s'appuyer sur la recherche d'une structure permanente et suffisante, basée non seulement sur l'apport des travailleurs, des employeurs et de l'Etat, mais impliquant aussi les stratégies économiques, financières surtout, qui provoquent le chômage.

Rien n'est simple en ce domaine. J'en suis d'autant plus convaincu dans le contexte d'une Europe sociale qui doit encore élaborer et faire admettre ses premiers fondements.

La défense de notre système et sa promotion nécessiteront toute notre vigilance. Ce que nous réglons est important et devra être conforté pour demain.

J'en viens maintenant aux mesures relatives aux chômeurs âgés. Lors de la discussion du budget 1988 de l'Emploi et du Travail, j'ai déjà fait part de ma satisfaction pour le pas important accompli.

Je le répète: j'ai toujours la même conviction. Toutefois, à l'analyse, certaines remarques doivent être formulées. Ainsi, un chômeur âgé, chef de ménage, pourrait, à un certain moment, toucher quasiment la même chose qu'un prépensionné conventionnel. Tant mieux. C'est équitable !

Pourtant, il faut se demander, d'une part, si le régime fiscal est identique et, d'autre part, si l'application de ces dispositions ne va pas provoquer un recours plus fréquent au système du chômage par rapport à celui de la prépension.

En effet, le recours au chômage ne réclamera pas le paiement d'une prime à charge de l'employeur et évitera dans certains cas le remplacement d'un travailleur prépensionné par un chômeur.

Ce cas m'interpelle; c'est pourquoi je me permets de vous en parler aujourd'hui.

Considérant dès lors, sauf erreur de ma part, que l'accord interprofessionnel est valable pour 1989 et 1990, je me demande s'il ne serait pas souhaitable dans toute la limite du possible, notamment à la fin du premier semestre de 1989, de dresser un bilan comparatif « chômage » — concernant les chômeurs âgés — et « prépension ».

Une telle réflexion mérite des éclairages objectifs à fournir à la fin de chaque semestre et ce jusqu'en décembre 1990.

A propos de prépension et plus précisément de prépension de retraite, je me réjouis bien entendu de voir ce régime — dont le nombre de bénéficiaires augmente régulièrement — reconduit jusqu'au 31 décembre 1989. C'est une bonne mesure.

J'espère, qu'entre-temps, la problématique de fin de carrière aura pu trouver les éléments d'une juste solution.

Je vous citerai un exemple qui date d'hier seulement. Un travailleur âgé de 61 ans, m'a fait part de ses problèmes de santé et de son désir de solliciter sa pension de retraite anticipée. Il travaille sans interruption depuis plus de quarante-six ans. Et s'il prend une retraite anticipée, il perdra 20 p.c. du montant de sa pension. Ne mériterait-il pas une pension complète ? Devra-t-il « se trainer », s'il le peut, jusqu'à 65 ans ?

Bien sûr, ce n'est qu'un des aspects du problème et il y en a d'autres que j'ai d'ailleurs rappelés lors de la discussion du budget de l'Emploi et du Travail.

Et puis, faut-il souligner que le climat dans lequel s'animent les débats a, lui aussi, son importance ? C'est pourquoi je vous sais gré, monsieur le ministre, d'avoir dédramatisé le contexte financier du régime des pensions.

Sans nier les difficultés du secteur, vous vous êtes insurgé contre les propos alarmistes divulgués à ce sujet. Je tiens à vous remercier d'avoir ramené cette problématique à un niveau beaucoup plus juste.

Votre préoccupation d'un financement correct se traduit entre autres, et c'est courageux, par l'instauration d'une cotisation spéciale de 3,5 p.c. à charge du système des pensions extralégales ou d'autres systèmes assimilés.

En agissant de la sorte, nous préservons le régime légal des pensions et nous faisons à nouveau intervenir la solidarité pour garantir les plus faibles et protéger les plus modestes.

A mon tour, et c'est peut-être aussi une image de solidarité, je passe des problèmes des aînés à ceux des jeunes.

En ce qui concerne le stage des jeunes, j'exprime ma satisfaction devant la nouvelle précision du champ d'application de cette législation qui s'adresse aux associations sans but lucratif, aux associations de fait et à certaines institutions publiques de crédit.

Cette disposition permettra de réduire le chômage des jeunes, ce qui n'est certainement pas négligeable, mais ce qui est lamentable, c'est que le stage se termine souvent par un désenchantement dû à l'absence de travail. Nous connaissons tous de nombreux cas de ce genre.

J'aimerais beaucoup que, là aussi, une évaluation puisse être établie. Par exemple: combien de stagiaires en plus ont été recensés grâce à cette mesure en 1989 et, surtout, que sont-ils devenus en 1990 ? Ont-ils trouvé du travail et dans quelle proportion ?

Parlons un peu maintenant de la formation en alternance. A première vue, je considère, moi aussi, que l'extension du système « travail-formation » aux ateliers protégés et aux ASBL, pour les jeunes de 18 à 25 ans, peut rencontrer un succès appréciable.

Je me demande néanmoins s'il ne faut pas tenir compte de l'existence d'un enseignement spécial qui peut accueillir les élèves jusqu'à l'âge de 21 ans et qui permet, en tout cas pour l'enseignement spécial professionnel, de délivrer des certificats de qualification reconnus par l'ONEm et utiles pour le recrutement dans le secteur public.

Pourrait-on, par exemple, admettre qu'un élève quitte ses études de plein exercice — souvent plus longues, vu les difficultés rencontrées — pour s'inscrire dans le système de formation en alternance dans un atelier protégé ?

Bien entendu, ceux qui rencontrent des problèmes graves pour finaliser leurs études devraient y accéder. Nous leur rendrions ainsi service et ce serait un plaisir pour eux de tenter de valoriser autrement des potentialités qui s'expriment parfois très difficilement dans le cadre scolaire. Mais, dans les autres cas, j'invite les pouvoirs concernés à faire preuve de prudence et surtout à se concerter.

En cas de transfert de ce genre de l'école vers l'atelier protégé, il me paraît tout indiqué de consulter le conseil de classe et le centre psycho-médico-social spécialisé. Leur avis est indispensable.

Dans le même ordre d'idées, je crois qu'une concertation globale devrait être menée avec les responsables de l'enseignement, enseignement qui sera très bientôt communautarisé.

Il faut éviter que la « planche de salut » devienne une « planche à savon ».

En ce domaine, comme en d'autres, il vaut mieux prévenir que guérir. C'est d'ailleurs ce qu'on a bien compris en autorisant le Fonds des maladies professionnelles à étendre le bénéfice d'actions préventives aux agents de certaines administrations publiques.

Pour conclure, j'avouerai que le projet de loi-programme, par les principes qui le sous-tend et par les objectifs qu'il poursuit, rencontre ma ferme adhésion. J'approuve la politique qu'il concrétise et je souhaite qu'au-delà de cet assentiment, les réflexions formulées à l'occasion de cette discussion engendrent

un débat qui permettra de construire un avenir meilleur encore pour ceux qui en ont le plus besoin. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Harnie.

Mevrouw Harnie. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens de door ons ingediende amendementen bij dit ontwerp wat meer te verduidelijken. In de commissie voor de Sociale Aangelegenheden, hebben wij bij het departement van minister Busquin, de artikelen 1 en 2 geamendeerd, en bij het departement van minister Van den Brande hebben wij artikel 97 geamendeerd en nieuwe amendementen ingediend, onder 110bis en 110ter. Wij menen dat deze amendementen politiek verantwoord zijn. Een van de drie heeft zelfs een besparingseffect. Volgens ons horen ze thuis bij deze programmawet omdat ze onder andere tot doel hebben de sociale vooruitgang te stimuleren en sociale correcties aan te brengen.

Mijn opmerkingen over het gedeelte Tewerkstelling en Arbeid slaan op drie punten: het probleem van de werkzoekenden, de programmawet en het begrotingsbeleid en het tewerkstellingsbeleid.

De regering haalt geregeld de krantekoppen met titels als « Minder werklozen voor de maand november », « Minder werkloze vrouwen », « Minder werkloze jongeren » of « Werkloosheid op één jaar tijd met 10 pct. gedaald ».

De RVA-cijfers tonen aan dat er in ons land meer dan 900 000 werkzoekenden zijn. De minister zal mij daarop antwoorden dat wij een verschil moeten maken tussen « budgettaire » en « nominale » werklozen. Met dergelijke uitspraken wordt echter « den boterham niet gesmeerd ». Dit is geen heldere politieke taal, en dergelijke uitspraken maken de bevolking niet veel wijzer. Het is niet ernstig de werkelijkheid te verdoezelen. Zulke uitspraken hebben vaak de bedoeling het onaantoonbare aanvaardbaar te maken.

Ik citeer nog enkele andere cijfers. Het aantal niet werkende ingeschreven werkzoekenden bedraagt ongeveer 424 500; 350 000 werkzoekenden zijn jonger dan 50 jaar en 250 000 jonger dan 35 jaar. Hiermee wil ik niet zeggen dat mensen boven de 50 jaar geen behoefte meer hebben aan werk, maar wel dat het niet alleen om oudere mensen gaat. De media en de politieke redevoeringen maken weinig gewag van deze cijfers.

Men heeft het steeds over de tweede groep, namelijk de 385 700 volledig uitkeringsgerechtigde werklozen, die gelukkig afneemt.

Ik voeg er onmiddellijk aan toe dat men volgens ons te veel zwijgt over de meer dan 175 000 personen die deeltijds tewerkgesteld zijn om aan de werkloosheid te ontsnappen.

Ik vraag me soms af of deze groep niet bewust vergeten wordt. De regering doet nochtans een extra inspanning om het deeltijds werken te stimuleren. Dit heeft automatisch een daling van het aantal volledig uitkeringsgerechtigden tot gevolg, terwijl de deeltijds werkenden die recht hebben op een aanvullende werkloosheidsuitkering toenemen.

Er zijn dus in totaal ongeveer 900 000 werklozen. Wij gaan er niet mee akkoord, mijnheer de minister, dat men de cijfers wil versluieren. Daarmee bedoel ik niet dat u niet correct zou handelen, maar wij mogen geen schijnsituaties volhouden omdat wij dan ook schijnantwoorden blijven geven. Wij moeten voortaan meer aandacht hebben voor die werkzoekenden en nagaan hoe de regering daar een economisch en politiek antwoord op zal geven.

Een tweede doelstelling van de programmawet is het verminderen van het begrotingstekort tot 7 pct. van het BNP.

Na 1989 zullen wij met de dubbele normering de uitgaven blokkeren en met de vruchten van de groei zullen wij de staats-schuld en de rentelast reduceren.

Er wordt echter te weinig gesproken over andere mogelijke inkomsten. Volgens professor Max Franck nam in 1984 10 pct. van de rijkste Belgen 45 pct. van de fiscale fraude en de fiscale onderschatting voor zijn rekening. Als die cijfers kloppen — en tot nu toe heeft niemand het tegendeel bewezen — liepen de fiscale fraude en onderschatting op tot 733 miljard, waarvan ongeveer 400 miljard fiscale onderschatting.

Wij stellen ook vast dat de voorbije jaren meer dan de helft van de belastingaangiften niet meer worden gecontroleerd. Bij de vennootschappen loopt dat zelfs op tot 80 pct. van de aangiften en bij de zelfstandigen en de vrije beroepen tot 70 à 75 pct. De openstaande schuldvorderingen bedragen op het ogenblik 100 miljard.

Wij steunen daarom het voorstel van de Unie van Financiën, de onafhankelijke vakbond, dat een toename van de tewerkstelling en een stijging van de staatsinkomsten tot gevolg zal hebben. Men stelt voor 3 000 mensen aan te werven voor de dienst invordering en controle. Dit zou de personeelsuitgaven weliswaar met 6 miljard doen toenemen, maar tegelijkertijd zouden 30 miljard achterstallige fiscale inkomsten kunnen worden gerecupereerd. Bovendien zou men aldus kunnen vermijden dat er elk jaar ongeveer 12,5 miljard nieuwe achterstallen bijkomen. De regering doet wel inspanningen op dit vlak, maar deze zijn ontoereikend.

Op die manier zou men snel vijftig tot zeventig miljard kunnen samenbrengen en zou er, om het begrotingstekort te drukken, geen programmawet nodig zijn. Daardoor zou men ook kunnen voorkomen dat de last van het tekort te sterk drukt op bepaalde groepen.

Onzes inziens wordt er een te eenzijdige tewerkstellingspolitiek gevoerd. Als wij naar u luisteren, mijnheer de minister, stellen wij vast dat twee politieke assen de drijfveer zijn van uw beleid, namelijk de flexibiliteit en de filosofie, die mij nog altijd niet duidelijk is, van tewerkstelling naar arbeid.

Aangaande de flexibiliteit is het belangrijk dat een reglementering en een controle ontwikkeld worden. U bent daar zeer sterk mee bezig, maar het is verkeerd de flexibiliteit te gebruiken als herverdelingselement voor de arbeid. Het kan slechts één element daarvan zijn. Flexibiliteit gebruiken als hét middel veroorzaakt een neerwaartse sociale kringloop binnen de werknemersgroep. Noch op menselijk vlak, noch christelijk, noch socialistisch, noch liberaal — liberaal in de zin van «de ene mag niet de dupe worden van de vrijheid van de andere» — zijn de verschillende filosofieën fundamenteel tegenstrijdig met de algemene toepassing van de flexibiliteit.

In het kader van uitspraken over tewerkstelling, arbeid en economie, beschouwt de regering de economische werkgelegenheid als één van de duurzaamste. De regering «vergodelijkt» de traditionele economie, haar groei en het BNP. Ze wordt als het ware een nieuwe priesterstand die de bevolking geloof en hoop in de toekomst wil geven met goden als economische groei en BNP. Met deze cijfers wordt al te vaak geschermd hoewel wij er de gevolgen voor de economie al te weinig van bekennen. Wij moeten dit in ons land toch ook wel duidelijk onder ogen zien.

Vice-Eerste minister Claes zei in de late namiddag dat wij in de toekomst ons economisch denken moeten aanzwengelen en dat wij voor zeer zware denkoefeningen staan. Dat is juist. Het heilige der heilighen van de economische groei en van het BNP moeten wij demystificeren.

Groei en werkgelegenheid zijn twee verschillende begrippen geworden. Ik las in de *Financieel Economische Tijd* van 20 december jongstleden dat de metaalsector het goed doet. Men spreekt naargelang de sector van 5,7 tot 8 pct. en zelfs meer. Wij lezen eveneens dat het aantal werkplaatsen is toegenomen met 1,5 pct. maar dat het aantal gepresteerde uren is gedaald met 1 pct. Groei betekent niet noodzakelijk bijkomende werkgelegenheid.

Als we merken welke vernietigingen de traditionele economie heeft teweeggebracht voor mens en milieu zeggen wij: zomaar geen vrijstelling van sociale-zekerheidsbijdragen en zomaar geen fiscale vrijstellingen. Dat kan alleen in bepaalde voorwaarden en met toezicht op de produktie, de produktiewijze en de gevolgen zowel voor mens als voor milieu. Wij gaan dan ook niet akkoord met de in het ontwerp van programmawet omschreven vrijstellingen. De subsidiëring van privé-bedrijven moet selectiever gebeuren.

Wij zullen onze drie amendementen nu ook verantwoorden. Wij zijn van oordeel dat er geen werkzoekenden mogen worden uitgesloten of geschorst, zoals nu gebeurt op basis van

artikel 143. Er kan volgens ons geen sanctie worden genomen zolang de RVA niet kan bewijzen dat de betrokkene aangepast werk heeft geweigerd. De bewijslast moet niet bij de werkzoekende liggen, wel bij de instellingen.

Wij dienen ook een amendement in met betrekking tot de afschaffing van de stempelcontrole. Wij merken dat dergelijk voorstel wordt gedaan door de regering. Wij vrezen echter een discriminatie.

Op de vijftig-plussers en mensen met een beroepsloopbaan van meer dan twintig jaar is de dagelijkse stempelcontrole niet meer van toepassing, wat op zich positief is. Wat met het resterend gedeelte van de werkzoekenden; waarom worden die ook niet vrijgesteld?

Het derde en laatste amendement heeft tot doel de grote groep van meer dan 400 000 niet-uitkeringsgerechtigde werklozen toegang te verlenen tot de tewerkstellingsprogramma's. Ik wijs erop, en heb dat ook in de commissie gedaan, dat een zeer belangrijk deel van deze groep vrouwen zijn, die hun loopbaan hebben onderbroken omwille van de opvoeding van de kinderen, de verzorging van familieleden en dergelijke meer. Velen van hen krijgen geen enkele kans meer op de arbeidsmarkt.

Ik herhaal dat wij akkoord gaan met de vrijstelling van sociale-zekerheidsbijdragen, maar niet onvoorwaardelijk.

Wat sociale zekerheid betreft, vragen wij de schrapping van artikelen 1 en 2. Wij zijn niet *a priori* gekant tegen overdrachten en leningen binnen de sociale zekerheid. Dit kunnen als kortetermijnoplossing en onder bepaalde voorwaarden goede maatregelen zijn, maar een stelselmatig gebruik van deze praktijken geeft ons een signaal tot fundamenteeler nadenken. Een globale en structurele aanpak van de hervorming en de financiering van de sociale zekerheid is noodzakelijk en kan eigenlijk niet langer worden uitgesteld. In vijftien jaar tijd zijn wij in een totaal andere werkelijkheid terechtgekomen. Vijftien à twintig jaar geleden was de voedingsbodem van de financiering van de sociale zekerheid anders en evenwichtiger. De sociale zekerheid was toen veel meer een vangnet voor mensen die vast werk hadden. Nu is de sociale zekerheid voor vele mensen een doolhof geworden, een labyrint van reglementen, vorderingen en uitzonderingen, waarin lang niet iedereen gelijk behandeld wordt en lang niet iedereen zijn weg vindt. Wij moeten bij de, volgens ons noodzakelijke, hervorming en financiering van de sociale zekerheid overwegen of de sociale zekerheid geen instrument moet worden om een alles omvattend sociaal beleid te voeren met verschillende deelsectoren. Dit stelsel zou de deelsector «basisinkomen» moeten herbergen. Om deze hervorming uit te voeren moeten er uiteraard andere financieringswijzen worden gezocht. Dit kan onder meer langs fiscale weg.

Tot daar, mijnheer de Voorzitter, enkele ideeën in een notedop om de achterliggende redenen van onze amendementen te verduidelijken. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Blomme.

Mme Blomme. — Monsieur le Président, je me réjouis de constater que, par le biais de ce projet de loi-programme, le ministre traduit notamment la politique budgétaire qui a fait l'objet de l'accord de gouvernement.

Dans ce contexte, plusieurs mesures ont été prévues pour assurer l'équilibre financier des régimes déficitaires de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour les exercices 1988-1989.

Bien sûr, un grand nombre des mesures proposées ne représentent qu'une sauvegarde du régime actuel de la sécurité sociale mais elles ont le mérite d'assurer, à court terme, l'équilibre financier des régimes déficitaires.

A présent, il est grand temps de s'interroger sur une réforme fondamentale du régime afin que, dans les années à venir, on ne doive plus avoir recours à la technique des transferts d'un secteur vers un autre.

Équilibrer le système de la sécurité sociale, c'est assurer l'équité et la justice sociale.

J'espère que les débats de la Table ronde permettront de mettre à jour toutes les valeurs contenues dans la sécurité

sociale et qu'une nouvelle philosophie de financement y naîtra lorsqu'une nouvelle approche des soins de santé, de la retraite, de l'emploi et du travail aura pu être réalisée.

J'apprécie les mesures envisagées dans le domaine de la biologie clinique et la volonté de M. le ministre de lutter contre le caractère commercial de ce circuit.

On a, en effet, constaté dans ce secteur une prolifération des analyses qui, sur une période de sept ans, représente une augmentation des coûts de 100 p.c. Cela démontre bien le développement anarchique des pratiques commerciales de certains laboratoires privés dont le but est de dégager des profits plantureux au détriment des soins de santé proprement dits.

Par ailleurs, ces mesures décourageront la tendance à la surconsommation et auront, je l'espère, des effets bénéfiques pour les patients atteints de maladies incurables, ceux-ci étant bien souvent les victimes de l'excès en matière de biologie clinique.

Je me pose néanmoins une question. La loi-programme prévoit une enveloppe de biologie clinique dans les hôpitaux à partir du 1^{er} janvier 1989. Ne pensez-vous pas que la mise en place de ce système nécessite des études spécifiques et élaborées tenant compte de la particularité de chaque hôpital en raison des différentes pathologies traitées ?

Au printemps dernier, le ministre des Affaires sociales a déclaré à la presse qu'il n'était pas un mauvais élève. Aujourd'hui, cela se confirme car, après délibération en commission, les commissaires lui ont accordé un maximum de points pour ses travaux. Il lui reste à présent à passer l'examen pratique et j'ose croire qu'il le réussira, car il a déjà apporté, à court terme, des mesures pratiques dans le secteur de la politique sociale.

La loi-programme renferme également une série de mesures relatives à la promotion de l'emploi et à une meilleure gestion du chômage. Une de ces mesures a trait au régime des contractuels subventionnés que le gouvernement souhaite étendre à tous les services publics. Cette mesure est réconfortante car elle vise à donner un meilleur statut aux personnes mises au travail, par le canal de l'un ou l'autre programme de résorption.

Mais je voudrais, par le biais de mon intervention, attirer l'attention de M. le ministre sur les conséquences sociales et familiales qu'entraîne l'augmentation du travail à temps partiel.

Il faut souligner que le temps partiel est rarement volontaire et que, dans la plupart des cas, il s'agit d'un volontariat « obligatoire ». Je ne suis pas totalement opposée au temps partiel car il est vrai qu'il offre une ouverture aux travailleurs et travailleuses qui le choisissent. Néanmoins, de plus en plus fréquemment, les patrons instaurent le temps partiel par le canal du volontariat, puis exercent de fortes pressions sur ceux qui travaillent encore à temps plein en leur offrant le libre choix entre le travail à temps partiel ou le chômage.

Certains secteurs de services et de distribution, c'est-à-dire les entreprises de nettoyage, le secteur horeca, les grands magasins, le secteur de la santé, etc., n'engagent presque uniquement que des travailleurs à temps partiel. Il convient toutefois de remarquer que les régimes de travail à temps partiel ne sont favorables ni à la famille ni à la vie sociale. Les travailleurs à temps partiel sont payés en conséquence mais les frais de transport, de garde d'enfants, etc., restent les mêmes.

Au sujet du problème de la garde des enfants, les horaires flexibles rendent plus sensible le manque d'infrastructures telles que crèches ouvertes à l'heure décalée, crèches d'entreprises, gardes pour enfants malades, horaires flexibles.

Par ailleurs, les enquêtes menées auprès des travailleurs occupés à temps partiel ont généralement démontré que les emplois qui leur étaient réservés consistaient trop souvent en travaux pénibles, limités à des tâches précises et souvent, dans les entreprises, exécutés pendant les heures de pointe.

Je pourrais poursuivre en vous donnant encore de nombreux arguments démontrant l'effet néfaste, tant au niveau social qu'au niveau familial, mais ce dossier étant tellement important, il est préférable de vous suggérer d'organiser un débat pour apporter une réflexion sur ces différents problèmes.

Malgré ces quelques remarques, madame le secrétaire d'Etat, messieurs les ministres, j'approuverai cette loi-programme parce qu'elle constitue un premier pas vers une politique sociale créatrice d'emplois. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Gevenois.

M. Gevenois. — Monsieur le Président, chacun sait qu'à la base de l'accord politique qui est intervenu entre les partis formant l'actuelle majorité, figure en premier lieu l'indispensable nécessité de limiter l'importance de la dette publique et de faire en sorte qu'en 1989, la charge de cette dette ne dépasse pas 7 p.c. du produit national brut.

Je pense que tout le monde est d'accord sur cet objectif, même les représentants de l'opposition, qui s'étaient d'ailleurs fixé le même but pendant les deux législatures précédentes. Nous devons définir la politique sociale de ce gouvernement en songeant constamment à l'objectif à atteindre.

Je me contenterai, ici, de commenter et de soutenir les propositions contenues dans la loi-programme qui concernent la sécurité sociale, et plus spécialement le secteur de l'assurance-maladie.

Ce secteur vital, capital pour toute la population est menacé depuis plusieurs années.

Devant l'augmentation constante des dépenses en soins de santé, les derniers gouvernements avaient pris des mesures visant essentiellement les malades, mesures qui ont dû intervenir davantage dans le coût des soins.

Malgré cela, on doit constater que les dépenses de ce secteur n'ont fait qu'augmenter, passant de 150 milliards en 1982 à 225 milliards en 1987 et à 235 milliards en 1988.

Ce n'est donc pas au moyen de ces remèdes qu'on pourra trouver une solution à nos problèmes. Il faut intervenir dans la structure même de l'organisation des soins. Mais comment faire ?

L'actuel ministre des Affaires sociales a pensé que pour obtenir une réponse valable, il était nécessaire de prendre l'avis de toutes les personnes concernées par les problèmes de santé. C'est dans ce but qu'il a organisé une Table ronde des soins de santé. Mais ces réunions, dont la première phase est terminée, ne pourront donner lieu à des modifications de la loi qu'au plus tôt l'année prochaine.

Entre-temps, pour respecter à la fois les engagements budgétaires et la poursuite de la dispensation des soins, diverses mesures ont été proposées dans le budget 1989.

En premier lieu, la loi-programme prévoit le transfert de sommes importantes du secteur des allocations familiales et du secteur des indemnités vers le secteur des soins de santé. Cette pratique, nous ne l'avons pas inventée; les anciens gouvernements l'avaient déjà utilisée. Mais pas plus qu'à ce moment, nous ne pouvons admettre ce genre de transfert. Je ne change pas d'avis, selon que je me trouve dans l'opposition ou dans la majorité. L'accord que nous allons donner n'est donc valable que jusqu'à ce que d'autres dispositions aient été prises et appliquées avec succès. Ces pratiques ne sont pas saines; il ne faut pas en abuser. Je crois d'ailleurs que ce n'est pas l'intention du ministre. Les bonis des secteurs des allocations familiales et des indemnités devraient permettre de mener une politique spécifique qui m'apparaît nécessaire.

La deuxième mesure modifie les conditions d'octroi du droit et de son maintien dans le programme d'assurance maladie-invalidité. La remise d'un document de cotisation annuel à un organisme assureur simplifiera le travail administratif de ces organismes, mais aussi celui des employeurs. Je pense que c'est une bonne mesure. Elle a d'ailleurs reçu l'accord des participants à la Table ronde, et nous aurions mauvaise grâce à nous y opposer.

Cette décision peut être comprise comme une mesure susceptible d'aider les organismes assureurs à réaliser des économies, comme ils devront le faire.

Une troisième mesure prévoit que les personnes qui ont les moyens ou la chance d'être couvertes par une assurance « hospitalisation » extra-légale, seront tenues de payer une cotisation

ou d'acquitter une retenue sur des prestations obtenues en milieu hospitalier. Cette disposition a suscité de vives réactions, ainsi que nous l'avons encore entendu tout à l'heure. N'est-il pas logique cependant qu'au moment où chacun est invité à faire un effort afin de réduire les dépenses de soins de santé, que ceux qui ont les moyens de se payer un supplément de garantie — supplément qui ne sera pas un moyen dissuasif, au contraire — que ceux-là interviennent davantage dans les recettes de l'assurance maladie-invalidité?

Le quatrième type de mesures destinées à freiner les dépenses ont été prises en biologie clinique. Il n'entre pas dans les intentions du ministre ni dans les nôtres, de démanteler complètement ce secteur qui s'est révélé être un outil indispensable à l'organisation d'une bonne médecine. Mais l'évolution des besoins médicaux et de la technologie médicale ne justifie pas une augmentation des dépenses comme celle que nous pouvons constater dans les rapports.

Chaque année, les dépenses de biologie clinique augmentent de plus de deux milliards. C'est intenable, et il faut arrêter cette escalade.

Les mesures proposées vont faire mal à certains qui ont confondu « soigner les malades » et « faire fortune ».

Ce secteur doit être régularisé, c'est notre volonté commune.

Il doit être entendu que si on demande des efforts à la population, cela ne peut pas être au bénéfice de quelques dizaines de profiteurs du système.

Il doit également être entendu que l'argent versé à la caisse d'assurance maladie-invalidité doit permettre de soigner les malades comme il se doit, et que seuls ceux qui sont indispensables à l'exercice de cette bonne médecine soient concernés par le retour financier.

C'est peut-être ainsi que le problème du paiement correct du personnel infirmier pourra être résolu.

Enfin, s'il s'avérait nécessaire de prendre les mêmes mesures en radiodiagnostic, il serait normal que le ministre les prenne.

Le problème est moins grave dans ce secteur, mais des abus existent et des modifications sont donc à apporter. Il faudra y songer et nous vous faisons confiance à cet égard. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Deneir.

De heer Deneir. — Mijnheer de Voorzitter, in de eerste plaats moet ik meedelen dat de CVP-fractie het ontwerp van programmawet zal goedkeuren. Zoals de heer Egelsemeers namens de SP-fractie zei, zijn er ook voor de CVP-fractie bepaalde amendementen die ons aanspreken, misschien niet dezelfde, maar wij zijn loyaal ten aanzien van een akkoord dat wij hebben onderschreven en dat wij willen uitvoeren. Dit akkoord heeft onder andere tot doel het behoud en de vrijwaring van de sociale zekerheid, het scheppen van meer werkgelegenheid en de sanering van de openbare financiën.

Ik wil nu enkele beschouwingen formuleren over de materie die wij nu behandelen. In de eerste plaats is er de ziekte- en invaliditeitsverzekering, meer bepaald de sector van de gezondheidszorg. Voor 1989 is het financieel evenwicht bereikt, dit is natuurlijk een eigenaardige uitdrukking als men weet dat meer dan 10 pct. van dat evenwicht wordt vertegenwoordigd door transfers. Er is in dit halfrond in het lang en in het breed door alle fracties gezegd dat transfers vroeger ook bestonden. Wij zijn ons daarvan bewust, maar dat neemt niet weg dat het geen goede techniek is om een bepaalde sector in evenwicht te brengen. Wij moeten voor ogen houden dat wanneer wij de boni uit bepaalde sectoren overdragen op een sector met een mali, dit wijst op structurele tekortkomingen.

Niemand zal betwisten dat de sector van de gezondheidszorg sinds lange tijd getroffen wordt door structurele tekorten, niettegenstaande er de jongste jaren maatregelen werden genomen die miljarden besparingen hebben opgeleverd. Die besparingen

vielen meestal ten laste van de verzekerden. Niettegenstaande deze besparingen zijn wij nog niet aan een evenwicht toe.

Men kan zich in dat verband afvragen of het niet beter zou zijn bepaalde bijdragen te herschikken. Ik weet dat als men in om het even welke sector de bijdragen mocht verminderen om ze voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en de gezondheidssector te kunnen verhogen, de regering grote bezwaren zou opperen.

De overheid is immers ook werkgever en wanneer de bijdragen in een sector verhoogd worden, verhogen uiteraard ook de uitgaven van de overheid en moeten er andere uitgaven dalen en zulks is nooit een eenvoudige opdracht.

Ik heb nog een tweede beschouwing in dit verband. Wanneer wij over de herschikking van de bijdragen spreken, moeten wij het geheel van de sociale zekerheid opnieuw fundamenteel bekijken. Wij moeten niet discussiëren over de vraag welke bijdragen er naar welke sector moeten gaan, maar wij moeten nagaan welke plaats wij aan elke sector in de sociale zekerheid willen toekennen. Tussen de sectoren kan er dus een andere rangorde tot stand komen. Aan sommige sectoren kan een belangrijker plaats worden toegekend, aan andere een minder belangrijke. Hierover heerst op het ogenblik geen duidelijkheid in ons land.

Het probleem van de plaats van elke sector in de sociale zekerheid zal in de toekomst nochtans scherper worden. Daar kunnen wij niet buiten. Gelet op de demografische evolutie kunnen wij een stijging van de uitgaven in de sector van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, een sector die het nu al niet al te gemakkelijk heeft, verwachten. Er is ook een grote kans op een stijging van de uitgaven in de sector van de pensioenen. Op het ogenblik leent de sector van de pensioenen een, zij het niet te groot, bedrag bij de sector van de jaarlijkse vakantie voor de betaling van het vakantiegeld van de gepensioneerden. Dit wijst er op dat de financiële situatie van die sector niet zo briljant is, want een sector die het goed stelt, hoeft niet te lenen om zijn verplichtingen na te komen, zelfs als die lening renteloos wordt toegestaan.

De huidige regering heeft, evenals de vorige, verklaard dat de pensioensector een belangrijke sector is. Wij kunnen dus niet akkoord gaan met degenen die erop aansturen dat men allerlei bijkomende pensioenverzekeringen gaat afsluiten, omdat de pensioenen voor de overheid onbetaalbaar zijn. Toch zou het verkeerd zijn de precaire situatie in de pensioensector te negeren door het wegwuiven van de aanvullende pensioenverzekeringen. Leden van de regering hebben publiek verklaard dat de toename van de lasten in de pensioensector van de werknemers jaarlijks 2 pct. bedraagt. Tot het jaar 2000 is dat dus een niet-cumulatieve toename van meer dan 20 pct. ten opzichte van de huidige uitgaven en dit voor een sector die nu al enige moeilijkheden kent. Wij kunnen het probleem van de pensioensector dus niet uit de weg gaan.

Het probleem van het einde van de loopbaan is nu al ter discussie en neemt steeds scherpere vormen aan. Ik wil hier geen commentaar leveren op de werkzaamheden van de Nationale Arbeidsraad, maar stel enkel vast dat deze raad verwacht dat naast die toename van 2 pct. de uitgaven in de pensioensector nog, naargelang de hypothese, met enkele miljarden zullen toenemen. Vermits het aantal bijdrageplichtigen tot het jaar 2000 niet noemenswaardig zal stijgen, zal het inkomen van de bijdrageplichtigen heel wat moeten stijgen om de bijkomende lasten in de pensioensector op te vangen.

Wij moeten de volgende maanden eens rustig het geheel van de sociale zekerheid bekijken, rekening houdende met een aantal oogmerken en evoluties.

Ik wil nog enkele praktische vragen stellen in verband met de pensioensector. Sinds 1 januari 1987 hebben bruggepensioneerden de toelating om gelegenheidswerk te verrichten waarvoor zij meestal een loon, waarop bijdragen voor de sociale zekerheid worden betaald, ontvangen, tenzij ze zelfstandig zijn. Tot nu toe is in de wetgeving niet duidelijk geregeld op welke

wijze hun pensioen zal worden berekend voor de jaren dat zij als bruggepensioneerden gelegenheidswerk hebben verricht. Zal dat zijn op het loon dat hen voor het gelegenheidswerk wordt uitbetaald en dat een geplafonneerd loon is, dan wel op het loon van een bruggepensioneerde die geen gelegenheidswerk heeft verricht, dus het loon van het laatste jaar waarin werd gewerkt, en dat forfaitair werd overgedragen? Of zal het voor anderen in de regeling zelfstandigen gebeuren?

Ik heb nog een vraag in verband met het brugrustpensioen dat toegankelijk is voor bepaalde bruggepensioneerden. Dat is in elk geval een goede zaak. Er moet echter eens worden nagegaan, mevrouw de staatssecretaris en mijnheer de minister, of er in de praktijk geen problemen zijn in verband met de vervanging van die bruggepensioneerden. Mij zijn enkele gevallen bekend. Een bruggepensioneerde is in principe iemand die reeds is afgedankt en die slechts in sommige gevallen werd vervangen.

Wanneer een bruggepensioneerde twee jaar na zijn afdanking aan zijn vroegere werkgever vraagt om een jonge werknemer in zijn plaats aan te werven zodat hij met brugrustpensioen kan gaan, dan komt hij vaak van een kale reis terug. Dat zijn praktische problemen die in een pragmatische geest moeten worden opgelost.

Ik wil nog een opmerking maken in verband met de begroting van de ziekteverzekering van 1987. Het probleem is dus enkele jaren oud. Er was in dat jaar een zeer aanzienlijk deficit dat zou te wijten zijn aan het feit dat de staatstoelagen veel te gering waren. Dat is maar ten dele juist. In 1987 zijn er een aantal zaken goedgekeurd waarover ik geen spijt heb, maar in dat jaar zijn de uitgaven veel meer gestegen dan geraamd was. Mede in die stijging zit de oorzaak van het deficit voor 1987. Het is belangrijk om daarmee rekening te houden vooraleer men over een aantal dingen wil oordelen. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Lenfant.

M. Lenfant. — Monsieur le Président, poursuivre la réduction du déficit des finances publiques pour garantir les mécanismes de solidarité et, tout particulièrement, pour préserver et parfaire notre système de protection sociale, tel est l'objectif principal visé par la présente loi-programme.

Ses différentes dispositions concourent toutes à l'application de la volonté des groupes de la majorité telle qu'elle s'exprime dans l'accord du gouvernement.

Avec une égale intensité, nous voulons, par une politique budgétaire appropriée, mettre fin à la croissance de la dette publique et à l'effet «boule de neige» des charges d'intérêt. Nous voulons poursuivre dans la voie du volontarisme et de l'imagination en matière de lutte contre le chômage et adapter notre système de protection sociale non pour l'altérer, mais pour qu'il soit davantage en adéquation tant avec nos moyens qu'avec nos besoins.

Après la réforme fiscale, après la loi sur la sauvegarde de la compétitivité, les nouvelles initiatives de la majorité veulent très exactement répondre à cette volonté qui est la nôtre. Limiter le solde net à financer pour 1989 à 7 p.c. du produit national brut demande des efforts que nous acceptons.

Dans le même temps, parce que la rigueur n'est pas une fin en soi, parce que nous n'avons pas, à la différence de certains, le plaisir carnassier de l'austérité qui fait mal, il faut veiller que notre politique sociale s'adapte aux réalités et aux besoins. C'est dire si nous apprécions les mesures sociales que contient le projet de loi.

Je relève tout particulièrement l'augmentation de 2 p.c. dès le 1^{er} janvier prochain, de tous les minima de pensions, d'allocations, de revenus garantis, dont ceux qui reviennent aux indépendants.

J'observe également que les allocations pour les chômeurs âgés seront adaptées, que le régime d'interruption de carrière sera amélioré pour les travailleurs qui souhaitent interrompre leur carrière professionnelle à la naissance d'un deuxième enfant, que le minimex pour les isolés est augmenté et le droit au minimex étendu aux mineures enceintes.

Je citerai encore l'humanisation du contrôle pour les chômeurs, le relèvement de l'allocation forfaitaire passant de 10 504 francs à 14 014 francs pour le chômeur cohabitant avec un conjoint qui bénéficie seulement d'allocations de chômage et si les revenus cumulés sont inférieurs à l'allocation de chef de famille.

J'émettrai toutefois quelques souhaits et quelques remarques.

Vous connaissez la situation démographique de la Belgique. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'un effort particulier est nécessaire pour promouvoir la natalité et pour assurer les revenus des tranches les plus âgées de la population.

Une partie du chemin est faite. Je voudrais, une fois encore, signaler comme positive l'augmentation de l'allocation d'interruption de carrière pour le deuxième et pour le troisième enfant. Cette initiative est indiscutablement liée à l'évolution démographique que nous connaissons. Elle est bonne puisqu'elle permet aux parents qui le souhaitent de s'occuper davantage de l'éducation de leurs enfants.

Mais la politique que vous menez, madame et messieurs les ministres, à l'égard des familles me paraît encore insuffisante.

Du régime des allocations familiales, en boni de plusieurs milliards, vous transférez quatre milliards en 1988 et cinq milliards environ en 1989 vers le secteur de l'assurance maladie-invalidité, soins de santé. C'est, je sais, l'accord gouvernemental.

Sans vouloir insister sur l'effet pernicieux de la technique des transferts de secteur à secteur, même s'il est vrai que l'ensemble de la sécurité sociale est en difficulté à cause du chômage et du déficit des soins de santé, il faut reconnaître qu'il est aujourd'hui nécessaire de promouvoir la natalité pour éviter un rapport population jeune-personnes âgées trop défavorable. C'est ainsi qu'il existe trop de familles à revenus faibles ou modérés pour lesquelles est appliquée la réduction forfaitaire de 375 francs par mois sur les allocations familiales.

Le boni aurait dû servir de façon privilégiée à ces familles qui ont, dans les circonstances économiques difficiles que nous traversons, le courage d'avoir des enfants, voire une famille nombreuse. Un effort spécial devra dans un avenir assez proche, être fait en faveur des familles, surtout envers celles qui ont les plus faibles revenus, c'est-à-dire qui profiteront le moins de la réforme fiscale.

Sans doute a-t-on déjà pris des mesures dans ce sens ou dans un autre en faveur des chômeurs, des invalides, des handicapés, des personnes qui disposent du minimex et ont des enfants à charge. C'est très bien, nous le voulons profondément. Cela prouve que rigueur et solidarité peuvent faire bon ménage.

Mais la situation est telle pour les familles nombreuses, pour les familles à revenus faibles et modérés qu'il faudra rapidement se tourner vers ce problème.

Par ailleurs, une cotisation sur les primes dues ou une retenue sur les prestations obtenues en vertu d'une assurance «hospitalisation» extra-légale est instaurée. Son but est d'enrayer une surconsommation médicale liée à l'utilisation de semblables assurances.

C'est pour vous une façon de responsabiliser le patient, l'assuré. Mais je n'ai pas la conviction profonde que cela changera totalement une surconsommation qui pourrait exister dans ce domaine; j'ai déjà plaidé en commission pour un contrôle efficace plutôt que pour une nouvelle taxation.

A cet égard, on peut certes se réjouir de la suppression de la cotisation de consolidation à charge des indépendants, mais il faut être moins heureux de l'élargissement de la base de calcul de leurs cotisations sociales. Les cotisations de consolidation n'étaient à charge que des indépendants dont les revenus étaient en augmentation supérieure à l'index, ce qui n'était pas toujours équitable ni surtout très simple. La nouvelle cotisation sociale frappe tous les indépendants. Le risque est grand que la réforme fiscale, avec la limitation parfois importante de la déduction des charges professionnelles pour cette catégorie, n'entraîne une forte augmentation du revenu imposable et par là même une augmentation importante des cotisations sociales.

Dès que les recettes provenant du nouveau régime dépasseront le rendement espéré, car ce sera le cas, il faudra que vous

adaptez en conséquence le taux des cotisations comme présentement on vous en donne la possibilité.

Enfin, tout cela ne peut être assuré que grâce à la richesse que nous produisons ou devrions produire. Le problème central demeure donc celui de l'emploi.

Monsieur le ministre de l'Emploi et du Travail, vous savez comme moi que l'on ne crée pas artificiellement des emplois, que ceux-ci sont la conséquence de la qualité des produits mis sur le marché, de leur coût alors qu'ils supportent la concurrence, de la haute qualification des travailleurs et de leur adéquation à la demande et à l'offre; ils dépendent encore des moyens financiers des consommateurs qui en recevront davantage à la suite de la réforme fiscale.

Il est dès lors impérieux — j'y insiste — lorsqu'il y a des centaines de milliers de chômeurs, de faire en sorte que leur qualification s'améliore grâce à une formation complémentaire, et à un recyclage obligatoire ou non, de très grande qualité. Il faut aussi que les chômeurs gardent une adéquation au travail; c'est la raison des efforts que vous consentez dans le cadre d'un régime de contractuels subventionnés au niveau des pouvoirs publics dont le statut précaire disparaît, pour les chômeurs de longue durée, pour les jeunes, qui via les modifications de l'arrêté royal n° 230 se verront ouvrir des perspectives nouvelles. C'est aussi le sens des TCT.

Vous luttez encore contre le chômage en maintenant temporairement la réduction des cotisations patronales de sécurité sociale. Est-ce suffisant? En réprimant le travail au noir, en aménageant la flexibilité du travail de façon qu'elle permette à celles et à ceux qui le souhaitent d'organiser leur temps de travail selon leurs convenances personnelles ou familiales. Tout cela se fait dans la continuité et vous vous montrez digne successeur du ministre Hansenne. C'est fort bien puisque depuis des années, nous assistons à une diminution du nombre de chômeurs et à la restauration de la compétitivité de nos entreprises. Pouvons-nous continuer dans cette direction!

J'en viens, madame et messieurs les ministres, au problème de la biologie clinique. Le défi à relever dans ce domaine, est incontestablement difficile. Vous devez habiller un gros monsieur en lui confectionnant un petit costume, tout en espérant que les coutures ne vont pas sauter les unes après les autres. Personne n'est d'ailleurs certain qu'il conviendra aux besoins réels du personnage. Tous, nous sommes conscients que dans le domaine de la biologie clinique, certains abus sont liés aux progrès techniques qui ont permis un véritable commerce de la biologie. Et ce projet de loi veut avec raison mettre un terme à ce commerce que la déontologie médicale n'autorise d'ailleurs pas.

Nous savons, monsieur le ministre, que la médecine n'est pas encore une science exacte, qu'elle reste un art, qu'elle est en évolution constante et rapide, que la biologie clinique est un de ces éléments scientifiques mathématiques qui permettraient à la médecine de ne plus être seulement un art.

Mais votre projet, n'aboutira que s'il est accompagné des mesures suivantes.

Nous pouvons agir, en effet, d'abord sur la demande de soins de santé. Il existe nombre d'analyses dont l'utilité est discutable; certaines sont dépassées et ne devraient plus être pratiquées; d'autres sont nouvelles, elles permettent parfois d'espérer de brillants diagnostics, mais n'ont pas encore trouvé les indications strictes bien qu'utiles dans un certain nombre de situations; elles coûtent cher et c'est évidemment là leur principal défaut.

On aurait depuis longtemps pu agir à ce niveau, mais le système et ses influences sont tels que le contrôlé est souvent aussi le contrôleur intéressé dans ses propres résultats financiers. Cette manne sert vraiment à tout et à tous; pas seulement aux malades, médecins, gestionnaires, mutuelles, mais même à des investisseurs, vous l'avez justement signalé en commission, monsieur le ministre. On a souvent dit que le patient n'était pas ou peu responsable de cette surconsommation. Il est vrai que c'est le médecin qui prescrit; on le lui a appris à l'université, et de quelle façon; la technique y a souvent pris le pas sur l'anamnèse et l'art, et le malade victime de la société de surconsommation et du stress éprouve de multiples symptômes qu'il croit graves;

comme les médias répètent qu'il faut consulter au moindre petit symptôme, il consulte, on ne sait jamais!

Chacun veut se rassurer et rassurer l'autre et c'est ainsi que l'on prescrit de plus en plus d'examen qui coûtent cher. Tout ce qui est possible ayant été fait, le client se trouve rassuré et, dans le même temps, le médecin protégé de possibles poursuites judiciaires, peu courantes chez nous, très fréquentes outre-Atlantique.

Votre projet sur les laboratoires veut supprimer, avec raison, tout ce qui est commercial en biologie clinique. Mais il faudra être vigilant pour que les coutures ne sautent pas de partout! Une meilleure information du médecin et du patient réduirait encore les coûts. Il faudra qu'à votre intervention, les universités précisent régulièrement aux médecins la valeur diagnostique de chacun des tests, que les réactions face aux publicités mensongères, notamment de certains médias, soient plus nettes. Il est inadmissible de laisser entendre qu'un problème est résolu alors qu'il en est toujours au stade de l'expérimentation.

Ce sont évidemment les préoccupations dont on fait part aux diverses tables rondes que vous organisez.

Face à un patient qui veut non seulement être guéri, mais aussi rassuré et même choyé, face à la pléthore de médecins qui veulent garder leur clientèle, face aux gestionnaires d'hôpitaux qui ont trop souvent pris le thérapeute pour une vache à lait; face aux médias qui donnent l'impression à tout homme bien portant qu'il est un malade qui s'ignore, face aux mutuelles et à leurs multiples affaires, face enfin à l'Etat et à tous ses petits seigneurs budgétivores, vous répondez: «Responsabilisons!» Oui, madame et messieurs les ministres, mais il faudra agir à tous les niveaux de l'écheveau complexe: mutuelle, médecin, patient, Etat.

C'est ainsi qu'il faudrait repérer avec sérieux les soins et les actes médicaux efficaces qu'il faut subsidier, mais aussi les dépenses inutiles ou quasi inutiles. Une fois de plus, c'est possible si chacun, quel que soit son statut, est correctement informé et capable, dès lors, d'assumer ses responsabilités.

Mais il est une troisième nécessité: il faudra dresser l'état de nos besoins en matière de santé avant de choisir les moyens de les satisfaire. C'est le plus difficile.

Quelle part le patient doit-il consacrer à sa santé? Tous les citoyens doivent-ils intervenir sans limite dans les risques liés à l'imprévoyance, à l'indiscipline, je pense au tabac, à l'alcool, aux accidents, à la drogue, etc.? Devons-nous adopter automatiquement et sans frein tous les progrès techniques quels qu'ils soient sans nous interroger d'abord sur leur utilité, leur efficacité réelle, sur le rapport entre leur coût et le service rendu? Faut-il préférer — ou pouvons-nous nous la permettre? — une médecine hyperperformante et très chère à une médecine admettant un faible pourcentage d'échecs, mais moins coûteuse? Les moyens consacrés à l'information, à la prévention et aux soins sont-ils suffisants? nécessaires? superflus? De la réponse dépendront les moyens à mettre en œuvre qu'il faudra libérer alors totalement.

Toutes ces décisions en biologie clinique, toutes ces mesures risquent aussi d'être inefficaces si une surveillance ne se fait pas. Il importera, dès lors, de faire effectuer de vrais contrôles externes de qualité, par des indépendants de façon à ce que les analyses pratiquées par n'importe quel laboratoire ou service de radiologie puissent être prises en considération par n'importe quel médecin et ne pas toujours être recommencées ce qui n'est tout de même pas encore le cas actuellement. Il faut que les profils de prescription soient inventoriés et que les surconsommateurs soient mis dans l'obligation de préciser l'utilité et la nécessité des examens demandés. Ceci n'est pas contraire à la liberté thérapeutique.

Je vous l'ai dit en commission, il ne faut pas que des indemnités de prélèvements, de transports, de locations de bâtiments, soient envisagées pour les médecins qui prélèvent. Il ne faut pas non plus que le retrait de l'autorisation de pratiquer le tiers payant, en pénalisant les laboratoires pénalise du même coup le malade. Il faudra, par ailleurs, sévir là où il y a des abus, même si des protections quelles qu'elles soient existent. Bref, la même loi pour tous, ce qui ne sera pas facile! Il faut enfin

éviter des enveloppes trop importantes aux champions de la surconsommation; bref, ne pas les récompenser.

Cette loi-programme est une route à suivre. Cela ne veut pas dire que, dans un avenir proche, on ne pourra pas ajouter encore un peu de cœur aux chiffres. C'est notre souhait, en tout cas. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Van der Biest, ministre.

M. Van der Biest, ministre des Pensions. — Monsieur le Président, je répondrai aux différents intervenants au nom du gouvernement et, plus particulièrement, en lieu et place de M. Busquin.

Je dirais tout d'abord à M. Duquesne, s'il était présent, que les transferts des secteurs « Indemnités » et « Allocations familiales » vers celui des « Soins de santé » existent, comme il le sait, depuis plusieurs années. L'intention du gouvernement est d'y mettre fin. Pour cette raison, il a décidé d'organiser une Table ronde sur les soins de santé afin de maîtriser les dépenses.

Il est, en effet, patent que les bonis des secteurs de la sécurité sociale ne doivent pas nécessairement aller systématiquement aux soins de santé. Leur affectation doit être réétudiée dans le cadre d'une politique globale de révision des grands vecteurs de la sécurité sociale.

Je lui dirais ensuite qu'il est assez malvenu, de sa part, de critiquer une politique de transferts que nous estimons purement transitoire, alors qu'il a soutenu un gouvernement qui l'a pratiqué systématiquement pendant six ans.

Par ailleurs, je préciserai que l'emprunt de l'ONVA vers les pensions et la cotisation sur les primes payées par les employeurs pour les assurances groupes et les Fonds de pensions sont des mesures qui sont prises en compte par le département des Pensions dans la mesure où celui-ci a dû comme les autres départements sociaux, travailler dans un contexte budgétaire que certains orateurs ont rappelé et qui était la tentative réussie de ramener le déficit à 7 p.c. du produit national brut.

On ne peut apprécier cette loi-programme, — dans sa disparité, certes — sans la « resituer » dans un contexte global, à savoir un contexte budgétaire imbriqué dans un contexte social.

Je dirais encore à M. Duquesne que si le prêt sans intérêt de l'ONVA à l'ONP peut lui sembler étrange, cela reste conforme à la destination des fonds puisqu'ils serviront à payer — l'un des orateurs l'a signalé tout à l'heure — les pécules de vacances des pensionnés. Mais, je le répète, il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un prêt et qu'il est donc remboursable.

En ce qui concerne les frais d'administration des mutuelles, il est faux de dire que la diminution de ceux-ci sera indolore car la modification du système des rentrées des bons de cotisation alourdira, dans un premier temps, leurs frais, alors que leur budget est réduit. Cela signifie donc que les mutuelles devront consentir un effort.

J'en viens à la cotisation sur la prime d'assurance « hospitalisation ».

Les utilisateurs de ce type d'assurances sont souvent imbriqués dans un processus de surconsommation, pas toujours de leur propre chef d'ailleurs, mais parce qu'ils se trouvent dans un contexte hospitalier ou d'accompagnement médical qui va dans ce sens.

Les conditions pertinentes décrites par M. Lenfant peuvent, à mon avis, servir de mesures d'accompagnement ou de piste de réflexion. Elles doivent en tout cas susciter, comme il l'a dit, une prise de responsabilité « tous azimuts ».

La disposition relative aux assurances privées d'hospitalisation est un premier pas dans ce sens. Elle n'est certes pas la seule à prendre, mais elle en est une, c'est indéniable.

Pour ce qui concerne la biologie clinique, il était absolument urgent de prendre, comme l'ont souligné la plupart des orateurs de la majorité, des mesures à court terme afin d'éviter un dérapage des coûts. Celles-ci ne préjugent cependant pas les solutions à moyen et à long termes, ces dernières ne pouvant être dégagées qu'à partir de la synthèse des travaux de la Table ronde sur les soins de santé. L'attention du gouvernement a été

attirée sur l'urgence — qui fut mise en cause — de l'organisation de cette Table ronde, parce qu'il s'impose de maîtriser la croissance rapide des dépenses, dans le secteur des soins de santé qui connaît une situation plus dramatique que les autres secteurs de la sécurité sociale.

L'opposition a d'ailleurs émis des critiques à ce sujet.

Le gouvernement, en ce qui concerne les hôpitaux, par exemple, a estimé que le système de forfaits introduit par la loi du 7 novembre 1987 — sous l'ancienne coalition donc —, pouvait être prolongé. L'actuelle majorité n'est quant à elle pas opposée à la prolongation de l'application de certaines mesures qu'elle juge relativement satisfaisantes.

Je répondrai à M. Taminiaux que nous connaissons bien les problèmes relatifs aux pensions anticipées. Il a évoqué le cas d'une personne actuellement âgée de 61 ans qui bien qu'ayant travaillé durant quarante-six années, ne peut prendre sa retraite anticipée, sauf si elle accepte une pénalisation entraînant le retrait de quatre fois 5 p.c. du montant de sa pension de retraite.

Il faut, je pense, monsieur Taminiaux, situer la solution à donner — et que nous pensons possible — à des cas de cette nature, dans le cadre de la problématique de fin de carrière et de la flexibilité de l'âge de la retraite. A cet égard, j'ai déclaré, en commission, que la procédure étudiée à cet effet était largement entamée. Elle se poursuivra incessamment par la concertation tripartite souhaitée par les interlocuteurs sociaux et — je réponds, en l'occurrence, en partie, à M. Deneir — son résultat sera communiqué au gouvernement.

Un projet de loi pourra enfin, je l'espère, être élaboré et soumis au Parlement dans les meilleurs délais. Entre-temps, les Chambres pourront être tenues informées, en dehors de toute discussion d'un budget ou d'un projet de loi, de l'état d'avancement des travaux.

J'en viens aux questions précises de Mme Blomme en matière de biologie clinique. En ce domaine, pour des raisons de respect du budget, le ministre des Affaires sociales a décidé d'appliquer un système simple qui tient compte de l'historique de la situation tout en pénalisant les gros consommateurs de biologie clinique. Ce système empirique ne sera vraisemblablement appliqué que durant six mois.

Le gouvernement a confié au président du Conseil technique médical et à un groupe de travail la réalisation d'une étude qui lui permettra de déterminer des enveloppes en tenant compte des pathologies afin de s'approcher le mieux possible de la réalité sur le terrain hospitalier. Ces mesures seront valables pendant un an et nous prendrons ensuite de nouvelles dispositions pour éliminer progressivement les marges d'erreur éventuelles.

J'ai pris bonne note des remarques de Mme Harnie au sujet de la réforme de la sécurité sociale. Ce système s'est développé de façon considérable depuis vingt ans et est devenu de plus en plus complexe. Le champ d'application et le niveau de protection se sont heureusement développés. Le Parlement en est d'ailleurs partiellement responsable puisqu'il s'est efforcé, parfois de manière ponctuelle et très spécifique, d'améliorer progressivement le sort de diverses catégories sociales.

Il est vain d'espérer une simplification à outrance car celle-ci signifierait un nivellement par le bas des prestations. Il faut toutefois veiller à améliorer sensiblement l'information des bénéficiaires et à humaniser les contacts avec l'administration.

Je signale à MM. Gevenois et Deneir que le ministre des Affaires sociales n'a pas l'intention de recourir abusivement au mécanisme de transfert des régimes en boni vers les régimes en difficulté, afin de ne pas décourager les gestionnaires des régimes non déficitaires, ainsi que je l'ai déjà signalé dans ma réponse à M. Duquesne.

Comme d'autres orateurs, M. Deneir a estimé que les transferts en matière de sécurité sociale représentaient une solution assez mauvaise pour remédier à des déficits structurels. Je partage son avis quant à la nécessité de réaménager les taux de cotisations sociales.

Le Conseil national du travail a d'ailleurs proposé ce réaménagement, sans toutefois en indiquer les modalités. Il les étudie et émettra prochainement un avis en la matière. M. Deneir a

souligné, à juste titre, les difficultés qu'implique cette redistribution des cotisations, non seulement en raison des problèmes techniques qu'elle pose, mais aussi et surtout à cause des choix politiques qu'elle nécessite.

En ce qui concerne les pensions, il est vrai, monsieur Deneir, qu'une réduction de la subvention de l'Etat d'environ 4,8 milliards est prévue pour 1989. Le département des Pensions doit, lui aussi, participer à l'assainissement des finances publiques mais cette réduction sera partiellement compensée par le prêt de l'ONVA et par la cotisation de 3,5 p.c. sur les versements des employeurs pour les pensions extra-légales. Cette réduction de la subvention de l'Etat est une opération qui ne doit pas être reconduite en 1990. Depuis quelques années, l'Office des pensions a reconstitué des réserves de répartition s'élevant actuellement à environ 40 milliards et il ne faudrait pas les entamer à nouveau de façon inconsidérée.

Tout à l'heure, lorsque je vous ai répondu ainsi qu'à M. Taminiaux, j'ai parlé de la flexibilité de l'âge de la retraite et de la procédure que nous avons envisagée. Je rappelle qu'en matière de pensions, les dépenses font partie de l'ensemble de la sécurité sociale et qu'il faudra les apprécier globalement pour la résolution éventuelle — que j'espère, en tout cas — de la problématique de la fin de carrière.

En ce qui concerne le remplacement des bénéficiaires d'une prépension de retraite, je dois vous rappeler, monsieur Deneir, qu'en vertu des dispositions actuellement en vigueur, ce remplacement doit être effectué au plus tôt trois mois avant la prise de cours de la prépension de retraite et au plus tard un mois après cette date. Un autre système ouvrirait la porte à de nombreux abus.

Permettez-moi d'ajouter que le contrôle du remplacement est effectué par les services de l'ONEM. Je note toutefois que le taux de remplacement est particulièrement élevé puisqu'il représente environ 90 p.c. des bénéficiaires.

De heer Deneir. — Mijnheer de minister, ik ga volkomen akkoord met uw antwoord. Ik heb alleen gewezen op een probleem dat in de praktijk bestaat. De wetgeving laat toe dat een brugpensioneerde op een bepaald ogenblik het brugrustpensioen aanvraagt. Maar dan is er de vervangingsplicht. Iemand die enkele jaren uit een onderneming weg is, kan moeilijk worden vervangen, omdat hij «al lang weg is». Voor dit probleem dient een oplossing te worden gezocht.

M. Van der Biest, ministre des Pensions. — Monsieur Deneir, vous évoquez un cas assez théorique. En effet, le passage de la prépension conventionnelle à la prépension de retraite, qui ne peut se faire qu'à l'âge de soixante ans dans des conditions légales très limitatives, est un cas qui doit se présenter très rarement, je pense, mais je ne dispose pas ici des chiffres.

Peut-être existe-t-il, en l'occurrence, un problème de remplacement; je m'informerai auprès de l'ONP. Étant donné le caractère très spécifique de votre question, je ne puis vous répondre maintenant de manière précise.

De heer Deneir. — Ik kan u verzekeren dat dit geen vraag is van een professor op een examen. Het gaat om drie gevallen uit de praktijk die ik ken. Ook de heer Taminiaux heeft een dergelijke vraag gesteld.

Als dat zo theoretisch is, en als het brugpensioen zoveel voordeliger is, dan vraag ik waarom de vakbonden ijveren voor het brugrustpensioen. Ik kan u gerust aantonen dat in een niet onbelangrijk aantal gevallen het brugrustpensioen financieel voordeliger is dan het brugpensioen.

M. Van der Biest, ministre des Pensions. — Il est possible, monsieur, que vous connaissiez plusieurs exemples. Je n'ai jamais prétendu que c'était théorique dans tous les cas.

M. Taminiaux. — Il pourrait s'agir d'une personne bénéficiant d'une prépension conventionnelle qui ne serait pas basée sur la fraction des 60 p.c., d'un cohabitant, par exemple, et qui aurait opté, dès lors, pour la prépension de retraite.

M. Van der Biest, ministre des Pensions. — C'est possible. Mais, puisque M. Deneir se fonde sur des exemples précis — et je comprends que ce soit important pour les personnes qui sont venues le trouver —, il me permettra de consulter l'ONP avant de lui donner les assurances souhaitées.

Pour terminer mon intervention, je rappelle que M. Lenfant a souligné une série de points extrêmement importants. Il a notamment mis l'accent sur des problèmes sous-jacents comme le problème démographique. De quelle manière faut-il organiser une politique nataliste dans notre pays? Qui en a besoin? La prime sur les assurances extra-légales en matière d'hospitalisation est-elle suffisante?

Tout comme lui, je pense qu'un contrôle plus rigoureux devrait être instauré, comme mesure d'accompagnement.

Je pense avoir déjà répondu à sa question relative à la biologie clinique. Les conditions qu'il a énumérées sont effectivement des pistes de réflexion extrêmement intéressantes dans la mesure où il faut une conscientisation tous azimuts dans un problème aussi complexe que celui du déficit des soins de santé.

Comme l'a dit M. Lenfant, l'information doit être accentuée et je pense que le gouvernement s'y attellera. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, het deel van de programmawet dat betrekking heeft op tewerkstelling en arbeid omvat in essentie een aantal maatregelen die een betere regeling van de werkloosheidsverzekering moeten mogelijk maken, rationaliseringsmaatregelen en maatregelen die de werkgelegenheid rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen bevorderen.

De heer Stroobant heeft in zijn uitstekend verslag terecht beklemdoond dat deze grote lijnen in de programmawet voorkomen. Sommige maatregelen hebben vooral het terugdringen van het overheidstekort tot doel, maar er zijn ook een aantal positieve maatregelen die eerder onrechtstreeks een gunstige invloed hebben op de overheidsfinanciën.

De beteugeling van de sociale fraude zal pas morgen of overmorgen worden besproken aangezien dit werd behandeld in de commissie voor de Justitie.

M. Duquesne, qui s'est excusé de ne pouvoir être présent ce soir, a fait remarquer que le prêt de 1,5 milliard provenant du Fonds de fermeture des entreprises et destiné au financement du chômage était, en fait, une formule de débudgétisation.

C'est inexact et je suis même convaincu qu'il s'agit d'une mesure de bonne gestion.

Comme il l'a lui-même souligné, l'ONEM a récemment consenti un paiement anticipé pour le compte du Fonds de fermeture des entreprises. Cette mesure, je le répète, me paraît excellente et ne constitue en aucune manière un acte de débudgétisation.

M. Duquesne a également signalé que la régionalisation ne serait pas bénéfique à la Wallonie sur le plan des programmes de résorption du chômage.

Cette remarque n'est nullement fondée puisque lors de la répartition des crédits structurels qui seront transférés aux Régions à partir du 1^{er} janvier, ou tout au moins après le vote de la loi de financement des Régions et Communautés, il a été tenu compte de la structure du chômage dans les différentes Régions. Sur les 38 milliards à répartir, 8 milliards seront maintenus au budget national, tandis que 17 milliards de crédits structurels et 13 milliards de droit de tirage seront transférés aux Régions. Le système retenu est donc équitable.

Je ne sais pas s'il est sensé de parler, comme l'a fait M. Duquesne, de miracle à propos de Maribel. Quoi qu'il en soit, la solution proposée me paraît équitable. J'ajoute qu'il n'a jamais été dans l'intention du gouvernement de ne pas prolonger le système en vigueur, sauf s'il s'avérait nécessaire de le revoir.

M. Duquesne a également critiqué les mesures consistant à transformer le statut des CMT en CS (contractuels subventionnés). C'est, là aussi, un pas déterminant, beaucoup d'intervenants l'ont reconnu. Durant des années, il fut question de la

précarité du système; le vote de cette loi apportera désormais plus d'assurance aux CMT.

M. Taminiaux a rappelé nombre de points positifs. Il a fait référence à la Charte du contribuable, et il me paraît, en effet, que certains éléments du projet vont dans ce sens. Il a évalué, de façon positive également, la cotisation spéciale. Je suis d'avis qu'il faudrait prolonger cette mesure pour les revenus de 1989.

M. Taminiaux a parlé en termes positifs du prêt du Fonds de fermeture et indiqué l'importance de l'Europe sociale. J'ai eu l'occasion de le souligner cette semaine encore: j'ai pressenti, lors du dernier Conseil européen, la nécessité d'une Europe économique et sociale.

Par ailleurs, M. Taminiaux a demandé l'évaluation du système des stages des jeunes et soulevé, ensuite, le problème des chômeurs âgés. A ce niveau, on peut parler, il est vrai, de tension entre le régime de la prépension et le régime des chômeurs âgés, mais il me paraît que là aussi une concordance est possible entre les différents systèmes.

Ik kom tot de beschouwingen van mevrouw Harnie. Zij het niet in dezelfde evangelische woorden als de heer Duquesne die over een mirakel sprak, heeft zij sommigen verheven tot priesters en heeft zij een aantal feiten en elementen als waren zij goddelijk benaderd. Ik pleit ervoor om met de twee voeten op de grond te blijven. Onze cijfers in verband met de evolutie van de werkloosheid versluieren niets, integendeel. Elke maand worden de cijfers ten minste één keer op een rijtje gezet door de RVA. Zo krijgen wij een parameter, om na te gaan in welke mate er minder volledig uitkeringsgerechtigde werklozen zijn.

Natuurlijk is er een hele groep personen die deeltijds werken om aan de werkloosheid te ontsnappen. Natuurlijk is er een groep van 135 000 brugpensioneerden en 25 000 brugrustpensioneerden. Natuurlijk zouden heel wat onder hen liever een voltijdse baan hebben. Wij trachten eerlijk en duidelijk de juiste cijfers te geven. Wij proberen niet de mensen gelukkig te maken tegen hun zin, volgens onze politieke concepten.

Ik hecht veel belang aan de behoeften van de mensen. Uit belangrijke recente studies blijkt dat heel wat mensen vragen om deeltijds te kunnen werken. Ze zoeken gedeeltelijke ontplooiing, maar streven ook een combinatie na met familiebekommeringen en engagementen.

Het is te eenvoudig en te schematisch te beweren dat wij dit alles verdoezelen. We moeten het fundamenteel personalistisch respect opbrengen voor wat de mensen wensen. De overheid moet wel de sociale grondvoorwaarden opstellen en een behoorlijke uitkering koppelen aan deeltijds werk.

Het is overdreven te zeggen dat wij de werkloosheidscijfers kunstmatig omlaag halen. Ik was erover verstoeld hoezeer bij vrouwen — niet enkel bij oudere maar ook bij jongere — de behoefte leeft om een combinatie te maken tussen wat ze wensen voor hun gezin en wat ze wensen als persoonlijke ontplooiing.

Mevrouw Harnie beweerde dat een van mijn basisaccenten is « flexibiliteit zo maar ». Bij de behandeling van mijn begroting heb ik de kans gehad om enkele prioriteiten naar voren te brengen. Ik heb steeds verklaard dat wij naast de vraag van ondernemingen voor meer flexibiliteit ook de flexibiliteit uit het oogpunt van de werknemers tot stand moeten brengen.

Dat is de reden waarom wij ook familieargumenten aanvaarden. De regering opteert niet alleen voor formules van deeltijds werk, maar ook voor formules als loopbaanonderbreking.

De heer Lenfant heeft de aandacht gevestigd op het belang van een dergelijke benadering. Wij hebben gepoogd een aantal concrete maatregelen uit te werken. Ik breng een ervan in herinnering: de loopbaanonderbrekingsvergoeding die met 2 000 frank wordt verhoogd bij de geboorte van een tweede kind. Een andere, wat onrechtstreekse maar niet minder belangrijke, maatregel die ingaat per 1 januari 1990 is dat de militie-dienst als wachttijd kan gelden.

Wij moeten in sociaal aanvaardbare voorwaarden en in het kader van vrijwilligheid opkomen voor iets meer flexibiliteit. Dit zou een goede combinatie kunnen zijn. Ik heb altijd beweerd dat ik voorzichtig ben. Ik droom niet van een maatschappij

waarin echtgenoten elkaar 's ochtends kruisen op de stoep. Een aantal voorwaarden moeten worden vervuld.

Ik wens deze mogelijkheden prioritair te maken in de volgende maanden zoals werd afgesproken in het regeerakkoord.

Mme Blomme a tenu des propos très intéressants en matière de travail à temps partiel.

Je me tiens à la disposition de votre commission pour l'évaluation demandée. En dehors d'un débat portant sur un projet de loi-programme ou sur un budget, la concertation sur des thèmes concrets est nécessaire.

Mevrouw Harnie heeft gezegd niet te zeer te geloven in een economisch groei-model om een oplossing voor het probleem van de werkloosheid te brengen. Ons standpunt ter zake is relatief evenwichtig. Wij kunnen maar tot duurzame werkbeoordering komen, wanneer wij geloven in een economische werkgelegenheids-groei. Na de voorbije jaren moesten een aantal bijstellingen gebeuren, die mogelijk waren na zes jaar matiging. Het is noodzakelijk en verdienstelijk om hierin continuïteit te brengen.

Ik geloof niet aan de noodzaak van een ongebreidelde groei als enig element om een grotere tewerkstelling te bereiken. Het bewijs hiervan is geleverd in andere landen van Europa en daarbuiten. Enkel een goed en gezond economisch klimaat kan de werkgelegenheid bevorderen. Dat betekent niet dat wij op het ogenblik met 372 000 volledig uitkeringsgerechtigde werklozen — over dit cijfer zijn wij het eens — een punt zetten achter de programma's ter opslorping van de werkloosheid.

Ik heb de cijfers ter zake reeds aangehaald en wil ze voldoende laten doordringen. Los van de regionalisering van een aantal sectoren, die nakend is, geven wij voor de tewerkstellingsprogramma's per jaar een bedrag van 38,5 miljard uit. Voor de bevordering van de tewerkstelling zijn de economische werkgelegenheid en de tewerkstellingsprogramma's, die nog een tijd zullen lopen, noodzakelijk. Wij hebben echter onvoldoende gewerkt aan een combinatie van tewerkstellingsprogramma's en vorming.

Ik ben en blij overtuigd dat wij op langere termijn een brug moeten kunnen slaan van het derde naar het eerste arbeids-circuit. Laten wij in samenwerking met de Gewesten inspanningen leveren ter versterking van de kansen en de kwaliteiten van de werkzoekenden, zodat zij in de arbeidsmarkt kunnen stappen. Toch zullen wij ook voor de tewerkstellingsprogramma's nog een aantal jaren inspanningen moeten doen.

Mevrouw Harnie heeft meteen ook haar amendementen besproken. Ter zake herhaal ik wat ik in de commissie reeds heb gezegd. Met betrekking tot artikel 143, waarvan zij de afschaffing vraagt, moeten wij de feiten objectief onder ogen zien. Enkele sprekers hebben het aantal schorsingen aangehaald, dat ooit opgelopen is tot enkele tienduizenden. U weet dat er nu nog per maand zeventig schorsingen, geen uitsluitingen, op basis van artikel 143 worden uitgevoerd. Laten wij zeggen dat dit artikel aan een ruimere evaluatie toe is.

Deze aangelegenheid houdt ook verband met het geheel systeem van de stempelcontrole. Wij zijn daar tijdens de commissie-vergadering uitvoerig op ingegaan. Het verschil tussen geen job en uitzicht op een job moet positief worden benaderd. Wij moeten via bemiddeling, vorming en het aantal contacten die uitzicht geven op een baan een band leggen tussen het vaststellen van de werkloosheid en perspectieven op een baan. Dat is een constante lijn die wij in alle landen vinden, zelfs in Groot-Brittannië, waar men soms vragen kan stellen over de sociale gevolgen van de evolutie in de wetgeving. Ook in Groot-Brittannië worden op dit vlak dus grote inspanningen geleverd.

Ik geloof dat de afschaffing van de stempelcontrole, zonder positieve alternatieven, een gevaar inhoudt voor de waarborg van het onbepaald recht op een uitkering, voor de waarborg op een relatief gemakkelijke toegang tot het systeem. Ik heb in de commissie reeds verklaard dat ik het in mijn hart eens ben met uw pleidooi, mevrouw, om allen die als werkzoekenden zijn ingeschreven, toegang te verlenen tot de tewerkstellingsprogramma's. Dit zou inderdaad het overwegen waard zijn indien wij de budgettaire middelen zouden hebben. De regering en het Parlement zijn echter genoodzaakt prioriteiten vast te leggen.

Wij hebben trouwens op een aantal andere vlakken sommige stelsels opengesteld voor een aantal uitkeringsgerechtigden. Verscheidene mogelijkheden, waarvan er een aantal vervat zijn in de programmawet, moeten een aantal systemen toegankelijk maken voor degenen die nu in een vicieuze cirkel zitten en bij gebrek aan uitkeringsgerechtigheid niet in aanmerking komen voor een aantal stelsels. Laten wij proberen daar geleidelijk aan een oplossing aan te bieden.

J'ai déjà répondu à Mme Blomme en ce qui concerne ses remarques relatives au temps partiel. Je me tiens, je le répète, à la disposition du Sénat pour la concertation souhaitée. Mme Blomme a, par ailleurs, fait une évaluation positive en ce qui concerne les CS — les contractuels subventionnés — et je l'en remercie.

De heer Deneir is ingegaan op een aantal elementen die thuishoren in de bevoegdheidssfeer van mijn collega's van Sociale Zaken en Pensioenen. Het is soms nuttig met een aantal bedenkingen tegenover elkaar te staan, maar het is voor de regering ook een steun te horen dat het een positieve benadering is ten aanzien van de prioriteiten om de sociale zekerheid te waarborgen, de werkgelegenheid betere kansen te geven en het gehele project van de sanering van de openbare financiën tot een goed einde te brengen. Dit zou geen zaak mogen zijn van meerderheid tegenover oppositie. Ik denk dat een aantal oriënteringen absoluut noodzakelijk zijn en dat elke regering, van gelijk welke coalitie een aantal objectieve feiten moet onder ogen nemen om deze prioriteiten te combineren.

M. Lenfant a indiqué que les grandes options de ce projet recueillaient son adhésion.

Il a souligné la nécessité d'une politique familiale. Je partage son point de vue. Sans aller jusqu'à s'immiscer dans la vie privée, le gouvernement a le devoir de prendre des mesures face à la dénatalité.

La création artificielle d'emplois est néfaste. Vous connaissez mon point de vue à ce sujet. Vous avez cependant approuvé les mesures relatives aux CS.

Mijnheer de Voorzitter, ik meen aldus te hebben geantwoord op de belangrijkste vragen. Bovendien heb ik van de bespreking van het ontwerp gebruik gemaakt om enkele prioriteiten van de regering naar voren te brengen. *(Applaus.)*

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Sociale Aangelegenheden, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

Je signale qu'une série d'amendements signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés ?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden ? *(Talrijke leden staan op.)*

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

L'article premier est ainsi rédigé :

TITRE I. — Dispositions en matière sociale

Chapitre 1. — Mesures budgétaires

Article 1^{er}. § 1^{er}. Des montants de 12 400 millions de francs et de 13 500 millions de francs sont prélevés du produit des

cotisations de sécurité sociale attribuées respectivement pour les années 1988 et 1989 au secteur indemnités du régime général d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

§ 2. Des montants de 4 000 millions de francs et de 5 100 millions de francs sont prélevés du produit des cotisations de sécurité sociale attribuées respectivement pour les années 1988 et 1989 au régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés.

§ 3. Les montants mentionnés aux § 1^{er} et 2 sont affectés au secteur soins de santé du régime général d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité pour couvrir les mali pour les années 1988 et 1989 de ce secteur.

§ 4. Le ministre des Affaires sociales est autorisé à transférer les montants visés au § 2 par tranches selon les besoins de trésorerie et dans les limites des disponibilités des organismes de sécurité sociale concernés.

TITRE I. — Bepalingen houdende sociale maatregelen

Hoofdstuk 1. — Begrotingsmaatregelen

Artikel 1. § 1. Bedragen van 12 400 miljoen frank en van 13 500 miljoen frank worden afgenomen van de opbrengst van de sociale zekerheidsbijdragen die respectievelijk voor het jaar 1988 en het jaar 1989 worden toegekend aan de sector uitkeringen van de algemene regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

§ 2. Bedragen van 4 000 miljoen frank en van 5 100 miljoen frank worden afgenomen van de opbrengst van de sociale zekerheidsbijdragen die respectievelijk voor het jaar 1988 en het jaar 1989 worden toegekend aan het stelsel der kinderbijslagen voor werknemers.

§ 3. De in §§ 1 en 2 vermelde bedragen worden toegewezen aan de sector geneeskundige verzorging van de algemene regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering teneinde de nadelige saldi over de jaren 1988 en 1989 van deze sector te dekken.

§ 4. De minister van Sociale Zaken is ertoe gemachtigd de in § 2 bedoelde bedragen in schijven over te dragen volgens de kasbehoeften en binnen de perken van de beschikbare middelen van de betrokken sociale zekerheidsinstellingen.

Mevrouw Harnie stelt voor dit artikel te doen vervallen.

Mme Harnie propose la suppression de cet article.

Het woord is aan mevrouw Harnie.

Mevrouw Harnie. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de geschreven verantwoording bij mijn amendement. Dit geldt ook voor mijn amendementen bij de volgende artikelen van het ontwerp.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — *Mijnheer de Voorzitter,* ik heb daarnet tijdens mijn uiteenzetting dit amendement weerlegd.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 1 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 1^{er} sont réservés.

L'article 2 est ainsi libellé :

Art. 2. § 1^{er}. L'Office national des vacances annuelles met à disposition de l'Office national des pensions un montant sans intérêts de 2 000 millions de francs qui sera utilisé pour le paiement des pécules de vacances dus par cet organisme pour l'année 1989.

§ 2. Les modalités d'exécution de cette opération seront fixées par le Roi sur proposition du ministre des Affaires sociales et du ministre des Pensions après avis des organes de gestion des organismes mentionnés.

Art. 2. § 1. De Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie stelt een bedrag van 2 000 miljoen frank renteloos ter beschikking van de Rijksdienst voor pensioenen, hetwelk zal worden aangewend voor de betaling van de door laatstgenoemde instelling voor het jaar 1989 uit te keren vakantiegelden.

§ 2. De uitvoeringsmodaliteiten van deze verrichting worden door de Koning bepaald, op voorstel van de minister van Sociale Zaken en de minister van Pensioenen en na advies van de beheersorganen van de betrokken instellingen.

De heren De Backer en Anthuenis, evenals mevrouw Harnie stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis, ainsi que Mme Harnie proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, gezien het gevorderde uur wil ik geen misbruik maken van uw tijd en van die van mijn collega's en van het personeel. Ik zal dan ook trachten mijn amendementen bondig te verdedigen. Er is trouwens bij elk amendement een geschreven verantwoording en ik neem aan dat u inziet dat die gefundeerd is. Ik verwijs dan ook naar die geschreven verantwoording voor de verdediging van dit amendement.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, de regering vraagt de verwerping van het amendement.

M. le Président. — M. Duquesne propose l'amendement que voici :

*« Compléter le § 1^{er} de cet article par la phrase suivante :
« L'Etat accorde sa garantie à cette transaction. »*

« Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met de volgende volzin :

« Die transactie wordt gedekt door de staatswaarborg. »

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 2 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 2 worden aangehouden.

L'article 3 est ainsi libellé :

Art. 3. § 1^{er}. A partir du 1^{er} juillet 1988, le produit des cotisations de sécurité sociale visées à l'article 38, § 2 et § 3, 1^o à 7^o et 9^o, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés afférentes aux travailleurs assujettis soit à l'Office national de sécurité sociale, soit à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et occupés dans les hôpitaux en vertu des dispositions du chapitre II, section 5, de l'arrêté royal n^o 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, insérée par l'arrêté royal n^o 493 du 31 décembre 1986, pour le financement duquel, en exécution des dispositions de l'article 1^{er}, § 2^{ter}, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales insérée par la loi du 7 novembre 1987, des avances sont accordées à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, à charge du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, est inscrit à un compte spécial du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

§ 2. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'affectation des moyens inscrits au compte spécial visé au § 1^{er}, du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Art. 3. § 1. Met ingang van 1 juli 1988 wordt de opbrengst van de sociale zekerheidsbijdragen bedoeld in artikel 38, § 2 en § 3, 1^o tot 7^o en 9^o, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en die betrekking hebben op de, ofwel aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid ofwel aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, onderworpen werknemers die in de ziekenhuizen zijn tewerkgesteld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II, afdeling 5, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 493 van 31 december 1986, voor de financiering waarvan, in uitvoering van het bepaalde in artikel 1, § 2^{ter}, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, ingevoegd bij de wet van 7 november 1987, aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten voorschotten worden toegekend ten laste van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, ingeschreven op een afzonderlijke rekening van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

§ 2. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de bestemming van de middelen ingeschreven op de in § 1 bedoelde afzonderlijke rekening van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

M. Duquesne propose l'amendement que voici :

*« Compléter le § 1^{er} de cet article par la phrase suivante :
« L'Etat accorde sa garantie à cette transaction. »*

« Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met de volgende volzin :

« Die transactie wordt gedekt met de Staatswaarborg. »

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 3 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 3 worden aangehouden.

Art. 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 26 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, aux dispositions de l'article 32, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants, et aux dispositions de l'article 73, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre indépendants, les subventions de l'Etat dans le régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité pour les exercices 1988 et 1989 sont fixées comme suit :

— Pour l'exercice 1988 :

a) Régime général :

— Soins de santé : 96 889,0 millions de francs.

— Indemnités : 40 339,0 millions de francs.

b) Régime des indépendants :

— Soins de santé : 7 061,5 millions de francs.

— Indemnités : 2 424,0 millions de francs.

— Pour l'exercice 1989 :

a) Régime général :

— Soins de santé : 100 720,0 millions de francs.

— Indemnités : 40 204,0 millions de francs.

b) Régime des indépendants:

- Soins de santé: 7 768,0 millions de francs.
- Indemnités: 2 132,0 millions de francs.

Art. 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 26 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de bepalingen van artikel 32, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd, en van de bepalingen van artikel 73, eerste lid, 3^o en 4^o, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, worden de Rijks-toelagen in de regeling van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering voor de dienstjaren 1988 en 1989 als volgt vastgesteld:

— Voor het dienstjaar 1988:

a) Algemene regeling:

- Geneeskundige verzorging: 96 889,0 miljoen frank.
- Uitkeringen: 40 339,0 miljoen frank.

b) Regeling der zelfstandigen:

- Geneeskundige verzorging: 7 061,5 miljoen frank.
- Uitkeringen: 2 424,0 miljoen frank.

— Voor het dienstjaar 1989:

a) Algemene regeling:

- Geneeskundige verzorging: 100 720,0 miljoen frank.
- Uitkeringen: 40 204,0 miljoen frank.

b) Regeling der zelfstandigen:

- Geneeskundige verzorging: 7 768,0 miljoen frank.
- Uitkeringen: 2 132,0 miljoen frank.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 5 est ainsi libellé:

Art. 5. L'article 125, § 1^{er}, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les lois des 27 juin 1969, 22 décembre 1977, 8 août 1980 et 22 janvier 1985 et les arrêtés royaux n° 155 du 30 décembre 1982, n° 221 du 30 novembre 1983 et n° 432 du 5 août 1986, est complété par l'alinéa suivant:

« Pour les années 1987, 1988 et 1989, le montant des frais d'administration est limité respectivement à 18 595,0 millions de francs, 18 595,0 millions de francs et 18 966,0 millions de francs. »

Art. 5. Artikel 125, § 1, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1969, 22 december 1977, 8 augustus 1980 en 22 januari 1985 en de koninklijke besluiten nr. 155 van 30 december 1982, nr. 221 van 30 november 1983 en nr. 432 van 5 augustus 1986, wordt aangevuld met het volgende lid:

« Voor de jaren 1987, 1988 en 1989 is het bedrag der administratiekosten beperkt tot onderscheidenlijk 18 595,0 miljoen frank, 18 595,0 miljoen frank en 18 966,0 miljoen frank. »

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend amendement voor:

« In artikel 125, § 1, van de wet van 9 augustus 1963, zoals voorgesteld door dit artikel, het laatste bedrag « 18 966,0 miljoen frank » te vervangen door « 18 595,0 miljoen frank. »

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1988-1989

« A l'article 125, § 1^{er}, de la loi du 9 août 1963, tel qu'il est proposé à cet article, remplacer le dernier montant — à savoir 18 966,0 millions de francs — par « 18 595,0 millions de francs. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, het is onaanvaardbaar dat men voor 1989 een verhoging van 2 pct. invoert. Het bedrag van 18 595 miljoen is sowieso reeds te hoog, rekening houdend met volgende feiten.

Ten eerste, de administratiekosten voor 1986 bedroegen 18 380 miljoen; ten opzichte van 1986 werd dus in 1987 reeds een verhoging van 1 pct. toegestaan.

De audit van Arthur Andersen heeft enerzijds uitgewezen dat de ziekenfondsen de jongste jaren de overheid te hoge administratiekosten hebben aangerekend en dat anderzijds heel wat besparingen in de uitgavenstructuren mogelijk zijn. Indien de door de audit voorgestelde besparingen worden gerealiseerd, zou het totale bedrag van de administratiekosten tot 15 miljard 127 miljoen frank kunnen worden teruggebracht.

Een tweede argument om de administratiekosten geenszins te verhogen, is dat de programmawet in heel wat administratieve vereenvoudigingsmaatregelen voorziet. Zo is er bijvoorbeeld het invoeren van bijdragebons op jaarbasis, wat automatisch een daling van de administratiekosten tot gevolg zou moeten hebben.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, het gaat over het « inlopen » van een aantal zaken waarop de mutualiteiten recht hadden.

Ik meen bijgevolg dat het amendement van de heer De Backer moeilijk kan worden aangenomen.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 5 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 5 sont réservés.

Art. 6. Les dispositions de l'article 5 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1987.

Art. 6. De bepalingen van artikel 5 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre 2 — Sécurité sociale des travailleurs salariés

Section 1^{re}. — Adaptation de certaines dispositions légales faisant référence au revenu minimum mensuel moyen garanti

Art. 7. L'article 2, 4^o, de l'arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants est remplacé par le texte suivant:

« 4^o Le travailleur dont la rémunération n'excède pas pour un mois le montant du revenu minimum mensuel moyen garanti par l'article 3, alinéas 1^{er} et 3, de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988; »

Hoofdstuk 2 — Sociale zekerheid voor loontrekkenden

Afdeling 1. — Aanpassing van sommige wetteksten die verwijzen naar het gemiddeld gewaarborgd minimum maandinkomen

Art. 7. Artikel 2, 4^o, van het koninklijk besluit nr. 227 van 9 december 1983 tot instelling voor de loon- en weddetrekken van de openbare en van de privé sector, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen wordt vervangen door de volgende tekst:

«4^o De werknemer wiens loon voor een maand het bedrag van het gemiddeld minimum maandinkomen gewaarborgd door artikel 3, eerste en derde lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 niet overschrijdt;»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. L'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 visant à instaurer un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et visant une diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, modifié par la loi du 7 novembre 1987, est remplacé par la disposition suivante:

«§ 1^{er}. Tout employeur qui engage un jeune dans le cadre d'une convention emploi-formation, bénéficie pendant la durée de la convention, d'une exonération des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, § 3, 1^o à 7^o et 9^o, et § 3bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette exonération ne peut en aucun cas excéder les cotisations dues sur la rémunération afférente à la moitié de la durée de travail conventionnelle annuelle et est en outre limitée jusqu'à concurrence du montant de ces cotisations calculées sur la partie du revenu minimum mensuel moyen garanti par l'article 3, alinéas 1^{er} et 3, de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, qui correspond sur base annuelle à la moitié de la durée du temps de travail conventionnelle pour un emploi à temps plein.»

Art. 8. Artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren, gewijzigd bij de wet van 7 november 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«§ 1. Elke werkgever die een jongere aanwerft in het kader van een overeenkomst tewerkstelling-opleiding, geniet tijdens de duur van de overeenkomst een vrijstelling van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever, bepaald in artikel 38, § 3, 1^o tot 7^o en 9^o, en § 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Deze vrijstelling mag in geen geval hoger liggen dan de bijdragen verschuldigd op het loon dat overeenstemt met de helft van de jaarlijkse conventionele arbeidsduur en is bovendien beperkt tot beloop van het bedrag van die bijdragen berekend op het gedeelte van het bij artikel 3, eerste en derde lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen dat op jaarbasis overeenstemt met de helft van de conventionele arbeidsduur voor een voltijdse tewerkstelling.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. L'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 498 du 31 décembre 1986 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de favoriser l'engagement de jeunes demandeurs d'emploi et de chômeurs de longue durée, modifié par la loi du 7 novembre 1987, est remplacé par l'alinéa suivant:

«Jusque fin 1990, les employeurs visés à l'article 1^{er} ne sont pas redevables des cotisations patronales de sécurité sociale fixées par l'article 38, § 3, 1^o à 7^o et 9^o, et § 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, jusqu'à concurrence du montant de ces cotisations calculées sur le revenu minimum mensuel

moyen garanti par l'article 3, alinéas 1^{er} et 3, de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, pour les travailleurs qui ont été engagés entre le 1^{er} janvier 1987 et le 31 décembre 1988 dans les liens d'un contrat de travail de durée indéterminée au sens de l'article 3, alinéa 2, et qui représentent une augmentation nette de l'effectif du personnel.»

Art. 9. Artikel 2, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 498 van 31 december 1986 houdende tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever, ter bevordering van de indienstneming van jonge werkzoekenden en van langdurig werklozen, gewijzigd bij de wet van 7 november 1987, wordt vervangen door het volgende lid:

«Tot einde 1990 zijn de in artikel 1 beoogde werkgevers de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever, bepaald in artikel 38, § 3, 1^o tot 7^o en 9^o, en § 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, niet verschuldigd tot beloop van het bedrag van die bijdragen berekend op het gemiddeld minimum maandinkomen gewaarborgd door artikel 3, eerste en derde lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, in hoofde van de tussen 1 januari 1987 en 31 december 1988 met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd in dienst genomen werknemers als bedoeld in artikel 3, tweede lid, die een netto aangroei van het personeelsbestand uitmaken.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. L'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 228 du 9 décembre 1983 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs salariés et pour les membres du personnel du secteur public, est remplacé par la disposition suivante:

«Suivant les modalités fixées par le Roi, les attributaires d'allocations familiales dont la rémunération n'excède pas, pour un mois, le montant du revenu minimum mensuel moyen garanti tel qu'il est fixé et évolue en application de l'article 3, alinéas 1^{er} et 3 de la convention collective de travail n° 43, du 2 mai 1988, peuvent demander à la Caisse de compensation pour allocations familiales, à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés où à l'employeur qui a appliqué la diminution en vertu de l'article 1^{er}, l'octroi de l'allocation retenue pour le mois considéré. Cette disposition n'est pas d'application à l'orphelin qui est attributaire d'allocations familiales conformément à l'article 56bis, § 2, des lois coordonnées précitées aux taux fixés dans les articles 40 ou 42 des mêmes lois.»

Art. 10. Artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 228 van 9 december 1983 houdende de vermindering van de kinderbijslag voor werknemers en voor de personeelsleden van de openbare sector, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Volgens de modaliteiten door de Koning bepaald, kunnen de rechthebbenden op kinderbijslag, wier loon voor een maand het bedrag van het gemiddeld minimum gewaarborgd maandinkomen niet overschrijdt, zoals dat is vastgesteld en schommelt in toepassing van artikel 3, eerste en derde lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, aan de Compensatiekas voor gezinsvergoedingen, aan de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers of aan de werkgever die de vermindering heeft toegepast krachtens artikel 1, de toekenning vragen van de ingehouden kinderbijslag voor de betrokken maand. Deze bepaling is niet van toepassing op de wees die overeenkomstig artikel 56bis, § 2, van de voormelde samengeordende wetten rechthebbend is op kinderbijslag tegen de bedragen bepaald in artikel 40 of 42 van dezelfde wetten.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Les dispositions de la présente section produisent leurs effets le 1^{er} avril 1988.

Art. 11. De bepalingen van deze afdeling hebben uitwerking met ingang van 1 april 1988.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Dispositions en matière de cotisation de modération salariale

Art. 12. § 1^{er}. A l'article 38, § 3bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 et modifié par l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 et l'arrêté royal n° 501 du 31 décembre 1986, sont apportées les modifications suivantes :

A. L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « Il est instauré une cotisation de modération salariale égale à la somme de 5,67 p.c. de la rémunération du travailleur et de 5,67 p.c. du montant des cotisations patronales dues » ;

B. Dans l'alinéa 2 le chiffre « 0,41 » est remplacé par le chiffre « 0,40 » ;

C. Dans l'alinéa 7 le chiffre « 5,85 » est remplacé par le chiffre « 5,67 ».

§ 2. L'article 2, § 3bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, inséré par l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 est modifié comme suit :

A. L'alinéa 1^{er} de cet article est remplacé par le texte suivant : « Il est instauré une cotisation de modération salariale égale à la somme de 5,67 p.c. de la rémunération des travailleurs et de 5,67 p.c. du montant des cotisations patronales dues » ;

B. Dans l'alinéa 3 du même article, le chiffre « 5,85 » est remplacé par « 5,67 ».

§ 3. L'article 3, § 3bis de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, inséré par l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 est modifié comme suit :

A. L'alinéa 1^{er} de cet article est remplacé par le texte suivant : « Il est instauré une cotisation de modération salariale égale à la somme de 5,67 p.c. de la rémunération des marins et de 5,67 p.c. du montant des cotisations dues par les armateurs » ;

B. Dans l'alinéa 3 du même article, le chiffre « 5,85 » est remplacé par « 5,67 ».

Afdeling 2. — Bepalingen inzake de loonmatigingsbijdrage

Art. 12. § 1. In artikel 38, § 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 474 van 28 oktober 1986 en nr. 501 van 31 december 1986 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. Het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid : « Er wordt een loonmatigingsbijdrage ingevoerd die gelijk is aan de som van 5,67 pct. van het bedrag van het loon van de werknemer en 5,67 pct. van het bedrag van de verschuldigde werkgeversbijdragen » ;

B. In het tweede lid wordt het cijfer « 0,41 » vervangen door het cijfer « 0,40 » ;

C. In het zevende lid wordt het cijfer « 5,85 » vervangen door het cijfer « 5,67 ».

§ 2. Het artikel 2, § 3bis van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986 wordt als volgt gewijzigd :

A. Het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid : « Er wordt een loonmatigingsbijdrage ingevoerd die gelijk is aan de som van 5,67 pct. van het bedrag van het loon van de werknemer

en 5,67 pct. van het bedrag van de verschuldigde werkgeversbijdragen » ;

B. In het derde lid van hetzelfde artikel wordt het cijfer « 5,85 » vervangen door het cijfer « 5,67 ».

§ 3. Het artikel 3, § 3bis, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986, wordt als volgt gewijzigd :

A. Het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid : « Er wordt een loonmatigingsbijdrage ingevoerd die gelijk is aan de som van 5,67 pct. van het bedrag van het loon van de zeelieden en 5,67 pct. van het bedrag van de door de reders verschuldigde bijdragen » ;

B. In het derde lid van hetzelfde artikel wordt het cijfer « 5,85 » vervangen door het cijfer « 5,67 ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. L'article 38, § 3bis, alinéa 3, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 et modifié par l'arrêté royal n° 501 du 31 décembre 1986 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La cotisation de modération salariale est due par chaque employeur concernant les travailleurs auxquels une des cotisations mentionnées au § 2, 1^o à 4^o, est d'application, à l'exclusion cependant des travailleurs ou membres du personnel rémunérés directement à charge du budget de l'Etat. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale, exclure également d'autres travailleurs, dans les conditions qu'il fixe ou prévoir des modalités particulières de calcul de la cotisation due par les employeurs pour certains travailleurs. »

Art. 13. Artikel 38, § 3bis, derde lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 501 van 31 december 1986 wordt vervangen door het volgende lid :

« De loonmatigingsbijdrage is verschuldigd door elke werkgever met betrekking tot de werknemers op wie één van de onder § 2, 1^o tot 4^o, vermelde bijdragen van toepassing is, met uitsluiting evenwel van de werknemers of personeelsleden die rechtstreeks ten laste van de Rijksbegroting worden bezoldigd. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit, en na advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid, ook andere werknemers uitsluiten onder de voorwaarden die Hij bepaalt of in bijzondere berekeningsmodaliteiten voorzien van de bijdrage die door de werkgevers voor bepaalde werknemers verschuldigd is. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. L'article 38, § 3bis, alinéa 5, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale, les modalités particulières de calcul de la cotisation de modération salariale due à l'Office national de sécurité sociale pour le personnel visé à l'alinéa précédent. »

Art. 14. Artikel 38, § 3bis, vijfde lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De Koning stelt, bij in Ministerraad overlegd besluit, en na advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid, de bijzondere berekeningsmodaliteiten van de loonmatigingsbijdrage vast, verschuldigd aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid voor het personeel bedoeld in het vorige lid. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. Les dispositions de la présente section entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Art. 15. De bepalingen van de onderhavige afdeling treden in werking op 1 januari 1989.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 3. — Intégration du double pécule de vacances pour deux jours de la quatrième semaine de vacances dans le régime des vacances annuelles des travailleurs salariés

Art. 16. § 1^{er}. Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 28 juin 1971 :

« Art. 9bis. Par dérogation à l'article 9, le montant du pécule de vacances des travailleurs manuels et des apprentis auxquels la convention collective n° 20 du 26 janvier 1976, modifiée en dernier lieu par la convention collective n° 20quinquies du 6 décembre 1983 est applicable, est fixé à 14,8 p.c. »

Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre l'application de l'alinéa 1^{er} du présent article à d'autres travailleurs. »

§ 2. A l'article 65, § 1^{er}, des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 28 juin 1971, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le pourcentage de « 8,75 p.c. », est remplacé par le pourcentage de « 9,50 p.c. ».

2^o Au premier alinéa, après les mots « et le pécule simple afférent à la quatrième semaine de vacances », sont ajoutés les mots « et le pécule double pour deux jours de la quatrième semaine de vacances ».

§ 3. A l'article 65, § 2, des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 28 juin 1971, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le pourcentage de « 8,75 p.c. », est remplacé par le pourcentage de « 9,50 p.c. ».

2^o Il est inséré après les mots « et le pécule simple afférent à la quatrième semaine de vacances », les mots « et le pécule double pour deux jours de la quatrième semaine de vacances ».

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier les dispositions légales existantes afin de les mettre en concordance avec les dispositions du présent article.

§ 5. Le présent article est applicable pour la première fois au calcul du pécule de vacances de l'année 1989. »

Afdeling 3. — Intégration van het dubbel vakantiegeld voor twee dagen van de vierde vakantieweek in de jaarlijkse vakantie-regeling van de werknemers

Art. 16. § 1. In de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 28 juni 1971 wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9bis. In afwijking van de bepalingen van artikel 9 wordt het bedrag van het vakantiegeld van de handarbeiders en de leerlingen waarop de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 20 van 26 januari 1976, laatst gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 20quinquies van 6 december 1983 van toepassing is, vastgesteld op 14,8 pct. »

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit, de bepalingen van het eerste lid van dit artikel tot andere werknemers uitbreiden. »

§ 2. In artikel 65, § 1, van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 28 juni 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Het percentage « 8,75 pct. » wordt vervangen door het percentage « 9,50 pct. ».

2^o In het eerste lid worden na de woorden « en het gewoon vakantiegeld met betrekking tot de vierde vakantieweek » de woorden « en het dubbel vakantiegeld voor twee dagen van de vierde vakantieweek » toegevoegd.

§ 3. In artikel 65, § 2, van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 28 juni 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Het percentage « 8,75 pct. » wordt vervangen door het percentage « 9,50 pct. ».

2^o Na de woorden « en het gewoon vakantiegeld met betrekking tot de vierde vakantieweek » worden de woorden « en het dubbel vakantiegeld voor twee dagen van de vierde vakantieweek » ingevoegd.

§ 4. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de bestaande wetsbepalingen wijzigen ten einde ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van onderhavig artikel.

§ 5. Onderhavig artikel is voor het eerst van toepassing voor de berekening van het vakantiegeld van het jaar 1989. »

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Prestations de biologie clinique

Art. 25. Dans l'article 34quater de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime obligatoire contre la maladie et l'invalidité, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 8 avril 1965 et du 7 juillet 1976 et par les arrêtés royaux n° 408 du 18 avril 1986 et n° 533 du 31 mars 1987, un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre le 4^e et le 5^e alinéa :

« Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du comité de gestion du service des soins de santé, les conditions et règles spécifiques par lesquelles le bénéfice du paiement direct de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique dispensées aux bénéficiaires non hospitalisés peut être accordé ou retiré par les organismes assureurs aux laboratoires visés à l'article 153, § 6. »

Afdeling 2. — Prestaties van klinische biologie

Art. 25. In artikel 34quater van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, zoals gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965 en 7 juli 1976 en bij de koninklijke besluiten nr. 408 van 18 april 1986 en nr. 533 van 31 maart 1987, wordt tussen het vierde en vijfde lid een als volgt gesteld nieuw lid bijgevoegd :

« De Koning stelt bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van het beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging, de voorwaarden en specifieke regels vast overeenkomstig dewelke het voordeel van de rechtstreekse betaling van de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie, verricht voor niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden door de verzekeringsinstellingen kan worden toegekend of ingetrokken voor de laboratoria bedoeld in artikel 153, § 6. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 26 est ainsi libellé :

Art. 26. A l'article 34octies, de la même loi, modifié par l'article 68 de la loi du 7 novembre 1987 ouvrant des crédits provisoires pour les années budgétaires 1987 et 1988 et portant dispositions financières et diverses, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er} est inséré, entre le premier et le deuxième alinéa, l'alinéa suivant :

« Le Roi peut toutefois stipuler que les prestations pour lesquelles le forfait est d'application ne sont honorées par le forfait que pour une partie à déterminer par Lui. »

2° Le § 2, premier alinéa, C, est remplacé par la disposition suivante :

« C. Les paramètres d'après lesquels le budget par hôpital peut être fixé, tenant compte du budget des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume pour les prestations de biologie clinique pour les bénéficiaires hospitalisés, tels que visés dans l'article 34^{decies}. »

3° Le § 3, premier alinéa, est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 3. Lorsque la Commission nationale médico-mutualiste n'a pas pu conclure d'accord avant une date fixée annuellement par le ministre, ou si l'accord conclu ne permet pas de rester dans les limites du budget des moyens financiers prévus pour les prestations de biologie clinique aux patients hospitalisés pour l'ensemble du royaume, tel que visé à l'article 34^{decies}, le ministre des Affaires sociales peut formuler lui-même une proposition qu'il soumet pour avis aux organisations professionnelles représentatives des médecins et aux organismes assureurs. »

4° Le § 5, premier alinéa, est complété comme suit :

« Sauf pour la partie qui, en vertu du § 1^{er}, deuxième alinéa, n'est pas honorée par le forfait. »

5° Le § 5, deuxième alinéa, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sauf si les prestations de biologie clinique pour les patients hospitalisés sont payées partiellement sur base d'un honoraire forfaitaire, des attestations de soins telles que visées à l'article 34^{quater} ne doivent pas être délivrées pour les prestations payées au forfait. »

6° Le roi fixe la ou les dates d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 26, 1° jusqu'à 5°.

Art. 26. In artikel 34^{octies}, van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 68 van de wet van 7 november 1987, waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor de begrotingsjaren 1987 en 1988 en houdende financiële en diverse bepalingen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« De Koning kan evenwel bepalen dat de verstrekkingen waarop het forfait van toepassing is slechts voor een door Hem nader te bepalen gedeelte door het forfait worden vergoed. »

2° Paragraaf 2, eerste lid, C, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« C. De parameters volgens welke het budget per ziekenhuis kan worden vastgesteld rekening houdend met het budget van financiële middelen voor het ganse Rijk voor verstrekkingen van klinische biologie voor gehospitaliseerde rechthebbenden, zoals bedoeld in artikel 34^{decies}. »

3° Paragraaf 3, eerste lid, wordt vervangen door het volgend lid :

« § 3. Wanneer de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen vóór een jaarlijks door de minister te bepalen datum geen akkoord heeft kunnen sluiten of indien het afgesloten akkoord het niet toelaat binnen de perken van het budget van financiële middelen voor het ganse Rijk voor verstrekkingen van klinische biologie voor gehospitaliseerde patiënten, zoals bedoeld in artikel 34^{decies}, te blijven, kan de minister van Sociale Zaken zelf een voorstel formuleren dat hij dan voor advies toestuurt aan de representatieve beroepsorganisaties van geneesheren en aan de verzekeringsinstellingen. »

4° Paragraaf 5, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« Behalve voor het gedeelte dat overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, niet door het forfait wordt vergoed. »

5° Paragraaf 5, tweede lid, wordt vervangen door het volgend lid :

« Tenzij de verstrekkingen van klinische biologie voor gehospitaliseerde patiënten gedeeltelijk worden vergoed op basis van een forfaitair honorarium, dienen, voor de verstrekkingen vergoed door het forfait, geen getuigschriften zoals bedoeld in artikel 34^{quater} te worden afgeleverd. »

6° De Koning bepaalt de datum of de data waarop de bepalingen van artikel 26, 1° tot en met 5° in werking treden.

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend amendement voor :

« In artikel 34^{octies} van de wet van 9 augustus 1963, zoals voorgesteld door dit artikel, het bepaalde onder 1° te doen vervallen. »

« A l'article 34^{octies} de la loi du 9 août 1963, tel qu'il est proposé à cet article, supprimer le 1°. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, de mogelijkheid om bij koninklijk besluit een bepaald gedeelte van de verstrekkingen, waarop het forfait van toepassing is, per prestatie te betalen, is een achterpoortje op het enveloppesysteem met verstrekkingen nefaste gevolgen.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, de regering kan dit amendement helaas niet aanvaarden.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 26 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 26 sont réservés.

Art. 27. Une section 1^{octies} est insérée après la section 1^{septies} du chapitre 4 du titre III de la même loi, rédigée comme suit :

« Section 1^{octies}. Des prestations de biologie clinique, dispensées aux bénéficiaires hospitalisés et non hospitalisés. »

Art. 34^{decies}. Le Roi fixe annuellement par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du comité de gestion du service des soins de santé, le budget global des moyens financiers pour l'ensemble du royaume pour les prestations de biologie clinique telles que fixées par Lui, ainsi que la répartition de ce budget, selon que les prestations susmentionnées ont été dispensées à des bénéficiaires hospitalisés ou non hospitalisés. »

Art. 27. Na afdeling 1^{septies} van hoofdstuk 4 van titel III van dezelfde wet wordt een afdeling 1^{octies} ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 1^{octies}. Verstrekkingen van klinische biologie, verleend aan de in een ziekenhuis en de niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden. »

Art. 34^{decies}. De Koning legt bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van het beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging jaarlijks het globaal budget van de financiële middelen vast voor het ganse rijk voor de verstrekkingen van klinische biologie zoals door Hem omschreven, evenals de opplitsing van dit budget naargelang voornoemde verstrekkingen worden verleend aan in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden of aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 28 est ainsi libellé :

Art. 28. Une section 1^{onies} est insérée après la section 1^{octies} du chapitre 4 du titre III de la même loi, rédigée comme suit :

« Section 1^{onies}. Des prestations de biologie clinique, dispensées aux bénéficiaires non hospitalisés.

Article 34^{undecies}. Le Roi peut, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, prendre les mesures nécessaires en vue d'empêcher que le budget des moyens financiers pour l'ensemble du royaume, destiné aux prestations de biologie clinique dispensées à des patients non hospitalisés, telles que visées dans l'article 34^{decies}, ne soit dépassé. Cet avis doit être transmis dans les 45 jours. Le Roi peut, en outre, fixer les critères et les modalités selon lesquels les montants desquels le budget est dépassé ou sera dépassé par les laboratoires de biologie clinique sont récupérés auprès des laboratoires de biologie clinique, ainsi que les règles en fonction desquelles sont calculés les montants qui doivent être reversés dans les comptes de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. »

Art. 28. Na afdeling 1^{octies} van hoofdstuk 4 van titel III van dezelfde wet wordt een afdeling 1^{onies} ingevoegd luidend als volgt :

« Afdeling 1^{onies}. Verstrekkingen van klinische biologie, verleend aan de niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden.

Artikel 34^{undecies}. De Koning kan na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, de nodige maatregelen nemen ten einde te voorkomen dat het budget van financiële middelen voor het ganse rijk voor de verstrekkingen van klinische biologie verleend aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, zoals bedoeld in artikel 34^{decies}, wordt overschreden. Dit advies moet binnen de 45 dagen worden uitgebracht. Tevens kan de Koning de criteria en de modaliteiten bepalen volgens dewelke de bedragen met dewelke dit budget wordt overschreden, of zal overschreden worden, worden teruggevorderd bij de laboratoria voor klinische biologie, evenals de regels volgens dewelke de in de rekeningen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering terug te storten bedragen worden berekend. »

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend amendement voor :

« In afdeling 1^{onies}, ingevoegd door dit artikel in de wet van 9 augustus 1963, het artikel 34^{undecies} te vervangen als volgt :

« Art. 34^{undecies}. De Koning kan, na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, een degressief tarief invoeren, waarvan de modaliteiten bij koninklijk besluit dienen bepaald te worden, ten einde te voorkomen dat het budget van financiële middelen voor het ganse rijk voor de verstrekkingen van klinische biologie verleend aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, zoals bedoeld in artikel 34^{decies}, wordt overschreden. Dit advies moet binnen de 45 dagen uitgebracht worden. »

« Remplacer l'article 34^{undecies} proposé par la disposition suivante :

« Art. 34^{undecies}. Le Roi peut, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, instaurer un tarif dégressif dont les modalités seront fixées par voie d'arrêté royal, en vue d'empêcher que le budget des moyens financiers pour l'ensemble du royaume, destiné aux prestations de biologie clinique dispensées à des patients non hospitalisés, telles que visées à l'article 34^{decies}, ne soit dépassé. Cet avis doit être rendu dans les 45 jours. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de verantwoording van mijn amendement.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, de regering kan dit amendement niet aannemen en verwijst hiervoor naar de motivering vermeld in het verslag.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 28 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 28 sont réservés.

Art. 29. L'article 71 de la loi du 7 novembre 1987 par laquelle des crédits provisoires ont été attribués pour les années budgétaires 1987 et 1988, et portant dispositions financières et diverses, est abrogé.

Art. 29. Artikel 71 van de wet van 7 november 1987 waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor de begrotingsjaren 1987 en 1988 en houdende financiële en diverse bepalingen wordt opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre 4. — Assurance maladie-invalidité

Section 1^{re}. — Documents de cotisation annuels en matière d'assurance maladie-invalidité

Art. 30. Dans la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, l'intitulé du titre V, chapitre II, comprenant les articles 66 à 71^{bis}, doit s'énoncer comme suit : « Dispositions particulières à l'assurance soins de santé. »

Dans la même loi, l'intitulé du titre V, chapitre III, comprenant les articles 72 à 76^{bis}, doit s'énoncer comme suit : « Dispositions particulières à l'assurance indemnités. »

Dans la même loi, l'intitulé du titre V, chapitre IV, comprenant les articles 76^{ter} et 76^{quater}, doit s'énoncer comme suit : « Dispositions communes à l'assurance soins de santé et à l'assurance indemnités. »

Hoofdstuk 4. — Ziekte- en Invaliditeitsverzekering

Afdeling 1. — Jaarlijkse bijdragebescheiden inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering

Art. 30. In de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, dient het opschrift van titel V, hoofdstuk II, bevattende de artikelen 66 tot 71^{bis}, als volgt te luiden : « Bijzondere bepalingen ter zake van de verzekering voor geneeskundige verzorging. »

In dezelfde wet dient het opschrift van titel V, hoofdstuk III, bevattende de artikelen 72 tot 76^{bis}, als volgt te luiden : « Bijzondere bepalingen ter zake van de uitkeringsverzekering. »

In dezelfde wet dient het opschrift van titel V, hoofdstuk IV, bevattende de artikelen 76^{ter} en 76^{quater}, als volgt te luiden : « Gemeenschappelijke bepalingen ter zake van de verzekering voor geneeskundige verzorging en van de uitkeringsverzekering. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 31. L'article 63 de la même loi est abrogé.

Art. 31. Artikel 63 van dezelfde wet wordt opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 32 est libellé comme suit :

Art. 32. L'article 66 de la même loi modifié par l'arrêté royal n° 3 du 15 février 1982 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 66. § 1^{er}. Les titulaires définis à l'article 21, alinéa 1^{er}, 1° à 9° et 13° de la présente loi ont droit pour eux-mêmes et pour les personnes à leur charge, aux prestations visées au titre III de la présente loi.

Le Roi détermine le ou les document(s) de cotisations établissant la qualité de titulaire ainsi que la fréquence selon laquelle ce ou ces document(s) de cotisations doivent être remis à l'organisme assureur.

§ 2. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles certaines catégories de titulaires seront tenus d'accomplir un stage pour bénéficier des prestations susmentionnées.

La durée de ce stage est de 6 mois au maximum.

Le Roi détermine la date de référence devant entrer en ligne de compte pour déterminer le début de stage.

Les cotisations dues dans le secteur des soins de santé pour la durée de ce stage doivent avoir été payées.

Ces cotisations doivent atteindre un montant minimum fixé par le Roi ou doivent, dans les conditions fixées par Lui, être complétées par des cotisations personnelles.

Le Roi détermine également la façon dont la preuve de ces paiements est fournie. »

Art. 32. Artikel 66 van dezelfde wet gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 3 van 15 februari 1982 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 66. § 1. De gerechtigden omschreven in artikel 21, eerste lid, 1° tot 9° en 13°, van deze wet hebben voor henzelf en voor de personen te hunnen laste recht op de prestaties bedoeld in titel III van deze wet.

De Koning bepaalt het of de bijdragebescheid(en) volgens dewelke de hoedanigheid van gerechtigde wordt vastgesteld, alsook de frequentie volgens dewelke dit of deze bijdragebescheid(en) aan de verzekeringsinstelling moeten worden overgemaakt.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder bepaalde categorieën van gerechtigden een wachttijd zullen moeten volbrengen alvorens recht te verkrijgen op deze prestaties.

De duur van deze wachttijd bedraagt maximum 6 maanden.

De Koning bepaalt de refertedatum die in aanmerking moet genomen worden voor het bepalen van het begin van de wachttijd.

De bijdragen verschuldigd voor de sektor gezondheidszorgen moeten voor de duur van die wachttijd betaald zijn.

Die bijdragen moeten een door de Koning vastgesteld minimumbedrag bereiken of, onder de door Hem bepaalde voorwaarden, met persoonlijke bijdragen worden aangevuld.

De Koning bepaalt eveneens de wijze waarop het bewijs van die betalingen moet worden geleverd. »

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend amendement voor :

« Het tweede lid van § 1 van artikel 66 van de wet van 9 augustus 1963, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt de wijze waarop de hoedanigheid van gerechtigde wordt vastgesteld. »

« Remplacer l'alinéa 2 du § 1^{er} de l'article 66 de la loi du 9 août 1963, proposé par cet article, par ce qui suit :

« Le Roi détermine la manière dont la qualité de titulaire est établie. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, met de tekst van het ontwerp beoogt men, wat de hoedanigheid van de gerechtigde betreft, alleen de soort bijdragebescheiden en de frequentie daarvan bij koninklijk besluit te regelen.

Ons amendement daarentegen heeft tot doel de hoedanigheid van gerechtigde in al zijn aspecten bij koninklijk besluit te regelen ten einde de mogelijkheden van de snelle technologische evolutie maximaal te benutten.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, de regering kan dit amendement niet aannemen gelet op de context van hoofdstuk IV.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 32 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 32 sont réservés.

Art. 33. L'article 67 de la même loi modifié par les lois des 27 juin 1969 et 1^{er} août 1985 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 67. Les titulaires et les personnes à leur charge dont le droit est ouvert conformément aux dispositions de l'article 66, conservent ce droit jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année au cours de laquelle le droit est ouvert. »

Art. 33. Artikel 67 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1969 en 1 augustus 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 67. De gerechtigden en de personen te hunnen laste wier recht overeenkomstig de bepalingen van artikel 66 geopend wordt, behouden dat recht tot 30 juni van het jaar volgend op dat tijdens hetwelk het recht wordt geopend. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 34. L'article 68 de la même loi, modifié par la loi du 27 juin 1969, l'arrêté royal du 20 juillet 1971 et l'arrêté royal n° 3 du 15 février 1982, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 68. Les titulaires visés à l'article 67 peuvent continuer à bénéficier pour eux-mêmes et les personnes à leur charge, des prestations visées au titre III de la présente loi, pendant une période annuelle de droit, située entre le 1^{er} juillet et le 30 juin de l'année suivante, si, pour l'année civile précédant le début de cette période, appelée année de référence :

— Soit ils ont remis à leur organisme assureur, dans les conditions fixées par le Roi, des documents de cotisations dont la valeur atteint un montant minimum fixé par le Roi ou, dans les conditions fixées par Lui, est éventuellement complétée par des cotisations personnelles ;

— Soit ils ont payé à leur organisme assureur des cotisations personnelles dues en vertu de la présente loi.

Pendant la période visée à l'alinéa 1^{er}, les titulaires et les personnes à leur charge qui, en application de la présente loi, sont dispensés du paiement de cotisations, continuent à bénéficier des prestations visées au titre III de la présente loi.

Les périodes de l'année de référence, pendant lesquelles le titulaire était soit travailleur au sens de l'article 21, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°, soit personne à charge, au sens de l'article 21, alinéa 1^{er}, 10° à 12°, soit se trouvait dans d'autres conditions définies par le Roi sont censées être couvertes par des cotisations atteignant, *pro rata temporis*, le montant minimum visé au premier alinéa. »

Art. 34. Artikel 68 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1969, het koninklijk besluit van 20 juli 1971 en het koninklijk besluit nr. 3 van 15 februari 1982, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 68. De in artikel 67 bedoelde gerechtigden kunnen voor henzelf en de personen te hunnen laste de in titel III van

onderhavige wet bedoelde prestaties één jaar lang blijven genieten, d.i. tussen 1 juli en 30 juni van het daaropvolgend jaar, als zij voor het kalenderjaar dat aan het begin van die periode voorafgaat, refertejaar geheten:

— Hetzij aan hun verzekeringsinstelling onder de voorwaarden bepaald door de Koning bijdragebescheiden hebben overhandigd waarvan de waarde een minimumbedrag, bepaald door de Koning, bereikt of, in de voorwaarden door Hem bepaald, eventueel vervuld wordt met persoonlijke bijdragen;

— Hetzij aan hun verzekeringsinstelling persoonlijke bijdragen, verschuldigd in toepassing van deze wet, hebben betaald.

De gerechtigden en de personen te hunnen laste die, in toepassing van deze wet, vrijgesteld zijn van de betaling van bijdragen, blijven van de in titel III van deze wet bedoelde prestaties genieten gedurende de in het eerste lid bedoelde periode.

De perioden van het refertejaar gedurende dewelke de gerechtigde hetzij werknemer in de zin van artikel 21, eerste lid, 2°, 3° en 4°, hetzij persoon ten laste was, in de zin van artikel 21, eerste lid, 10° tot 12°, hetzij zich bevond in andere voorwaarden door de Koning bepaald, worden beschouwd als zijnde gedekt door bijdragen die, *pro rata temporis*, het minimumbedrag bereiken bedoeld in het eerste lid. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 35. L'article 69 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 69. Le Roi peut prévoir des dérogations aux dispositions du présent chapitre en ce qui concerne les titulaires visés à l'article 21, alinéa 1^{er}, 7° à 9°, qui ne sont pas astreints au paiement des cotisations prévues à l'article suivant. »

Art. 35. Artikel 69 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 69. De Koning kan afwijkingen op de bepalingen van dit hoofdstuk toestaan voor de gerechtigden bedoeld in artikel 21, eerste lid, 7° tot 9°, en die niet onderworpen zijn aan de betaling der bijdragen voorzien in volgend artikel. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 36. L'article 70 de la même loi modifié par la loi du 27 juin 1969, l'arrêté royal n° 19 du 4 décembre 1978 et les lois des 1^{er} août 1985 et 8 juillet 1987 est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 70. Le Roi détermine, après avis du comité de gestion du service des soins de santé, les conditions que doivent remplir les personnes à charge pour bénéficier des prestations de santé et d'autre part fixe le montant des cotisations personnelles qui peuvent être dues pour les ascendants à charge.

Il fixe également la cotisation personnelle des titulaires visés à l'article 21, 7° et 9°, qui bénéficient d'une pension correspondant à une carrière professionnelle inférieure au tiers d'une carrière complète ou considérée comme telle. »

Art. 36. Artikel 70 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1969, het koninklijk besluit nr. 19 van 4 december 1978 en de wetten van 1 augustus 1985 en 8 juli 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 70. De Koning stelt na advies van het beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging, vast aan welke vereisten de personen ten laste moeten voldoen om geneeskundige verstrekkingen te genieten, en bepaalt anderzijds het bedrag van de persoonlijke bijdragen die kunnen verschuldigd zijn voor de ascendenten ten laste.

Hij stelt eveneens de persoonlijke bijdrage vast van de in artikel 21, 7° en 9°, bedoelde gerechtigden die een pensioen genieten dat overeenstemt met een beroepsloopbaan die korter

is dan een derde van een volledige of een als zodanig beschouwde beroepsloopbaan. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 37. L'article 74 de la même loi devient l'article 71.

Art. 37. Artikel 74 van dezelfde wet wordt artikel 71.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 38. L'article 72 de la même loi, abrogé par la loi du 8 août 1980, est rétabli dans la formulation suivante:

« Art. 72. § 1^{er}. Pour obtenir le droit aux prestations prévues au titre IV de la présente loi, les titulaires visés à l'article 45, § 1^{er}, doivent accomplir un stage dans les conditions suivantes:

1° Avoir totalisé, au cours d'une période de six mois précédant la date d'obtention du droit, un nombre de jours de travail que le Roi détermine. Les jours d'inactivité professionnelle assimilables à des journées de travail effectif sont définis par le Roi. Il définit ce qu'il y a lieu d'entendre par « journée de travail ».

2° Fournir la preuve, dans les conditions déterminées par le Roi, que par rapport à cette même période les cotisations pour le secteur des indemnités ont été effectivement payées; ces cotisations doivent atteindre un montant minimum fixé par le Roi ou doivent, dans les conditions fixées par Lui, être parfaites par des cotisations personnelles.

§ 2. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles le stage est supprimé ou diminué.

Il peut aussi modifier les conditions d'accomplissement du stage pour les travailleurs saisonniers, les travailleurs intermittents et les travailleurs à temps partiel. Il définit ce qu'il y a lieu d'entendre par « travailleurs saisonniers », par « travailleurs intermittents » et par « travailleurs à temps partiel. »

Art. 38. Artikel 72 van dezelfde wet, opgeheven door de wet van 8 augustus 1980, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing:

« Art. 72. § 1. Om het recht op de in titel IV van deze wet bedoelde prestaties te verkrijgen moeten de in artikel 45, § 1, bedoelde gerechtigden in de volgende voorwaarden een wachttijd volbrengen:

1° Over een periode van 6 maanden die de datum van het verkrijgen van het recht voorafgaat, een door de Koning vastgesteld aantal arbeidsdagen totaliseren. De dagen van inactiviteit welke kunnen gelijkgesteld worden met arbeidsdagen worden door de Koning omschreven. Hij stelt eveneens vast wat dient te worden verstaan onder « arbeidsdag ».

2° Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden het bewijs leveren dat met betrekking tot diezelfde periode de bijdragen voor de sector uitkeringen werkelijk betaald werden; deze bijdragen moeten een door de Koning vastgesteld minimumbedrag bereiken of moeten, onder de door Hem bepaalde voorwaarden, met persoonlijke bijdragen worden aangevuld.

§ 2. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden de wachttijd wordt afgeschaft of verminderd.

Hij kan ook de voorwaarden wijzigen inzake het volbrengen van de wachttijd voor seizoenarbeiders, arbeiders bij tussenpozen en deeltijds tewerkgestelde werknemers. Hij bepaalt wat onder « seizoenarbeiders », « arbeiders bij tussenpozen » en « deeltijdse tewerkgestelde werknemers » dient verstaan te worden. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 39. L'article 73 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 73. Sans préjudice des dispositions de l'article 75, le Roi détermine dans quelles conditions:

1° Les titulaires qui ont accompli le stage conformément à l'article 72, conservent le droit aux prestations prévues au titre

IV de la présente loi jusqu'à la fin du trimestre qui suit celui au cours duquel ils ont terminé leur stage;

2° Les titulaires dispensés de l'accomplissement du stage conformément aux dispositions de l'article 72, § 2, ont droit à ces mêmes prestations jusqu'à la fin du troisième trimestre qui suit celui au cours duquel ils ont acquis la qualité de titulaire.»

Art. 39. Artikel 73 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 73. Onverminderd de bepalingen van artikel 75, bepaalt de Koning onder welke voorwaarden:

1° De gerechtigden die hun wachttijd hebben volbracht overeenkomstig het artikel 72, het recht op de in titel IV van onderhavige wet bepaalde prestaties behouden tot het einde van het kwartaal dat volgt op dat tijdens hetwelk zij hun wachttijd hebben beëindigd;

2° De gerechtigden die overeenkomstig de bepalingen van artikel 72, § 2, vrijgesteld zijn van het volbrengen van de wachttijd, recht hebbe, op diezelfde prestaties tot het einde van het derde kwartaal dat volgt op dat tijdens hetwelk zij de hoedanigheid van gerechtigde hebben bekomen.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 40. L'article 74 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 74. Les titulaires visés à l'article précédent peuvent continuer à bénéficier des prestations prévues au titre IV de la présente loi à la condition que, pour les deuxième et troisième trimestres précédant celui au cours duquel ils y font appel, ils fournissent la preuve, dans les conditions déterminées par le Roi:

1° Qu'ils ont conservé, à un titre quelconque, pendant un nombre de jours ouvrables égal au nombre de jours de travail prévu à l'article 72, § 1^{er}, 1°, la qualité de titulaire telle qu'elle est définie à l'article 45, § 1^{er};

2° Que les cotisations pour le secteur des indemnités et, le cas échéant, les cotisations d'assurance continuée, ont été payées.

Ces cotisations doivent atteindre un montant minimum fixé par le Roi ou doivent, dans les conditions fixées par Lui, être complétées par des cotisations personnelles. Cette condition n'est pas exigée pour les titulaires visés à l'article 45, § 1^{er}, 2°.

Le titulaire qui bénéficie d'indemnités à la fin d'un trimestre continue à en bénéficier jusqu'à la fin de l'incapacité en cours.

Le Roi détermine les conditions dans lesquelles le bénéfice des prestations visées à l'alinéa 1^{er} est maintenu aux travailleurs saisonniers, intermittents et aux titulaires travaillant à temps partiel.»

Art. 40. Artikel 74 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 74. De in het vorig artikel bedoelde gerechtigden kunnen de in titel IV van onderhavige wet bedoelde prestaties blijven genieten op voorwaarde dat zij voor het tweede en derde kwartaal vóór dat tijdens hetwelk zij er een beroep op doen, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden het bewijs leveren dat:

1° Zij op één of andere wijze gedurende een aantal werkdagen gelijk aan het in artikel 72, § 1, 1°, voorziene aantal arbeidsdagen, de in artikel 45, § 1, omschreven hoedanigheid van gerechtigde hebben behouden;

2° De bijdragen voor de sector uitkeringen en eventueel, de bijdragen van de voortgezette verzekering werden betaald.

Deze bijdragen moeten een door de Koning vastgesteld minimumbedrag bereiken of, onder de door Hem bepaalde voorwaarden, met persoonlijke bijdragen worden aangevuld. Deze

voorwaarde wordt niet geëist voor in artikel 45, § 1, 2°, bedoelde gerechtigden.

De gerechtigde die op het einde van een kwartaal uitkeringen geniet blijft deze genieten tot de lopende arbeidsongeschiktheid eindigt.

De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de seizoenarbeiders, de arbeiders bij tussenpozen en de deeltijds tewerkgestelde werknemers, de in het eerste lid bedoelde prestaties blijven genieten.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 41. Un article 75bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Art. 75bis. Pour l'application des articles 72 à 75, les modalités de preuve sont fixées par un règlement du comité de gestion.»

Art. 41. Een artikel 75bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Art. 75bis. Voor de toepassing van de artikelen 72 tot en met 75 wordt de wijze van bewijsvoering vastgesteld door een verordening van het beheerscomité.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 42. L'article 70, § 3, alinéa 2 de la même loi devient l'article 76bis.

Art. 42. Artikel 70, § 3, tweede lid, van dezelfde wet wordt artikel 76bis.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 43. L'article 69 de la même loi devient l'article 76ter.

Art. 43. Artikel 69 van dezelfde wet wordt artikel 76ter.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 44. L'article 70 de la même loi, à l'exception du § 3, alinéa 2, devient l'article 76quater.

Un article 76quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Le Roi peut fixer le montant minimum des cotisations personnelles visées aux articles 66, 68, 72, § 1^{er}, et 74 et les conditions dans lesquelles elles peuvent être réduites ou supprimées.»

Art. 44. Artikel 70 van dezelfde wet, met uitzondering van § 3, tweede lid, wordt artikel 76quater.

Een artikel 76quinquies, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« De Koning kan het minimumbedrag der persoonlijke bijdragen, bedoeld in de artikelen 66, 68, 72, § 1, en 74, bepalen, alsook de voorwaarden waaronder zij mogen verminderd of afgeschaft worden.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 45. Un article 71bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Art. 71bis. § 1^{er}. Les titulaires qui ont droit aux prestations de santé pendant le quatrième trimestre 1988 et les premier et deuxième trimestres 1989, conformément aux dispositions en

vigueur jusqu'au 31 décembre 1988 conservent ce droit jusqu'au 30 juin 1990.

§ 2. Les titulaires dont le droit aux prestations de santé, conformément aux dispositions applicables jusqu'au 31 décembre 1988, s'est ouvert dans le courant de la période prévue au § 1^{er} et maintenu jusqu'au 30 juin 1989, conservent ce droit jusqu'au 30 juin 1990.

En ce qui concerne l'accomplissement du stage éventuel, il est tenu compte uniquement de la valeur minimum de la cotisation.

§ 3. Le Roi peut prévoir les conditions dans lesquelles les titulaires qui ne satisfont pas aux dispositions qui font l'objet des §§ 1^{er} et 2, pourront prétendre aux prestations de santé au cours de la période située entre le 1^{er} juillet 1989 et le 30 juin 1990.

Art. 45. Een artikel 71bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Art. 71bis. § 1. De gerechtigden die, overeenkomstig de bepalingen van toepassing tot 31 december 1988 recht hebben op geneeskundige verstrekkingen gedurende het vierde kwartaal 1988, en het eerste en het tweede kwartaal 1989, behouden dit recht tot en met 30 juni 1990.

§ 2. De gerechtigden wier recht op geneeskundige verstrekkingen, overeenkomstig de bepalingen van toepassing tot 31 december 1988, is ontstaan in de loop van de in § 1 bedoelde periode en gehandhaafd tot 30 juni 1989, behouden dat recht tot 30 juni 1990.

Met betrekking tot het doormaken van een eventuele wachttijd, wordt uitsluitend rekening gehouden met de minimumwaarde van de bijdrage.

§ 3. De Koning kan de voorwaarden vaststellen waaronder gerechtigden die niet voldoen aan de bepalingen van de §§ 1 en 2, aanspraak kunnen maken op geneeskundige verstrekkingen in de loop van de periode van 1 juli 1989 tot 30 juni 1990.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — De heren De Backer en Anthuenis stellen voor een artikel 45bis (nieuw) in te voegen, dat luidt:

« Een artikel 45bis (nieuw) in te voegen, luidende:

« Art. 45bis. In artikel 132 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt het woord « uitgaven » vervangen door het woord « inkomsten. »

« Insérer un article 45bis (nouveau), libellé comme suit:

« Art. 45bis. A l'article 132 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, le mot « dépenses » est remplacé par le mot « rentrées. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, mag ik hier in het bijzonder de aandacht vragen?

Het betreft hier een amendement dat inhoudelijk overeenkomt met een wetsvoorstel ingediend door mevrouw Herman. Het luidt: « In artikel 132 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt het woord « uitgaven » vervangen door het woord « inkomsten ».

Dit artikel 45bis (nieuw) heeft tot doel een einde te maken aan een mechanisme en een structuur waardoor, reeds vanaf de instelling van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in 1945, de zogezegde verzekeringsorganen mede schuldig zijn aan het enorme deficit in de gezondheidszorg. Reeds van bij het ontstaan was het stelsel deficitair. De mutualiteiten vulden hun tekorten aan met voorschotten gestort door het RIZIV en met

staatsstoelagen. Voorschotten werden dus toegekend in verhouding tot de uitgaven, hetgeen het sneeuwbal effect heeft veroorzaakt. Vandaar ons voorstel « uitgaven » te vervangen door « inkomsten ».

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

M. Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, wij kunnen dit amendement niet aanvaarden.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

Art. 46. Le Roi peut modifier les dispositions légales existantes afin de les mettre en concordance avec les dispositions de la présente section.

Art. 46. De Koning mag de bestaande wettelijke bepalingen wijzigen teneinde deze in overeenstemming te brengen met de bepalingen vervat in deze afdeling.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 47. Les dispositions de la présente section entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Art. 47. De bepalingen van deze afdeling hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 48 est ainsi libellé:

Section 2. — Disposition concernant les pris des produits pharmaceutiques et d'autres médicaments

Art. 48. Un article 25bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Art. 25bis. Les mesures particulières relatives aux spécialités pharmaceutiques et autres médicaments ayant fait l'objet d'un contrat de programme conclu avant le 31 décembre 1988 avec des producteurs, des importateurs ou des conditionneurs individuels de produits pharmaceutiques en application de l'article 2bis de la loi du 9 juillet 1975 abrogeant l'article 62 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et instituant un régime des prix pour les spécialités pharmaceutiques et autres médicaments, peuvent être prorogées par le Roi jusqu'au 31 décembre 1989 en ce qui concerne l'intervention des bénéficiaires dans le coût des médicaments et les critères d'admission en matière de prix de ces médicaments. »

Afdeling 2. — Bepaling betreffende de prijzen van de farmaceutische produkten en andere geneesmiddelen

Art. 48. Een artikel 25bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Art. 25bis. De bijzondere maatregelen met betrekking tot de farmaceutische specialiteiten en andere geneesmiddelen die het voorwerp uitmaakten van een programma-overeenkomst gesloten vóór 31 december 1988 met individuele producenten, invoerders of conditioneerders van farmaceutische produkten in toepassing van artikel 2bis van de wet van 9 juli 1975 tot opheffing van artikel 62 van de wet van 14 februari 1961 voor de economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en tot instelling van een regime betreffende de prijzen van de farmaceutische produkten en andere medicamenten, kunnen door de Koning tot 31 december 1989 worden verlengd

wat het aandeel van de rechthebbenden in de kosten van de geneesmiddelen en de aannemingscriteria inzake de prijzen van deze geneesmiddelen betreft. »

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend amendement voor :

« Aan artikel 25bis, zoals voorgesteld door dit artikel, de volgende bepaling toe te voegen :

« Uiterlijk op 31 december 1989 dient voorgaande bepaling aangepast te worden aan de EG-richtlijnen betreffende de transparantie van de maatregelen inzake het vaststellen van de prijzen van geneesmiddelen van humaan gebruik en de dekking ervan in het raam van de nationale ziekteverzekeringsregelingen. »

« Compléter l'article 25bis proposé par ce qui suit :

« Pour le 31 décembre 1989 au plus tard, la précédente disposition doit être adaptée à la directive européenne relative à la transparence des mesures en matière de fixation des prix des médicaments à usage humain et à la couverture de ces prix dans le cadre des régimes nationaux d'assurance maladie. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil hier even de aandacht vestigen op het feit dat de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de aannemingsvoorwaarden voor de farmaceutische verstrekkingen, door de Europese Commissie reeds herhaalde malen strijdig bevonden zijn met het vrije verkeer van goederen. Ons amendement geeft hiervoor de oplossing.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, de door ons voorgestelde tekst lijkt ons voldoende te zijn.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, het is belangrijk dat wij hierover het oordeel van de Europese Commissie zouden kennen.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, over dit probleem kan inderdaad worden gediscussieerd. Na grondig onderzoek zijn wij echter van oordeel dat de legale basis die met dit artikel wordt gelegd, verenigbaar is met de Europese oriëntatie en richtlijnen. Wij kunnen in geen geval vooruitlopen op hetgeen er eventueel zou kunnen gebeuren. Wij houden ons dus bij onze tekst.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 48 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 48 sont réservés.

L'article 49 est rédigé comme suit :

Section 3. — Financement

Art. 49. L'article 121 de la même loi est complété comme suit :

« 16° Le produit d'une cotisation sur les primes ou d'une retenue opérée sur les prestations extra-légales en matière d'assurance-hospitalisation en faveur des bénéficiaires de la présente loi.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'application de la présente disposition. »

Afdeling 3. — Financiering

Art. 49. Artikel 121 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 16° De opbrengst van een bijdrage op de premies, of van een inhouding verricht op de extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor hospitalisatie ten behoeve van de rechthebbenden van de huidige wet.

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de toepassingsmodaliteiten van deze bepaling. »

De heren De Backer en Anthuenis evenals de heer Petitjean c.s. stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis ainsi que M. Petitjean et consorts proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, wij hebben in de commissie uitvoerig uiteengezet waarom wij de schrapping vragen van dit artikel.

M. le Président. — M. Petitjean et consorts proposent les amendements subsidiaires que voici :

Subsidiairement :

« 1. Remplacer le 16° de l'article 121, proposé par cet article, par les dispositions suivantes :

« 16° Le produit d'une retenue opérée sur les prestations extra-légales d'assurance soins de santé servies aux bénéficiaires de la présente loi.

La retenue est effectuée par tout débiteur de ces prestations et intégralement transférée à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Par « prestations extra-légales d'assurance soins de santé » au sens de l'alinéa 1^{er}, il faut entendre tout remboursement, en tout ou en partie, même à titre forfaitaire, de dépenses de soins de santé non visées par la présente loi. »

« 2. Remplacer le 16° de l'article 121, proposé par cet article, par les dispositions suivantes :

« 16° Le produit d'une cotisation sur les primes ou d'une retenue opérée sur les prestations extra-légales d'assurance soins de santé servies aux bénéficiaires de la présente loi.

Il faut entendre par « primes » tout mode quelconque de financement des prestations extra-légales précitées, quel qu'en soit le débiteur.

Il faut entendre par « prestations extra-légales d'assurance soins de santé » tout remboursement, en tout ou en partie, même à titre forfaitaire, de dépenses de soins de santé non visé par la présente loi.

La retenue est effectuée par tout débiteur de ces prestations, et intégralement transférée à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'application de la présente disposition. »

Subsidiair :

« 1. Het 16° van artikel 121, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« 16° De opbrengst van een inhouding verricht op de extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor geneeskundige verzorging ten behoeve van de rechthebbenden van deze wet.

De inhouding wordt verricht door ieder die deze verstrekkingen verschuldigd is, en volledig overgedragen aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Onder «extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor geneeskundige verzorging» zoals bedoeld in het eerste lid, dient te worden verstaan elke volledige of gedeeltelijke, zelfs forfaitaire terugbetaling van niet in deze wet bedoelde uitgaven voor geneeskundige verzorging.»

2. Het 16° van artikel 121, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

«16° De opbrengst van een bijdrage op de premies of van een inhouding verricht op de extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor geneeskundige verzorging ten behoeve van de rechthebbenden van deze wet.

Onder «premijs» dient te worden verstaan elke financieringswijze van voornoemde extra-legale verstrekkingen, wie ook de schuldenaar moge zijn.

Onder «extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor geneeskundige verzorging» dient te worden verstaan elke volledige of gedeeltelijke, zelfs forfaitaire, terugbetaling van niet in deze wet bedoelde uitgaven voor geneeskundige verzorging.»

De inhouding wordt verricht door elke schuldenaar van deze verstrekkingen en volledig overgedragen aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de wijze van toepassing van deze bepaling.»

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 49 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 49 sont réservés.

L'article 50 est ainsi libellé:

Art. 50. L'article 122, alinéa 4, 1°, g) de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 283 du 31 mars 1984 et modifié par la loi du 1^{er} août 1985 est remplacé par la disposition suivante:

«g) Les ressources visées à l'article 121, 14°, 15° et 16°.»

Art. 50. Artikel 122, lid 4, 1°, g) van dezelfde wet, toegevoegd bij het koninklijk besluit nr. 283 van 31 maart 1984 en gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 wordt vervangen door de volgende bepaling:

«g) De in artikel 121, 14°, 15° en 16° bedoelde inkomsten.»

M. Petitjean et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Petitjean c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Petitjean et consorts proposent l'amendement subsidiaire que voici:

«Compléter l'article 122, alinéa 4, 1°, proposé par cet article, par la disposition suivante:

«h) Les ressources visées à l'article 121, 16°.»

«Artikel 122, vierde lid, 1°, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen als volgt:

«h) De inkomsten bedoeld in artikel 121, 16°.»

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 50 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 50 sont réservés.

Section 4. — Dispositions diverses

Art. 51. Une section 1^{decies} rédigée comme suit, est ajoutée après la section 1^{onies} du chapitre 4 au titre III de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité:

«Section 1^{decies}: Dispositions particulières relatives à des prestations médicales spécifiques.

Art. 34^{duodecies}. § 1^{er}. Lorsque les propositions de modification de la nomenclature des prestations de santé reprises à l'article 24, que le ministre de la Prévoyance sociale a demandées au conseil technique médical en vertu de l'article 16, afin de réduire pour 1989 et 1990 les dépenses afférentes aux prestations nécessitant une qualification particulière, visées à l'article 23, 3°, ne lui ont pas été transmises dans les délais fixés par lui ou qu'il n'a pas été possible d'atteindre les économies demandées, le ministre de la Prévoyance sociale peut, par dérogation aux articles 12, 6°, 16, deuxième alinéa et 24, troisième alinéa formuler lui-même une proposition, qu'il enverra pour avis aux organisations représentatives de médecins et aux organismes assureurs. Le ministre doit recevoir lesdits avis endéans les 15 jours ouvrables. Après expiration de cette période, le Roi établit par arrêté délibéré en Conseil des ministres une réglementation.

§ 2. Le ministre peut, pour l'année 1989, envoyer pour avis aux organisations représentatives des médecins et aux organismes assureurs la proposition visée au premier alinéa de l'article 34^{octies}, § 3, à partir de la date de la publication de cette loi au *Moniteur belge* et au plus tôt à partir du 1^{er} décembre 1988.

§ 3. La réglementation ou les réglementations qui sont prises par le Roi en vertu de l'article 34^{octies}, § 3, et de l'article 34^{duodecies}, § 1^{er}, sont opposables au médecin.»

Afdeling 4. — Diverse bepalingen

Art. 51. Na afdeling 1^{onies} van hoofdstuk 4 van titel III van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt een afdeling 1^{decies} ingevoegd, luidend als volgt:

«Afdeling 1^{decies}: Bijzondere bepalingen betrekking hebbend op specifieke geneeskundige verstrekkingen.

Art. 34^{duodecies}. § 1. Wanneer de voorstellen tot wijziging van de in artikel 24 bedoelde nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen, die de minister van Sociale Voorzorg aan de in artikel 16 bedoelde technische geneeskundige raad heeft gevraagd om voor 1989 en 1990 de uitgaven inzake de in artikel 23, 3°, bedoelde verstrekkingen welke een bijzondere bekwaam vereisen te verminderen, hem niet worden bezorgd binnen de door hem vastgestelde termijn of het niet mogelijk maken de gevraagde bezuinigingsbedragen te bereiken, kan de minister van Sociale Voorzorg, in afwijking van de artikelen 12, 6°, 16, tweede lid en 24, derde lid, zelf een voorstel formuleren dat hij dan voor advies toestuurt aan de representatieve beroepsorganisaties van geneesheren en aan de verzekeringsinstellingen. Deze adviezen moeten bij de minister toekomen binnen een termijn van vijftien werkdagen. Na afloop van deze termijn stelt de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit een regeling vast.

§ 2. De minister kan, voor het jaar 1989, het in het eerste lid van art. 34^{octies}, § 3, bedoelde voorstel vanaf de datum van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* en ten vroegste vanaf 1 december 1988 voor advies toesturen aan de representatieve beroepsorganisaties van geneesheren en verzekeringsinstellingen.

§ 3. De regeling of regelingen die door de Koning overeenkomstig artikel 34^{octies}, § 3 en artikel 34^{duodecies}, § 1, worden vastgesteld, zijn tegenstelbaar aan de geneesheer.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 52. Une section 1^{undecies} est ajoutée après la section 1^{decies} du chapitre 4 du titre III de la même loi, rédigée comme suit:

« Section *lundecies*. Prestations de radiodiagnostic.

Art. 34*terdecies*. L'application des dispositions des articles 34*octies*, 34*nonies*, 34*decies*, 34*undecies* et 34*duodecies*, §§ 2 et 3, peut être élargie par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres aux prestations de radiodiagnostic. »

Art. 52. Na afdeling 1*decies* van hoofdstuk 4 van titel III van dezelfde wet wordt afdeling 1*undecies* ingevoegd, luidend als volgt:

« Afdeling *undecies*. Verstrekkingen inzake röntgendiagnose.

Art. 34*terdecies*. De toepassing van de bepalingen van artikel 34*octies*, artikel 34*nonies*, artikel 34*decies*, artikel 34*undecies* en artikel 34*duodecies*, §§ 2 en 3, kan door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit worden verruimd tot de verstrekkingen inzake röntgendiagnose. »

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre 5. — Maladies professionnelles

Art. 53. L'article 6 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles coordonnées le 3 juin 1970 modifié par l'article 117 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales et complété par l'article 3 de l'arrêté royal n° 476 du 19 novembre 1986 et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 529 du 31 mars 1987 est complété comme suit:

« 6° D'accorder aux personnes atteintes ou menacées par une maladie professionnelle et qui appartiennent aux administrations visées au 5°, le bénéfice des actions préventives prévues aux présentes lois, pour autant que la condition de l'article 48*bis* soit remplie. »

Hoofdstuk 5. — Beroepsziekten

Art. 53. Artikel 6 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, gewijzigd bij artikel 117 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen en aangevuld door artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 476 van 19 november 1986 en artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 529 van 31 maart 1987 wordt aangevuld als volgt:

« 6° Aan door een beroepsziekte aangetaste of bedreigde personen die behoren tot de in 5° bedoelde overheidsdiensten het genot toe te kennen van de preventieacties voorzien in deze wetten, voor zover de in artikel 48*bis* gestelde voorwaarde wordt vervuld. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 93 est ainsi libellé:

Chapitre 2. — Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics

Art. 93. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par pouvoirs publics:

1. Les administrations et services de l'autorité nationale ou placés sous sa tutelle;
2. Les administrations des Communautés et les établissements publics qui en dépendent;
3. Les administrations des Régions et les établissements publics qui en dépendent;
4. Les établissements d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par l'Etat;
5. L'agglomération bruxelloise et les commissions française et néerlandaise de la culture.

Sont assimilés, pour l'application du présent chapitre, aux pouvoirs publics:

a) Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 3, a), les établissements d'utilité publique et les associations sans but lucratif régis par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, et qui poursuivent un but social, humanitaire ou culturel;

b) Les sociétés locales de logements sociaux.

Sont exclus du champ d'application du présent chapitre:

a) Les associations sans but lucratif dans la création ou la direction desquelles l'autorité publique locale est prépondérante;

b) Les hôpitaux;

c) Les institutions publiques de crédit.

Le Roi peut restreindre le champ d'application susvisé ou l'étendre à d'autres pouvoirs publics.

Hoofdstuk 2. — Opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen

Art. 93. Voor de toepassing van dit hoofdstuk verstaat men onder openbare besturen:

1. De administraties en diensten van de nationale overheid of deze die onder haar voogdij vallen;

2. De administraties van de Gemeenschappen en de openbare instellingen die ervan afhangen;

3. De administraties van de Gewesten en de openbare instellingen die ervan afhangen;

4. De door de Staat ingerichte, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstellingen;

5. De Brusselse agglomeratie en de Franse en Nederlandse commissies voor de cultuur.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden gelijkgesteld met openbare besturen:

a) Onverminderd het bepaalde in het derde lid, a), de instellingen van openbaar nut en de verenigingen zonder winstoogmerk beheerst door de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, en die een sociaal, humanitair of cultureel doel nastreven;

b) De plaatselijke maatschappijen voor sociale woningen.

Worden uitgesloten van het toepassingsgebied van dit hoofdstuk:

a) De verenigingen zonder winstoogmerk waarin de plaatselijke overheid een overwegende rol speelt in de oprichting of de leiding ervan;

b) De ziekenhuizen;

c) De openbare kredietinstellingen.

De Koning kan voornoemd toepassingsgebied beperken of verruimen tot andere openbare besturen.

De heren De Backer en Anthuenis stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis proposent la suppression de cet article.

De heren De Backer en Anthuenis stellen een eerste en een tweede subsidiair amendement voor luidende:

« 1. In dit artikel, punten 1, 2 en 3 te doen vervallen. »

« 2. In dit artikel, het laatste lid te vervangen als volgt:

« De Koning kan voornoemd toepassingsgebied beperken bij een in Ministerraad overlegd besluit. »

« 1. A cet article, supprimer les points 1, 2 et 3. »

« 2. Remplacer le dernier alinéa de cet article par ce qui suit :
« Le Roi peut restreindre le champ d'application susvisé par arrêté délibéré en Conseil des ministres. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, wij stellen voor de artikelen 93 tot en met 101 te doen vervallen, wij zijn afkerig van alle soorten opslorpsprogramma's, bijzondere arbeidscircuits en andere vormen van ambtelijke arbeidsversterking en kiezen resoluut voor de meest natuurlijke en meest duurzame vorm van tewerkstelling, namelijk die welke het resultaat is van een ondernemingsvriendelijk en economisch stimulerend beleid.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, ik kan de indieners van deze amendementen moeilijk volgen. Hun voorstel zou tot gevolg hebben dat de 11 000 tewerkgestelde werklozen hun precair statuut behouden. Wij zijn ook van oordeel dat economische activiteit de motor is van de tewerkstelling. Voorstellen om alle tewerkstellingsmaatregelen te schrappen getuigt echter van een zeer koele benadering. Ik geloof niet dat de 372 000 werklozen daar een boodschap aan hebben. Ik zou het in elk geval onverantwoord vinden en daarom vraag ik de Senaat met overtuiging deze amendementen niet aan te nemen.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil de minister er nog op wijzen dat sommige leden van de huidige meerderheid in een recent verleden sterk hebben afgegeven op wat zij toen noemden « nepstatuten ».

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, misschien heeft de heer De Backer niet de gelegenheid gehad de artikelen aandachtig te bestuderen.

Ik wil er volledigheidshalve op wijzen dat een arbeidsovereenkomst ten grondslag ligt aan de voorgestelde maatregelen en dat de grondregels van het individueel arbeidsrecht en van de sociale zekerheid zullen worden geëerbiedigd.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 93 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 93 sont réservés.

L'article 94 est ainsi rédigé :

Art. 94. § 1^{er}. Dans les conditions fixées par le Roi, les pouvoirs publics définis à l'article 93 peuvent, pour l'engagement des contractuels visés par le présent chapitre, bénéficier d'une prime dans les limites des crédits budgétaires prévus à cette fin.

Les agents en faveur desquels les pouvoirs publics susmentionnés obtiennent la prime sont appelés « contractuels subventionnés ».

Ils sont engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée.

Le Roi peut, pour les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, établir un modèle de contrat écrit.

§ 2. Dans les conditions fixées par le Roi, les ministères et autres services des ministères et les organismes d'intérêt public qui relèvent du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux et qui sont repris à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, à l'exception de ceux qui exercent une activité

financière, industrielle ou commerciale, peuvent engager des personnes sous contrat de travail aux fins exclusives :

a) De réponse à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

b) De remplacement d'agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, en ce compris les agents qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères, et ce sans préjudice de la possibilité telle que déjà réglementée de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;

c) D'accomplissement de tâches auxiliaires ou spécifiques.

Art. 94. § 1. Onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, kunnen de in artikel 93 omschreven openbare besturen, voor de indienstneming van de in dit hoofdstuk bedoelde contractuelen, een premie ontvangen binnen de grenzen van de daartoe uitgetrokken begrotingskredieten.

De personeelsleden waarvoor de bovenvermelde openbare besturen de premie bekomen, worden « gesubsidieerde contractuelen » genoemd.

Zij worden in dienst genomen bij arbeidsovereenkomst gesloten voor een bepaalde of onbepaalde tijd.

De Koning kan, voor de openbare besturen bedoeld in artikel 93, eerste lid, een model van schriftelijke overeenkomst bepalen.

§ 2. Onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, kunnen de ministeries en andere diensten van de ministeries alsook de instellingen van openbaar nut die vallen onder de bevoegdheid van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten en die vermeld zijn in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, met uitzondering van deze die een financiële, industriële of handelsactiviteit uitoefenen, bij arbeidsovereenkomst personen in dienst nemen uitsluitend om :

a) Aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen; het betreft ofwel in de tijd beperkte acties ofwel een buitengewone toename van het werk;

b) Ambtenaren te vervangen die hun betrekking niet of slechts deeltijds bekleeden, met inbegrip van de ambtenaren die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, onverminderd de reeds voorziene mogelijkheid om een statutair personeelslid door een ander statutair personeelslid te vervangen;

c) Om bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen.

De heren De Backer en Anthuenis stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis proposent la suppression de cet article.

De heren De Backer en Anthuenis stellen eveneens een eerste en een tweede subsidiair amendement voor, luidende :

« 1. In dit artikel, het eerste lid van § 1 te vervangen als volgt :

« Onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, kunnen de in artikel 93 omschreven openbare besturen, voor de indienstneming van de in dit hoofdstuk bedoelde contractuelen, een premie ontvangen die gelijk is aan de gemiddelde kostprijs van een werkloze. »

« 2. In het derde lid van dezelfde paragraaf, de woorden « of onbepaalde » te doen vervallen. »

« 1. Remplacer le premier alinéa de cet article par ce qui suit :

« Dans les conditions fixées par le Roi, les pouvoirs publics définis à l'article 93 peuvent, pour l'engagement des contractuels visés par le présent chapitre, bénéficier d'une prime égale au coût moyen d'un chômeur. »

« 2. A l'alinéa trois du même paragraphe, supprimer les mots « ou indéterminée. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 94 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 94 sont réservés.

L'article 95 est ainsi rédigé :

Art. 95. § 1^{er}. L'Office national de l'emploi est chargé de verser la prime visée à l'article 94 en faveur des pouvoirs publics qui ont conclu une convention :

a) Avec le ministre de l'Emploi et du Travail, pour ce qui concerne les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 1;

b) Avec l'Exécutif régional compétent, pour ce qui concerne les autres pouvoirs publics visés à l'article 93.

Cette convention fixe la base de référence permettant l'attribution de la prime.

Le modèle de convention et les modalités de paiement de la prime sont établis par le Roi pour ce qui concerne les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 1 et 5, et par l'Exécutif régional pour ce qui concerne les autres pouvoirs publics visés à l'article 93.

§ 2. a) En ce qui concerne les pouvoirs publics visés à l'article 94, § 2, cette convention doit être soumise à l'accord préalable du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Cet accord porte sur le respect des dispositions de l'article 94, § 2. Au-delà d'un délai de trente jours, la convention est réputée acceptée par celui-ci. Le délai de trente jours prend cours à la date à laquelle le ministre de la Fonction publique a reçu, par lettre recommandée à la poste, le dossier de la convention. La date de la poste fait foi de l'envoi.

b) En ce qui concerne les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 1 à 3 et 5, cette convention doit, en outre, être conclue dans le respect de la procédure de négociation prévue par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

§ 3. En ce qui concerne les établissements d'enseignement visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 4, la convention doit être conclue pour l'ensemble des établissements d'enseignement avec les Exécutifs de Communauté.

La prime visée à l'article 94 est versée aux Exécutifs de Communauté.

Cette convention est conclue :

a) Dans le respect de la procédure de négociation prévue par la loi du 19 décembre 1974 visée au § 2, b);

b) Après concertation entre les Exécutifs de Communauté et les groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné et les organisations syndicales les plus représentatives du personnel de l'enseignement subventionné.

§ 4. En ce qui concerne les associations sans but lucratif visées à l'article 93, alinéa 2, a), la convention doit être conclue avec l'Exécutif régional compétent.

Art. 95. § 1. De Rijksdienst voor arbeidsvoorziening wordt belast met het storten van de in artikel 94 bedoelde premie ten gunste van de openbare besturen die een overeenkomst hebben gesloten :

a) Met de minister van Tewerkstelling en Arbeid voor wat betreft de openbare besturen bedoeld in artikel 93, eerste lid, 1;

b) Met de bevoegde Gewestexecutieve voor wat betreft de andere openbare besturen bedoeld in artikel 93.

Deze overeenkomst bepaalt de referentiebasis voor de toekenning van de premie.

Het model van de overeenkomst en de uitbetalingsmodaliteiten van de premie worden voor wat de openbare besturen betreft bedoeld bij artikel 93, eerste lid, 1 en 5 bepaald door de Koning en voor wat de andere openbare besturen betreft bedoeld bij artikel 93 bepaald door de Gewestexecutieve.

§ 2. a) Wat betreft de openbare besturen bedoeld in artikel 94, § 2, moet deze overeenkomst aan het voorafgaand akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort onderworpen worden. Dit akkoord betreft het naleven van de in artikel 94, § 2, voorziene maatregelen. Na het verstrijken van een termijn van dertig dagen wordt de overeenkomst als aangenomen beschouwd. De termijn van dertig dagen gaat in op de datum waarop de minister van Openbaar Ambt het dossier van de overeenkomst per aangetekende brief gekregen heeft. De postdatum geldt als bewijs van de verzending.

b) Voor wat betreft de openbare besturen bedoeld in artikel 93, eerste lid, 1 tot 3 en 5, moet deze overeenkomst bovendien worden gesloten met inachtnaam van de onderhandelingsprocedure bedoeld bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

§ 3. Wat betreft de onderwijsinstellingen bedoeld in artikel 93, eerste lid, 4, moet de overeenkomst gesloten worden voor het geheel van onderwijsinstellingen met de Gemeenschapsexecutieven.

De premie bedoeld in artikel 94 wordt uitbetaald aan de Gemeenschapsexecutieven.

Deze overeenkomst wordt gesloten :

a) Met inachtnaam van de onderhandelingsprocedure bedoeld bij de wet van 19 december 1974 bedoeld bij § 2, b);

b) Na overleg tussen de Gemeenschapsexecutieven en de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en de meest representatieve vakorganisaties van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs.

§ 4. Wat betreft de verenigingen zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 93, tweede lid, a), moet de overeenkomst gesloten worden met de bevoegde Gewestexecutieve.

De heren De Backer en Anthuenis stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis proposent la suppression de cet article.

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend subsidiair amendement voor :

« In dit artikel, § 2, a), te vervangen als volgt :

« Wat betreft de openbare besturen bedoeld in artikel 94, § 2, moet deze overeenkomst aan het voorafgaand akkoord van de minister voor de Begroting en van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, onderworpen worden. Dit akkoord betreft het naleven van de in artikel 94, § 2, voorziene maatregelen. »

« Remplacer le § 2, a), de cet article par ce qui suit :

« En ce qui concerne les pouvoirs publics visés à l'article 94, § 2, cette convention doit être soumise à l'accord préalable du ministre du Budget et du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Cet accord porte sur le respect des dispositions de l'article 94, § 2. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 95 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 95 sont réservés.

L'article 96 est ainsi rédigé :

Art. 96. § 1^{er}. La prime visée à l'article 94 n'est accordée que sous les conditions suivantes :

1^o Le pouvoir public applique aux membres de son personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

2^o Le pouvoir public doit avoir engagé le nombre de stagiaires imposé par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

3^o Les contractuels subventionnés exercent leurs activités dans le secteur non marchand tel qu'il est défini à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

§ 2. Le Roi détermine les modalités d'octroi de la prime et en fixe le montant en fonction de la contribution du pouvoir public à la réalisation de la politique de l'emploi.

§ 3. Le montant de la prime par contractuel subventionné est fixé sur une base annuelle. La liquidation en est opérée proportionnellement à la durée du contrat de travail, à la charge salariale et au régime de travail.

Art. 96. § 1. De premie bedoeld bij artikel 94 wordt slechts toegekend onder de volgende voorwaarden :

1^o Het openbaar bestuur moet de voordelen van de loopbaan-onderbreking ingevoerd door de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen op zijn personeel toepassen;

2^o Het openbaar bestuur moet het aantal stagiairs opgelegd bij het koninklijk besluit nr 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces in dienst hebben genomen;

3^o De gesubsidieerde contractuelen moeten werkzaamheden verrichten in de niet-commerciële sector zoals bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

§ 2. De Koning bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de premie en stelt het bedrag ervan vast in functie van de bijdrage van het openbaar bestuur tot het realiseren van het tewerkstellingsbeleid.

§ 3. Het bedrag van de premie per in dienst genomen gesubsidieerde contractueel wordt vastgesteld op jaarbasis. De uitbetaling geschiedt in verhouding tot de duur van de arbeidsovereenkomst, de loonkost en het arbeidsstelsel.

De heren De Backer en Anthuenis stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis proposent la suppression de cet article.

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend subsidiair amendement voor :

« In dit artikel, §§ 2 en 3 te doen vervallen. »

« Supprimer les §§ 2 et 3 de cet article. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 96 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 96 sont réservés.

L'article 97 est ainsi rédigé :

Art. 97. § 1^{er}. Peuvent occuper un emploi de contractuel subventionné :

1^o Les chômeurs complets qui sont indemnisés depuis au moins six mois ou les chômeurs complets indemnisés qui ont connu au moins six mois de chômage complet indemnisé au cours de l'année qui précède leur engagement;

2^o Les chômeurs complets visés par l'article 123, § 5, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, qui sont chômeurs depuis au moins six mois ou qui ont connu six mois de chômage au cours de l'année qui précède leur engagement;

3^o Les chômeurs mis au travail, les travailleurs du « Cadre spécial temporaire » et du « Troisième circuit de travail » occupés par le pouvoir public concerné;

4^o Les personnes visées à l'article 2, § 2, 5^o et 6^o, et § 3, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par l'arrêté royal n° 255 du 31 décembre 1983 et par la loi du 1^{er} août 1985.

Parmi les catégories énumérées ci-dessus, une priorité est accordée aux lauréats du Secrétariat permanent de recrutement et, subsidiairement, à tout agent relevant de ces mêmes catégories qui était dans un statut temporaire lors de l'entrée en vigueur du présent chapitre.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, la durée d'occupation en tant que chômeur occupé par les pouvoirs publics ou en tant que travailleur occupé dans le « Cadre spécial temporaire » ou dans le « Troisième circuit de travail » est considéré comme durée de chômage complet indemnisé.

§ 3. Le Roi peut restreindre le champ d'application susvisé ou l'étendre à d'autres catégories de travailleurs en fonction de l'évolution du marché de l'emploi.

Art. 97. § 1. Een betrekking van gesubsidieerde contractueel kan worden bekleed door :

1^o De werklozen die sedert ten minste zes maanden uitkeringsgerechtigd volledig werkloos zijn of de uitkeringsgerechtigd volledig werklozen die in de loop van het jaar dat hun indienstneming voorafgaat ten minste zes maanden uitkeringsgerechtigd volledig werkloos zijn geweest;

2^o De volledig werklozen bedoeld bij artikel 123, § 5, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid die sedert ten minste zes maanden werkloos zijn of die in de loop van het jaar dat hun indienstneming voorafgaat zes maanden werkloos zijn geweest;

3^o De tewerkgestelde werklozen, de werknemers van het « Bijzonder tijdelijk kader » en van het « Derde arbeidscircuit » tewerkgesteld door het betrokken openbaar bestuur;

4^o De personen bedoeld bij artikel 2, § 2, 5^o en 6^o, en § 3, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 255 van 31 december 1983 en de wet van 1 augustus 1985.

Onder de hierboven opgesomde categorieën wordt voorrang verleend aan de laureaten van het Vast Wervingssecretariaat en in ondergeschikte orde aan ieder personeelslid behorend tot dezelfde categorieën dat zich in een tijdelijk statuut bevond bij de inwerkingtreding van dit hoofdstuk.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt de tewerkstellingsduur van de door de openbare besturen tewerkgestelde werklozen of van de in het « Bijzonder tijdelijk kader » of het « Derde arbeidscircuit » tewerkgestelde werknemers beschouwd als de werkloosheidsduur van een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze.

§ 3. De Koning kan het voornoemd toepassingsgebied beperken of verruimen tot andere categorieën van werknemers in functie van de evolutie van de arbeidsmarkt.

De heren De Backer en Anthuenis stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis proposent la suppression de cet article.

Mevrouw Harnie stelt volgend amendement voor:

« Aan § 1, eerste lid, van dit artikel een 5° toe te voegen, luidende:

« 5° De niet-uitkeringsgerechtigde werklozen ingeschreven bij de RVA als werkzoekenden. »

« Compléter le § 1^{er}, premier alinéa, de cet article par la disposition suivante:

« 5° Les chômeurs non indemnisés inscrits à l'ONem comme demandeurs d'emploi. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 97 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 97 sont réservés.

Ingevolge amendementen van de heer De Backer en de heer Anthuenis die voorstellen de artikelen 98 tot en met 101 te doen vervallen, wordt de stemming over die artikelen aangehouden.

Des amendements de MM. De Backer et Anthuenis visant la suppression des articles 98 à 101 inclus, le vote sur ces articles est réservé.

Art. 98. § 1^{er}. Les contractuels subventionnés travaillent sous la responsabilité et l'autorité du pouvoir public qui les occupe et les rémunère.

Toutefois, les contractuels subventionnés occupés par les établissements d'enseignement visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 4, sont rémunérés respectivement par l'Exécutif flamand et par l'Exécutif de la Communauté française.

§ 2. Les contractuels occupés par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, reçoivent:

a) Une rémunération égale au traitement octroyé à un membre du personnel de l'Etat pour la même fonction ou pour une fonction analogue, ainsi que les augmentations barémiques qui y sont liées;

b) Une allocation de fin d'année, aux mêmes conditions que le personnel définitif des administrations de l'Etat.

Les contractuels occupés conformément aux dispositions de l'article 93, alinéa 2, a) et b), reçoivent les mêmes rémunérations, augmentations et allocations que celles octroyées pour la même fonction ou une fonction équivalente dans ces établissements, associations et sociétés.

§ 3. Dans les conditions fixées par le Roi, sont admissibles pour l'octroi des augmentations barémiques, les services effectifs que l'agent contractuel a prestés, en qualité de chômeur mis au travail, de travailleur du « Cadre spécial temporaire » et du « Troisième circuit de travail ».

§ 4. En matière de vacances annuelles, les contractuels subventionnés bénéficient du même régime que celui appliqué aux contractuels occupés par le même pouvoir public.

Art. 98. § 1. De gesubsidieerde contractuelen werken onder de verantwoordelijkheid en het gezag van het openbaar bestuur dat hen tewerkstelt en betaalt.

De gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld door de onderwijsinstellingen bedoeld in artikel 93, eerste lid, 4 worden evenwel betaald door de Vlaamse Executieve respectievelijk de Franse Gemeenschapsexecutieve.

§ 2. De contractuelen tewerkgesteld door de openbare besturen bedoeld bij artikel 93, eerste lid, ontvangen:

a) Een bezoldiging die gelijk is aan de wedde die aan een lid van het rijkspersoneel wordt toegekend voor hetzelfde ambt of

voor een overeenkomstig ambt, alsook de daaraan verbonden weddeschaalverhogingen;

b) Een eindejaarstoelage onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van de rijksbesturen.

De contractuelen tewerkgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 93, tweede lid, a) en b), ontvangen dezelfde bezoldiging, verhogingen en toelagen als deze toegekend voor hetzelfde ambt of een overeenkomstig ambt in deze instellingen, verenigingen of maatschappijen.

§ 3. Onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, worden de door de contractuele werknemer gepresteerde diensten als tewerkgestelde werkloze, werknemer in het « Bijzonder tijdelijk kader » en het « Derde arbeidscircuit » meegerekend voor het toekennen van de baremieke verhogingen.

§ 4. Wat betreft de jaarlijkse vakantie, genieten de gesubsidieerde contractuelen hetzelfde stelsel als de contractuelen die door hetzelfde openbaar bestuur worden tewerkgesteld.

— Réservé.

Aangehouden.

Art. 99. Les pouvoirs publics qui occupent des contractuels subventionnés dans les conditions du présent chapitre sont dispensés, pour ceux-ci, du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et 9°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 99. De openbare besturen die gesubsidieerde contractuelen tewerkstellen onder de voorwaarden van dit hoofdstuk, worden voor dezen vrijgesteld van de betaling van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid, bedoeld bij artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

— Réservé.

Aangehouden.

Art. 100. L'article 101, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par la loi du 27 mars 1951, les arrêtés royaux des 10 avril 1957 et 25 octobre 1960, l'arrêté royal n° 7 du 18 avril 1967, la loi du 4 juillet 1969, l'arrêté royal du 24 février 1983 et la loi du 1^{er} août 1985, est complété comme suit:

« 6° Aux contractuels subventionnés visés au Titre III — Chapitre II de la loi-programme du ... »

Art. 100. Artikel 101, derde lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951, de koninklijke besluiten van 10 april 1957 en 25 oktober 1960, het koninklijk besluit nr. 7 van 18 april 1967, de wet van 4 juli 1969, het koninklijk besluit van 24 februari 1983 en de wet van 1 augustus 1985, wordt aangevuld als volgt:

« 6° Aan de gesubsidieerde contractuelen bedoeld in Titel III — Hoofdstuk II van de programmawet van ... »

— Réservé.

Aangehouden.

Art. 101. Le Roi désigne les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance de l'exécution des dispositions du présent chapitre et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 101. De Koning wijst de ambtenaren en beambten aan belast met het toezicht op de uitvoering van de bepalingen van dit hoofdstuk en de uitvoeringsbesluiten ervan.

— Réservé.

Aangehouden.

Chapitre 3. — Modification de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes

Art. 102. A l'article 2 de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 1^{er}, 4^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o Les organismes d'intérêt public, à l'exception des institutions publiques de crédit visées par les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 2, § 3, de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. »

b) Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sans préjudice de ce qui est disposé à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 4, on entend par entreprise l'unité technique d'exploitation telle que cette notion est précisée à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, ainsi que dans les arrêtés d'exécution de cette loi, en ce comprises les associations sans but lucratif, visées par la loi du 17 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, et les associations de fait.

Pour l'application du présent arrêté, sont assimilées aux entreprises, les institutions publiques de crédit visées au § 1^{er}, 4. »

Hoofdstuk 3. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces

Art. 102. In artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, 4^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^o De instellingen van openbaar nut, met uitzondering van de openbare kredietinstellingen, bedoeld bij de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van artikel 2, § 3, van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités. »

b) § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 7, § 1, vierde lid, wordt onder onderneming verstaan de technische bedrijfsseenheid, zoals dit begrip is omschreven in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven alsmede in de uitvoeringsbesluiten van deze wet met inbegrip van de verenigingen zonder winstoogmerk zoals bepaald in de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, en de feitelijke verenigingen.

Voor de toepassing van dit besluit, worden met onderneming gelijkgesteld, de openbare kredietinstellingen bedoeld in § 1, 4^o. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 103. Dans l'article 6 du même arrêté, le § 1^{er} et le § 2, modifié par la loi du 1^{er} août 1985, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Les services publics dotés d'une personnalité juridique propre qui, soit sont soumis à un plan d'assainissement approuvé par le Roi, soit ont été reconnus par le Roi comme services connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables, ne peuvent faire appel, pour les stages organisés par le présent arrêté, qu'à des personnes qui, au moment de leur engagement, sont chômeurs complets indemnisés depuis au moins un an.

Le Roi définit, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la notion de service public connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables pour l'application du présent article. »

« § 2. L'Etat prend en charge, en tout ou en partie, l'indemnité prévue à l'article 23, à l'exclusion des indemnités de rupture de contrat, pour les stagiaires engagés, conformément aux dispositions du présent arrêté, par les services publics visés au § 1^{er}.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré au Conseil des ministres, les conditions dans lesquelles le ministre de l'Emploi et du Travail fixe, pour chaque service public visé au § 1^{er} le pourcentage de l'indemnité prévue à l'article 23 qui est pris en charge par l'Etat et le pourcentage qui est pris en charge par le service public concerné. Il détermine de la même manière les conditions dans lesquelles le ministre de l'Emploi et du Travail fixe la durée de la prise en charge par l'Etat et détermine les modalités selon lesquelles l'indemnité est payée aux stagiaires.

L'Etat et les services publics visés au § 1^{er} sont dispensés, pour ces stagiaires, du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1^o à 7^o et 9^o, et § 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

L'Office national de l'emploi paie le pourcentage de l'indemnité mis à charge de l'Etat, à l'exclusion des indemnités de rupture du contrat. Il est réputé être l'employeur de ces stagiaires pour l'exécution des obligations qui découlent de la législation relative à la sécurité sociale des travailleurs salariés, en ce compris les accidents du travail et les maladies professionnelles, ainsi que pour l'application de la législation fiscale.

Le Roi détermine la procédure selon laquelle les services publics visés au § 1^{er} doivent introduire leurs demandes d'engagement de stagiaires ainsi que la procédure d'instruction de ces demandes. »

Art. 103. In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden § 1 en § 2, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. De openbare diensten met eigen rechtspersoonlijkheid die hetzij onderworpen zijn aan een door de Koning goedgekeurd saneringsplan, hetzij door de Koning worden beschouwd als diensten die uitzonderlijk ongunstige economische omstandigheden kennen, kunnen voor de bij dit besluit ingestelde stages enkel beroep doen op de personen die bij hun indienstneming ten minste één jaar uitkeringsgerechtigde volledig werkloos zijn.

Voor de toepassing van dit artikel omschrijft de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, het begrip openbare dienst die uitzonderlijk ongunstige economische omstandigheden kent. »

« § 2. De Staat neemt de door artikel 23 voorgeschreven vergoeding, met uitsluiting van de verbrekingsvergoedingen, geheel of gedeeltelijk op zich voor de stagiairs die overeenkomstig de bepalingen van dit besluit door de in § 1 bedoelde openbare diensten worden in dienst genomen.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden volgens welke de minister van Tewerkstelling en Arbeid, voor elke in § 1 bedoelde openbare dienst, het percentage van de door artikel 23 voorgeschreven vergoeding, dat ten laste wordt genomen door de Staat en het percentage ten laste genomen door de bedoelde openbare dienst vaststelt. Hij bepaalt op dezelfde wijze de voorwaarden volgens welke de minister van Tewerkstelling en Arbeid de duur van de tenlasteneming door de Staat en de modaliteiten volgens welke de vergoedingen aan de stagiairs wordt betaald, vaststelt.

De Staat, evenals de in § 1 bedoelde openbare diensten zijn voor deze stagiairs vrijgesteld van de betaling van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid, bedoeld in artikel 38, § 3, 1^o tot 7^o en 9^o, en § 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

De Rijksdienst voor arbeidsvoorziening betaalt het percentage van de vergoeding dat ten laste valt van de Staat, met uitzondering van de verplichtingen voortvloeiend uit de wetgeving betreffende de sociale zekerheid der werknemers, daarin begrepen de arbeidsongevallen en beroepsziekten, alsmede voor de toepassing van de belastingwetgeving, wordt de Rijksdienst als werkgever van die stagiairs beschouwd.

De Koning bepaalt de procedure voor het indienen en het onderzoek van de aanvragen tot het in dienst nemen van stagiairs door de in § 1 bedoelde openbare diensten. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 104 est ainsi libellé :

Chapitre 4. — Modification de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes

Art. 104. L'article 1^{er}, alinea 1^{er}, b, de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, est complété par la disposition suivante :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre la notion d'employeur. »

Hoofdstuk 4. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale-zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren

Art. 104. Artikel 1, eerste lid, b, van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale-zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, het begrip werkgever uitbreiden. »

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend amendement voor :

« Aan het slot van de bepaling : « De Koning kan ... uitbreiden », zoals voorgesteld in dit artikel, toe te voegen de woorden :

« tot de beschutte werkplaatsen en de verenigingen zonder winstgevend doel. »

« Ajouter in fine de la disposition « Le Roi peut ... d'employeur », proposé par cet article, les mots :

« aux ateliers protégés et aux associations sans but lucratif. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, de tekst die wij voorstellen luidt : « De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit het begrip werkgever uitbreiden tot de beschutte werkplaatsen en de verenigingen zonder winstgevend doel. »

Terecht heeft de Raad van State er in zijn advies op gewezen dat een dergelijke precisering best in de wettekst zou worden opgenomen. We moeten ervan uitgaan dat de werkgever zijn intenties zo duidelijk mogelijk wil verwoorden. Dit kan het rechtsverkeer enkel ten goede komen. We zien dan ook niet in waarom men deze gulden regel hier niet zou toepassen. We

lezen immers in de memorie van toelichting dat de regering vooral denkt aan beschutte werkplaatsen en aan VZW's.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Ik begrijp de bedenking van de heer De Backer. De regering heeft het advies van de Raad van State grondig nagegaan. Het is duidelijk de bedoeling om hieronder vooral VZW's en beschutte werkplaatsen te verstaan, maar er zijn ook nog andere mogelijkheden. Ik verwijs naar de memorie van toelichting en pleit voor het behoud van de oorspronkelijke tekst. Ik vraag derhalve de verwerping van het amendement.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 104 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 104 sont réservés.

Art. 105. L'article 5, § 3, de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, inséré par la loi du 7 novembre 1987, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. A partir du mois de janvier 1989, les exonérations prévues à l'article 2 sont également applicables aux employeurs des travailleurs visés à l'article 5bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, pour autant que l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés ne soit pas organisé dans le secteur ou pour la profession. »

Art. 105. Het artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding van de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale-zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren, ingevoegd bij de wet van 7 november 1987, wordt vervangen door het volgende :

« § 3. Vanaf januari 1989 zijn de vrijstellingen voorzien in artikel 2 ook toepasselijk op de werkgevers van werknemers bedoeld in artikel 5bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, voor zover het leerlingwezen voor beroepen, uitgeoefend door werknemers in loondienst, niet georganiseerd is in de sector of voor het beroep. »

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre 5. — Modification de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction

Art. 106. L'article 2 de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction, modifié par l'arrêté royal n° 492 du 31 décembre 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Les ouvriers visés à l'article 1^{er} ont droit à quatre jours de repos en 1983 et à six jours de repos pour les années 1984 à 1990. Le Roi fixe sur avis de la commission paritaire, les dates de ces jours de repos pour les années 1987, 1988, 1989 et 1990. »

Les jours de repos visés à cet article sont, pour la sécurité sociale, assimilés à des jours de travail. »

Hoofdstuk 5. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité van het bouwbedrijf ressorteren

Art. 106. Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité van het bouwbedrijf ressorteren, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 492 van 31 december 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«De bij artikel 1 bedoelde werklieden hebben voor 1983 recht op vier rustdagen en voor de jaren 1984 tot 1990 op zes rustdagen. De Koning bepaalt, na advies van het paritair comité de data waarop deze rustdagen in 1987, 1988, 1989 en 1990 dienen genomen te worden.

De in dit artikel bedoelde rustdagen zijn voor de sociale zekerheid gelijkgesteld met arbeidsdagen.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 107. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié par la loi du 22 janvier 1985 et l'arrêté royal n° 492 du 31 décembre 1986, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 9 et 10:

«Pour l'année 1989 la cotisation est égale à 2,6 p.c. du montant porté à 108 p.c., de la totalité des rémunérations déclarées à l'Office respectivement pour le quatrième trimestre de 1988 et pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 1989 pour les ouvriers visés à l'article 1^{er}. Cette cotisation est perçue chaque trimestre, en même temps que les cotisations de sécurité sociale.

Pour l'année 1990 la cotisation est égale à 2,6 p.c. du montant porté à 108 p.c., de la totalité des rémunérations déclarées à l'Office respectivement pour le quatrième trimestre de 1989 et pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 1990 pour les ouvriers visés à l'article 1^{er}. Cette cotisation est perçue chaque trimestre, en même temps que les cotisations de sécurité sociale.»

Art. 107. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1985 en het koninklijk besluit nr. 492 van 31 december 1986, worden tussen het negende en het tiende lid de volgende leden ingevoegd:

«Voor het jaar 1989 is de bijdrage gelijk aan 2,6 pct. van het op 108 pct. gebrachte bedrag van alle lonen die bij de Rijksdienst zijn aangegeven met betrekking tot de in artikel 1 bedoelde werklieden en dit respectievelijk voor het vierde kwartaal van 1988 en voor het eerste, tweede en derde kwartaal van 1989. Deze bijdrage wordt per kwartaal, samen met de sociale-zekerheidsbijdragen, geïnd.

Voor het jaar 1990 is de bijdrage gelijk aan 2,6 pct. van het op 108 pct. gebrachte bedrag van alle lonen die bij de Rijksdienst zijn aangegeven met betrekking tot de in artikel 1 bedoelde werklieden, en dit respectievelijk voor het vierde kwartaal van 1989 en voor het eerste, tweede en derde kwartaal van 1990. Deze bijdrage wordt per kwartaal, samen met de sociale-zekerheidsbijdragen, geïnd.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 108. Dans l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 492 du 31 décembre 1986, les mots « pendant les années 1983 à 1988 » sont remplacés par les mots « pendant les années 1983 à 1990 ».

Art. 108. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 492 van 31 december 1986, worden de woorden «gedurende de jaren 1983 tot en met 1988» vervangen door de woorden «gedurende de jaren 1983 tot en met 1990.»

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 109 est ainsi libellé:

Chapitre 6. — Dispositions concernant le chômage

Section 1^{re}. — Dispositions relatives au financement de l'assurance-chômage

Sous-section 1^{re}. — Maintien de la cotisation spéciale de sécurité sociale pour l'exercice d'imposition 1989

Art. 109. § 1^{er}. Dans l'article 60 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, modifié par les lois des 31 juillet 1984 et 7 novembre 1987, les mots « 1983 à 1988 » sont remplacés par les mots « 1983 à 1989 ».

§ 2. Dans l'article 62 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2:

«En ce qui concerne toutefois l'exercice d'imposition 1989, le versement provisionnel visé à l'alinéa précédent doit être effectué au plus tard le trentième jour suivant la publication au *Moniteur belge* de la loi-programme du ...»

Dans l'alinéa 2 du même article, les mots « au 1^{er} décembre » sont remplacés par les mots « à la date prescrite ».

Dans l'alinéa 3 du même article, les mots « de l'année où la provision est due » sont remplacés par les mots « de l'année précédant l'exercice d'imposition ».

§ 3. Dans l'article 70, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois des 31 juillet 1984 et 7 novembre 1987, les mots « 1984, 1985, 1986, 1987 » sont remplacés par les mots « 1984, 1985, 1986, 1987, 1988 ».

Hoofdstuk 6. — Bepalingen betreffende de werkloosheid

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de financiering van de werkloosheidsverzekering

Onderafdeling 1. — Behoud van de bijzondere bijdrage voor sociale zekerheid voor het aanslagjaar 1989

Art. 109. § 1. In artikel 60 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, gewijzigd bij de wetten van 31 juli 1984 en 7 november 1987, worden de woorden « 1983 tot 1988 » vervangen door de woorden « 1983 tot 1989 ».

§ 2. In artikel 62 van dezelfde wet, wordt tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd:

«Wat evenwel het aanslagjaar 1989 betreft, moet de provisionele storting bedoeld in het vorige lid verricht worden uiterlijk de dertigste dag volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de programmawet van ...»

In het tweede lid van hetzelfde artikel, worden de woorden « op 1 december » vervangen door de woorden « op de voorgeschreven datum ».

In het derde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « van het jaar waarvoor de provisie is verschuldigd » vervangen door de woorden « van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar ».

§ 3. In artikel 70, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 31 juli 1984 en 7 november 1987, worden de woorden « 1984, 1985, 1986, 1987 » vervangen door de woorden « 1984, 1985, 1986, 1987, 1988 ».

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend amendement voor:

«In dit artikel een § 2bis in te voegen, luidende:

«§ 2bis. Aan artikel 68 van dezelfde wet wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

«In afwijking van het eerste lid, wordt de provisionele storting uitgevoerd binnen dertig dagen volgend op de publikatie van de programmawet van ... in het *Belgisch Staatsblad* geacht te zijn uitgevoerd tijdens het jaar 1988.»

« A cet article, insérer un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté à l'article 68 de la même loi :

« Par dérogation au premier alinéa, le versement provisionnel effectué au plus tard le trentième jour suivant la publication au Moniteur belge de la loi-programme du ... est censé avoir été effectué au cours de l'année 1988. »

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, onze verantwoording is duidelijk, ik hoef er dus niet in detail op in te gaan.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 109 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 109 sont réservés.

L'article 110 est ainsi libellé :

Sous-section 2. — Prêt du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises

Art. 110. Le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, institué auprès de l'Office national de l'emploi par l'article 9 de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, met, à partir du 1^{er} janvier 1989, à la disposition de l'Office national de l'emploi un prêt sans intérêts et à durée indéterminée d'un montant de un milliard cinq cents millions de francs destiné au paiement des allocations de chômage.

Après avis du comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, le Roi peut, pour une période déterminée par Lui, imposer à l'Office national de l'emploi le remboursement d'une partie ou de la totalité de ce prêt au Fonds précité, afin de permettre à celui-ci de faire face à des dépenses imprévues.

Onderafdeling 2. — Lening van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers

Art. 110. Het Fonds tot vergoeding van de ingeval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, opgericht bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening bij artikel 9 van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, stelt vanaf 1 januari 1989 onder de vorm van een renteloze lening voor onbepaalde duur een bedrag van één miljard vijfhonderd miljoen frank ter beschikking aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening ter betaling van de werkloosheidsuitkeringen.

De Koning kan, na advies van het beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, voor een door Hem te bepalen periode aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening de terugbetaling opleggen van het geheel of een gedeelte van die lening aan dit Fonds om het toe te laten het hoofd te bieden aan onvoorziene uitgaven.

De heren De Backer en Anthuenis stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, de tekst van het artikel is onaanvaardbaar. Het is immers de bedoeling de reserves van het Fonds tot vergoeding van de in geval van

sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers gedeeltelijk in de vorm van een renteloze lening voor onbepaalde tijd ter beschikking te stellen van de RVA tot betaling van de werkloosheidsuitkering. Er wordt aan toegevoegd dat het niet de bedoeling van de regering is deze reserves aan te spreken en bovendien kan de Koning beslissen dat de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de lening noodzakelijk is.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, vanuit « goed beheer » zou de heer De Backer dit artikel ten volle moeten steunen.

Ik heb de gelegenheid gehad om nogmaals te verklaren dat wij hier « slapende gelden » — geen slapende honden — kunnen aanspreken. Het zou iets moeilijker zijn als het ging om transfers van een sector naar een andere, of een instelling, als men nauwelijks enig verband ziet. Het gaat hier duidelijk over een anticiperen van de RVA op de uitkeringen door het Fonds voor vergoeding bij sluiting van ondernemingen op het ogenblik dat de verbrekingsvergoedingen zijn vastgelegd en er geen betwisting meer is.

Het is logisch dat de reserves worden gebruikt, weliswaar in samenhang met paragraaf 2 van dit artikel waarin rekening wordt gehouden met abnormale sluitingen. Dan moet het Fonds over voldoende geld beschikken.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 110 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 110 sont réservés.

Mevrouw Harnie stelt voor een artikel 110bis (nieuw) in te lassen, dat luidt :

« Een artikel 110bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 110bis. Artikel 143 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid wordt opgeheven. »

« Insérer un article 110bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 110bis. L'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage est abrogé. »

Mevrouw Harnie heeft het amendement verantwoord tijdens de algemene bespreking en de minister heeft daarop geantwoord.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

Mevrouw Harnie stelt voor een artikel 110ter (nieuw) in te lassen, dat luidt :

« Een artikel 110ter (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 110ter. In artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wordt een § 110ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 110ter. De afstempeling door de gemeente wordt eenmaal per maand gehouden. »

« Insérer un article 110ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 110ter. Il est inséré à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, un paragraphe 110ter, rédigé comme suit :

« § 110ter. Le contrôle des chômeurs par les communes a lieu une fois par mois. »

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

Section 2. — Octroi des allocations de chômage à titre provisoire à certains travailleurs licenciés

Art. 111. L'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité des travailleurs, est complété par un § 12, rédigé comme suit :

« § 12. Le travailleur n'a pas droit aux allocations de chômage pendant la période couverte par une indemnité ou des dommages et intérêts, à l'exception de l'indemnité pour dommage moral, auxquels il peut prétendre du chef de la rupture du contrat de travail. Toutefois, lorsqu'il n'a pas reçu l'indemnité ou les dommages et intérêts auxquels il a éventuellement droit ou lorsqu'il ne les a reçus qu'en partie, il peut, à titre provisoire, bénéficier des allocations de chômage pendant la période correspondante si, en plus des conditions ordinaires d'obtention de ces allocations, il remplit les conditions suivantes :

1° S'engager à réclamer à l'employeur, au besoin par la voie judiciaire, le paiement de l'indemnité ou des dommages et intérêts auxquels il a éventuellement droit;

2° S'engager à rembourser les allocations de chômage reçues à titre provisoire, dès l'obtention de l'indemnité ou des dommages et intérêts;

3° S'engager à informer l'Office national de l'emploi de toute reconnaissance de dette que lui fera son employeur ou de toute décision judiciaire qui sera rendue quant à l'indemnité ou aux dommages et intérêts;

4° Céder à l'Office national de l'emploi à concurrence du montant des allocations de chômage accordées à titre provisoire, l'indemnité ou les dommages et intérêts auxquels le droit lui sera reconnu.

L'article 1409 du Code judiciaire et le chapitre VI de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ne sont pas applicables à la cession visée à l'alinéa 1^{er}, 4°. La cession est opposable aux tiers par la notification qui en est faite à l'employeur par lettre recommandée à la poste.

Le travailleur doit établir auprès de l'Office national de l'emploi, dans l'année qui suit la cessation du contrat de travail, qu'une action en justice a été intentée devant la juridiction compétente aux fins d'obtention de l'indemnité ou des dommages et intérêts. A défaut de le faire, il est exclu des allocations de chômage à dater, de la fin du contrat et pour la période couverte par les délais minimums légaux de préavis qui sont d'application dans son cas.

En cas de faillite ou de liquidation de l'entreprise, les mandataires, les curateurs et les liquidateurs ont, relativement à la cession de créance visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, les mêmes obligations que les employeurs. »

Afdeling 2. — Toekenning onder voorbehoud van werkloosheidsuitkeringen aan sommige ontslagen werknemers

Art. 111. Artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt aangevuld met een § 12, luidend als volgt :

« § 12. De werknemer heeft geen recht op werkloosheidsuitkeringen gedurende de periode gedekt door een vergoeding of een schadevergoeding, met uitzondering van de vergoeding wegens morele schade, waarop hij aanspraak kan maken uit hoofde van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst. Nochtans, wanneer hij de vergoeding of schadevergoeding waarop hij eventueel recht heeft, niet of slechts gedeeltelijk ontvangen heeft, kan hij voor de overeenstemmende periode voorlopig werkloosheidsuitkeringen genieten, indien hij, naast de gewone voorwaarden voor het verkrijgen van laatstgenoemde uitkeringen, de volgende voorwaarden vervult :

1° Zich ertoe verbinden van zijn werkgever de betaling te eisen, indien nodig langs gerechtelijke weg, van de vergoeding of schadevergoeding waarop hij eventueel recht heeft;

2° Zich ertoe verbinden de voorlopig ontvangen werkloosheidsuitkeringen terug te storten van zodra hij de vergoeding of de schadevergoeding verkregen heeft;

3° Zich ertoe verbinden de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening op de hoogte te brengen van elke schuldbekentenis die zijn werkgever doet of van elke gerechtelijke beslissing die wordt genomen met betrekking tot de vergoeding of de schadevergoeding;

4° Aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, de vergoeding of de schadevergoeding waarvan het recht hem is erkend, over te dragen ten belope van het bedrag van de voorlopig toegekende werkloosheidsuitkeringen.

Artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek en hoofdstuk VI van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers zijn niet van toepassing op de overdracht bedoeld in het eerste lid, 4°. De overdracht is aan derden tegenstelbaar door de betekening ervan bij ter post aangetekend schrijven aan de werkgever.

De werknemer moet de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening binnen het jaar dat volgt op het eindigen van de arbeidsovereenkomst, het bewijs leveren dat een rechtsvordering werd ingesteld bij het bevoegde gerecht ten einde de vergoeding of de schadevergoeding te verkrijgen. Indien hij dit niet doet, wordt hij uitgesloten van het recht op werkloosheidsuitkeringen vanaf de datum van de beëindiging van de overeenkomst en voor de periode gedekt door de wettelijke minimumopzeggingstermijnen, die gelden in zijn geval.

In geval van faillissement of van vereffening van de onderneming hebben de lasthebbers, curatoren en vereffenaars, wat de overdracht van schuldvordering bedoeld bij het eerste lid, 4°, betreft, dezelfde verplichtingen als de werkgevers. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 112 est ainsi rédigé :

Section 3. — Prescription des actions relatives au paiement des allocations de chômage

Art. 112. L'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est complété par un § 13, rédigé comme suit :

« § 13. Les actions en paiement d'allocations de chômage se prescrivent par trois ans. Ce délai prend cours le premier jour du trimestre civil qui suit celui auquel les allocations se rapportent.

Le droit de l'Office national de l'emploi d'ordonner la répétition des allocations de chômage payées indûment, ainsi que les actions des organismes de paiement en répétition d'allocations de chômage payées indûment se prescrivent par trois ans. Ce délai est porté à cinq ans lorsque le paiement indu résulte de la fraude ou du dol du chômeur.

Les délais de prescription déterminés à l'alinéa 2 prennent cours le premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel le paiement a été effectué. Lorsque les allocations de chômage payées se révèlent indues à cause de l'octroi ou de la majoration d'un avantage qui ne peut être cumulé, en tout ou en partie, avec les allocations de chômage, le délai de prescription prend cours le premier jour du trimestre civil qui suit celui au cours duquel cet avantage ou cette majoration a été payé.

Sans préjudice des dispositions du Code civil, les délais de prescription peuvent être interrompus par lettre recommandée à la poste. Les actes d'interruption de la prescription restent valables même s'ils sont adressés à une institution ou administration incompétente, à condition que cette institution ou administration soit chargée de l'octroi ou du paiement des allocations de chômage. »

Afdeling 3. — Verjaring van rechtsvorderingen inzake de betaling van werkloosheidsuitkeringen

Art. 112. Artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt aangevuld met een § 13, luidend als volgt:

«§ 13. De rechtsoverdrachten tot uitbetaling van werkloosheidsuitkeringen verjaren na drie jaar. Deze termijn gaat in de eerste dag van het kalenderkwartaal dat volgt op dat waarop de uitkeringen betrekking hebben.

Het recht van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening om de terugbetaling van onverschuldigd betaalde werkloosheidsuitkeringen te bevelen, alsmede de rechtsoverdrachten van de uitbetalingsinstellingen tot terugbetaling van onverschuldigd betaalde werkloosheidsuitkeringen verjaren na drie jaar. Die termijn wordt op vijf jaar gebracht wanneer de onverschuldigde betaling het gevolg is van arglist of bedrog van de werkloze.

De verjaringstermijnen bepaald in het tweede lid gaan in de eerste dag van het kalenderkwartaal dat volgt op dat waarin de uitbetaling gedaan werd. Wanneer de uitbetaalde werkloosheidsuitkeringen onverschuldigd worden omwille van de toekenning of de vermeerdering van een voordeel dat, geheel of gedeeltelijk, niet samen kan genoten worden met de werkloosheidsuitkeringen, gaat de verjaringstermijn in de eerste dag van het kalenderkwartaal dat volgt op datgene waarin dat voordeel of die vermeerdering werd betaald.

Onverminderd de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek kunnen deze verjaringstermijnen gestuit worden door een ter post aangezekende brief. De daden die de verjaring stuiten blijven geldig ook indien ze gericht zijn aan een onbevoegde instelling of bestuur op voorwaarde dat die instelling of dat bestuur belast is met de toekenning of de betaling van werkloosheidsuitkeringen.»

De heren De Backer en Anthuenis stellen volgend amendement voor:

«Het eerste en tweede lid van § 13 van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

«§ 13. De rechtsoverdrachten tot uitbetaling van werkloosheidsuitkeringen verjaren na vijf jaar. Deze termijn gaat in de eerste dag van het kalenderkwartaal dat volgt op dat waarop de uitkeringen betrekking hebben.

Het recht van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening om de terugbetaling van onverschuldigd betaalde werkloosheidsuitkeringen te bevelen, alsmede de rechtsoverdrachten van de uitbetalingsinstellingen tot terugbetaling van onverschuldigd betaalde werkloosheidsuitkeringen verjaren na vijf jaar.

Artikel 210 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 is ter zake van toepassing.»

«Remplacer les premier et deuxième alinéas du § 13 de l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, proposé à cet article, par les dispositions suivantes:

«§ 13. Les actions en paiement d'allocations de chômage se prescrivent par cinq ans. Ce délai prend cours le premier jour du trimestre civil qui suit celui auquel les allocations se rapportent.

Le droit de l'Office national de l'emploi d'ordonner la répétition des allocations de chômage payées indûment, ainsi que les actions des organismes de paiement en répétition d'allocations de chômage payées indûment se prescrivent par cinq ans.

L'article 210 de l'arrêté royal du 20 décembre 1969 relatif à l'emploi et au chômage est d'application.»

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal de tekst, zoals wij die willen na wijziging niet voorlezen. Als verantwoording haal ik alleen het volgende aan. De administratieve praktijk toont aan dat het momenteel niet opportuun is de verjaringstermijn in deze aangelegenheid in te korten.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, wat wij voorstellen is billijk. Terloops valt het mij op dat dezelfde redenering in de fiscaliteit niet wordt gebruikt door — en het volgende is erbij bedoeld — de geestesgenoten van de heer De Backer.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 112 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 112 sont réservés.

Art. 113. La loi du 11 mars 1977 instaurant un délai de prescription pour les dettes envers les organismes de paiement des allocations de chômage est abrogée.

Art. 113. De wet van 11 maart 1977 tot invoering van een verjaringstermijn voor schulden jegens de uitbetalingsinstellingen voor werkloosheidsuitkeringen wordt opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre 7. — Réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi

Art. 114. Le présent chapitre s'applique aux employeurs du secteur privé soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Hoofdstuk 7. — Tijdelijke vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ter bevordering van de tewerkstelling

Art. 114. Dit hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers uit de privé sector op wie de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders toepasselijk is.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 115. § 1^{er}. Les cotisations patronales de sécurité sociale visées au § 2 ne sont pas dues jusqu'à concurrence du montant de ces cotisations calculées sur le revenu minimum mensuel garanti par l'article 3 de la convention collective de travail n° 43 conclue au sein du Conseil national du travail le 2 mai 1988 et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 29 juillet 1988, pour le travailleur nouvellement engagé visé aux articles 118 à 121, depuis le début de son occupation et jusqu'à la fin du huitième trimestre suivant celui pendant lequel cette occupation a commencé.

Le travailleur nouvellement engagé doit être engagé à partir du 1^{er} janvier 1989 dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée et représenter une augmentation nette de l'effectif du personnel.

§ 2. Les cotisations patronales de sécurité sociale visées au § 1^{er} sont les cotisations fixées par l'article 38, § 3, 1^o à 7^o et 9^o, et § 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

§ 3. En cas de travail à temps partiel, le revenu minimum mensuel moyen, sur lequel l'exonération des cotisations patronales de sécurité sociale visée au § 1^{er} est d'application, est calculé en proportion du revenu minimum mensuel moyen du travailleur à temps plein visé au § 1^{er}, à raison de la durée du travail dans l'entreprise.

Art. 115. § 1. De werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bedoeld in § 2 zijn niet verschuldigd tot beloop van het bedrag van die bijdragen berekend op het gemiddeld minimum maand-

inkomen gewaarborgd door artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 2 mei 1988 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 29 juli 1988, voor de nieuw in dienst genomen werknemer, bedoeld in de artikelen 118 tot 121, vanaf het begin van de tewerkstelling tot het einde van het achtste kwartaal volgend op dat waarin de tewerkstelling een aanvang heeft genomen.

De nieuw in dienst genomen werknemer moet vanaf 1 januari 1989 met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd aangenomen worden en hij moet een netto-aangroei van het personeelsbestand uitmaken.

§ 2. De werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in § 1 omvatten de bijdragen vastgesteld in artikel 38, § 3, 1^o tot 7^o en 9^o, en § 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

§ 3. In geval van deeltijdse arbeid, wordt het gemiddeld minimum maandinkomen waarop de vrijstelling van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bedoeld in § 1 van toepassing is, proportioneel berekend op het in § 1 bedoelde gemiddeld minimum maandinkomen van de voltijdse werknemer, naar rato van de arbeidsduur in de onderneming.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 116. L'augmentation de l'effectif du personnel est considérée comme augmentation nette si l'engagement visé à l'article 115 a pour conséquence:

1^o Qu'à l'issue de chacun des quatre premiers trimestres d'occupation du travailleur nouvellement engagé, le nombre de travailleurs occupés par l'employeur et la masse salariale à 100 p.c. déclarée par celui-ci à l'Office national de sécurité sociale soient supérieurs à ce qu'ils étaient à l'issue du trimestre correspondant de l'année précédente;

2^o Qu'à l'issue de chacun des quatre trimestres suivant les quatre premiers trimestres d'occupation du travailleur nouvellement engagé, le nombre de travailleurs occupés par cet employeur et la masse salariale à 100 p.c. déclarée par celui-ci à l'Office national de sécurité sociale soient à la fois supérieurs ou égaux à ce qu'ils étaient à l'issue du trimestre correspondant de l'année précédente et supérieurs à ce qu'ils étaient à l'issue du trimestre correspondant de l'année antérieure à la précédente;

3^o Qu'à l'issue du neuvième trimestre d'occupation du travailleur nouvellement engagé, le nombre de travailleurs occupés par cet employeur et la masse salariale à 100 p.c. déclarée par celui-ci à l'Office national de sécurité sociale soient au moins égaux à ce qu'ils étaient à l'issue des trimestres correspondants des deux années précédentes et supérieurs à ce qu'ils étaient à l'issue du trimestre correspondant de l'année antérieure aux deux années précédentes.

Art. 116. De aangroei van het personeelsbestand wordt beschouwd als een netto aangroei indien de in artikel 115 bedoelde indienstneming tot gevolg heeft:

1^o Dat op het einde van elk van de eerste vier kwartalen van de tewerkstelling van de nieuw in dienst genomen werknemer, het aantal door de werkgever tewerkgestelde werknemers en de loonmassa aan 100 pct. door deze bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven, hoger liggen dan die op het einde van het overeenstemmend kwartaal van het jaar voordien;

2^o Dat op het einde van elk van de vier kwartalen volgend op de eerste vier kwartalen van de tewerkstelling van de nieuw in dienst genomen werknemer, het aantal door die werkgever tewerkgestelde werknemers en de loonmassa aan 100 pct. door deze bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven, gelijk hoger zijn dan of gelijk aan die op het einde van het overeenstemmend kwartaal van het jaar voordien en hoger dan die op het einde van het overeenstemmend kwartaal van het jaar voorafgaand aan het jaar voordien;

3^o Dat op het einde van het negende kwartaal van de tewerkstelling van de nieuw in dienst genomen werknemer, het aantal

door die werkgever tewerkgestelde werknemers en de loonmassa aan 100 pct. door deze bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven minstens gelijk zijn aan deze op het einde van de overeenstemmende kwartalen van de twee vorige jaren en hoger dan die op het einde van het overeenstemmend kwartaal van het jaar dat die twee jaren voorafgaat.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 117. § 1^{er}. Lorsque l'employeur:

a) Soit n'a jamais été soumis à la loi précitée du 27 juin 1969 en raison de l'occupation de travailleurs autres que des travailleurs domestiques ou des apprentis;

b) Soit a cessé d'être soumis à la loi du 27 juin 1969 précitée en raison de l'occupation de travailleurs autres que des travailleurs domestiques, des apprentis, ou des stagiaires dans le cadre de la formation de chef d'entreprise au minimum pendant les douze mois civils consécutifs précédant la date de l'engagement, l'exigence d'augmentation nette de l'effectif visée aux articles 115 et 116 est censée être réalisée pour le premier travailleur engagé.

§ 2. L'employeur visé au § 1^{er} ne bénéficie pas des dispositions du présent chapitre si le travailleur nouvellement engagé remplace un travailleur ayant exercé des activités dans la même unité technique d'exploitation au cours des douze mois civils précédant l'engagement, sauf si le travailleur répond aux conditions de l'article 119, c.

Art. 117. § 1. Wanneer de werkgever:

a) Ofwel nooit onderworpen is geweest aan voornoemde wet van 27 juni 1969 wegens tewerkstelling van werknemers, anderen dan dienstboden of leerlingen;

b) Ofwel sedert ten minste de twaalf ononderbroken kalendermaanden die de datum van de indienstneming voorafgaan, niet meer aan de voornoemde wet van 27 juni 1969 onderworpen is, wegens de tewerkstelling van werknemers, anderen dan dienstboden, leerlingen of stagiairs in het kader van de vorming tot ondernemingshoofd, wordt de vereiste van de netto aangroei van het personeelsbestand bedoeld in de artikelen 115 en 116 geacht gerealiseerd te zijn voor de eerste werknemer die in dienst genomen wordt.

§ 2. De in § 1. bedoelde werkgever geniet niet van de bepalingen van dit hoofdstuk indien de nieuw in dienst genomen werknemer een werknemer vervangt die in de loop van de twaalf kalendermaanden voorafgaand aan de indienstneming in dezelfde technische bedrijfsseenheid werkzaam geweest is, behalve indien deze werknemer de voorwaarden van artikel 119, c, vervult.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 118. § 1^{er}. Par travailleur nouvellement engagé on entend:

1^o Un demandeur d'emploi entre 18 et 25 ans qui, pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

2^o Un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, a bénéficié sans interruption pendant les 18 mois précédant l'engagement d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

3^o Un demandeur d'emploi âgé de 40 ans au moins qui, pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage pour tous les jours de la semaine;

4^o Un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, bénéficie sans interruption depuis au moins six mois du minimum de moyens d'existence;

5^o Un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, est handicapé enregistré au Fonds national de reclassement social des handicapés;

6° Un demandeur d'emploi qui a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage selon les dispositions de l'article 171^{onies} de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage :

— Pendant les 18 mois qui précèdent l'engagement;

— Pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement, s'il est âgé de 40 ans au moins.

§ 2. Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par « interruption » pour l'application du § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 6°.

Art. 118. § 1. Onder nieuw in dienst genomen werknemer wordt verstaan :

1° Een werkzoekende tussen 18 en 25 jaar die gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week;

2° Een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming gedurende de 18 maanden voorafgaand aan de indienstneming zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week;

3° Een werkzoekende van minstens 40 jaar oud die gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheidsuitkeringen voor alle dagen van de week;

4° Een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming sinds minstens zes maanden zonder onderbreking het bestaansminimum ontvangt;

5° Een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming een bij het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen ingeschreven minder-valide is;

6° Een werkzoekende die zonder onderbreking werkloosheidsuitkeringen genoten heeft volgens de bepalingen van artikel 171^{onies} van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid :

— Gedurende de 18 maanden die aan de indienstneming voorafgaan;

— Gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan indien hij minstens 40 jaar oud is.

§ 2. De Koning bepaalt wat dient te worden verstaan onder « onderbreking » voor de toepassing van § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 6°.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 119. Lorsque l'employeur répond à l'une des deux conditions visées à l'article 117, § 1^{er}, on entend également par travailleur nouvellement engagé :

a) Un chômeur complet indemnisé;

b) Un chômeur complet inscrit comme demandeur d'emploi à l'Office national de l'emploi depuis plus d'un an et non indemnisé pendant cette période;

c) Un travailleur qui, ayant terminé un apprentissage, remplit les conditions de l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, à l'exception de l'alinéa 1^{er}, 3°;

d) Un chômeur complet inscrit à l'Office national de l'emploi comme demandeur d'emploi qui, pendant les deux années précédant l'engagement, a été assujéti pendant au moins un an au statut social des travailleurs indépendants en tant qu'indépendant au sens de l'article 3 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Art. 119. Wanneer de werkgever een van de twee voorwaarden bedoeld in artikel 117, § 1, vervult, wordt onder nieuw in dienst genomen werknemer eveneens verstaan :

a) Een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze;

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1988-1989

b) Een volledig werkloze die sedert meer dan één jaar bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening als werkzoekende is ingeschreven en die gedurende die periode niet uitkeringsgerechtigd geweest is;

c) Een werknemer die een leertijd beëindigd heeft en voldoet aan de voorwaarden van artikel 124 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, met uitzondering van het eerste lid, 3°;

d) Een bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening als werkzoekende ingeschreven volledig werkloze die, gedurende de twee jaar voor de indienstneming, gedurende minstens één jaar onderworpen is geweest aan het sociaal statuut der zelfstandigen als zelfstandige in de zin van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 120. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier les conditions auxquelles doivent répondre les travailleurs dont l'engagement permet l'octroi des avantages visés à l'article 115.

Art. 120. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden wijzigen waaraan de werknemers wier indienstneming recht geeft op de in artikel 115 bedoelde voordelen moeten voldoen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 121. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 115, §§ 1^{er} et 3, relatives à l'exigence d'augmentation nette de l'effectif du personnel, entrent également en considération les engagements en vue du remplacement de travailleurs qui ont donné volontairement leur congé, dont la pension légale a pris cours ou qui sont décédés, pour autant que ce remplacement se fasse par l'embauche d'un demandeur d'emploi visé à l'article 118 dans les trois mois du départ du travailleur à remplacer.

§ 2. Entrent également en considération pour l'application du § 1^{er}, les engagements effectués en exécution des articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, en vue de remplacer un travailleur ayant convenu avec son employeur de suspendre complètement l'exécution de son contrat de travail ou de réduire ses prestations.

Dans ce cas, la disposition de l'article 115, § 1^{er}, alinéa 2, relative à l'exigence d'engagement du travailleur dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée n'est pas d'application.

§ 3. Les dérogations visées aux §§ 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}, ne s'appliquent qu'aux trimestres d'occupation pour lesquels, à l'issue de chacun d'eux le nombre de travailleurs occupés par l'employeur et la masse salariale à 100 p.c. déclarée par celui-ci à l'Office national de sécurité sociale sont au moins égaux à ce qu'ils étaient à l'issue du trimestre précédant l'engagement.

§ 4. Le Roi peut, aux conditions qu'il détermine, étendre le bénéfice du § 1^{er} aux engagements effectués en vue du remplacement des travailleurs dont le départ est dû à d'autres causes que celles visées aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 121. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 115, §§ 1 en 3, met betrekking tot de vereiste van de netto aangroei van het personeelsbestand komen ook de indienstnemingen in aanmerking die gebeuren voor de vervanging van werknemers die vrijwillig hun ontslag hebben gegeven, wier wettelijk pensioen een aanvang heeft genomen of die overleden zijn, voor zover deze vervanging gebeurt door de indienstneming van een werkzoekende bedoeld in artikel 118 binnen de drie maanden na het vertrek van de te vervangen werknemer.

§ 2. Komen eveneens in aanmerking voor de toepassing van § 1, de indienstnemingen die plaatsvinden in uitvoering van de artikelen 100 en 102 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, met het oog op de vervanging van een werknemer die met zijn werkgever is overeengekomen de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst volledig op te schorten of zijn arbeidsprestaties te beperken.

In dit geval is de bepaling van artikel 115, § 1, tweede lid, met betrekking tot de verplichting tot indienstneming van de werknemer met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd niet van toepassing.

§ 3. De afwijkingen bedoeld onder §§ 1 en 2, eerste lid, zijn uitsluitend van toepassing voor de kwartalen van de tewerkstelling waarin op het einde van elk kwartaal het aantal door de werkgever tewerkgestelde werknemers en de loonmassa aan 100 pct. door deze bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven, ten minste gelijk zijn aan die op het einde van het kwartaal dat de indienstneming voorafgaat.

§ 4. De Koning kan, onder de door Hem bepaalde voorwaarden, het voordeel bedoeld onder § 1, uitbreiden tot de indienstnemingen die plaatsvinden met het oog op de vervanging van een werknemer wiens vertrek te wijten is aan andere oorzaken dan die bedoeld onder §§ 1 en 2.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 122. L'employeur visé à l'article 117, § 1^{er}, peut bénéficier des dispositions du présent chapitre du chef de l'engagement de deux travailleurs nouvellement engagés occupés à mi-temps. Pour l'application des articles 124 et 125, les deux travailleurs engagés à mi-temps sont considérés comme le premier travailleur engagé.

Art. 122. De in artikel 117, § 1, bedoelde werkgever kan genieten van de bepalingen van dit hoofdstuk uit hoofde van de indienstneming van twee nieuw in dienst genomen halftijdse werknemers. Voor de toepassing van de artikelen 124 en 125 worden deze twee halftijdse werknemers geacht de eerste werknemer te zijn die in dienst genomen wordt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 123. Lorsque l'occupation du travailleur nouvellement engagé cesse avant l'expiration de la période précisée à l'article 115, § 1^{er}, la réduction des cotisations patronales de sécurité sociale est maintenue jusqu'à l'expiration de cette période dans le chef du travailleur engagé en remplacement conformément, selon le cas, aux dispositions de l'un des articles 118, 119, 121 ou 122.

Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par « remplacement » pour l'application de l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'un travailleur est licencié pendant la période donnant lieu dans son chef à la réduction des cotisations patronales de sécurité sociale et a droit à une indemnité de rupture de contrat, les cotisations patronales de sécurité sociale dues sur cette indemnité ne sont pas réduites.

Art. 123. Wanneer de tewerkstelling van de nieuw in dienst genomen werknemer eindigt voor het verstrijken van de in artikel 115, § 1, vermelde periode, blijft de vermindering van de werkgeversbijdrage voor sociale zekerheid tot bij het verstrijken van die periode behouden ten aanzien van de werknemer die ter vervanging in dienst wordt genomen overeenkomstig, volgens het geval, de bepalingen van één van de artikelen 118, 119, 121 of 122.

De Koning bepaalt wat dient te worden verstaan onder « vervanging » voor de toepassing van het eerste lid.

Wanneer een werknemer ontslagen wordt in de periode die te zijnen aanzien aanleiding geeft tot de vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid en recht heeft op

een vergoeding wegens beëindiging van de overeenkomst, worden de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid op die vergoeding niet verminderd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 124. Lorsque l'employeur répond aux conditions de l'article 117, § 1^{er}, les cotisations pour les frais d'administration dont il est redevable à un secrétariat social agréé d'employeurs pour le travailleur visé à l'un des articles 118, 119, 122 ou 123, sont prises en charge par l'Office national de sécurité sociale selon des modalités fixées par arrêté ministériel, aussi longtemps qu'il bénéficie des avantages visés à l'article 115.

Art. 124. Wanneer de werkgever de voorwaarden van artikel 117, § 1, vervult, worden de bijdragen voor de administratiekosten die hij aan een erkend sociaal secretariaat voor werkgevers verschuldigd is voor de werknemer bedoeld in één van de artikelen 118, 119, 122 of 123, door de Rijksdienst voor sociale zekerheid ten laste genomen volgens de regels, vastgesteld bij ministerieel besluit zolang hij geniet van de voordelen bedoeld in artikel 115.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 125. § 1^{er}. La prise en charge des frais d'administration visée à l'article 124 est octroyée à l'employeur pour le deuxième travailleur engagé dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée conformément aux articles 118, 119 ou 123, pour autant qu'il bénéficie ou ait bénéficié pour son premier travailleur :

Soit des dispositions de l'arrêté royal n° 111 du 15 décembre 1982 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en faveur de certaines personnes physiques ou morales qui engagent un premier travailleur;

Soit de l'avantage visé à l'article 124.

§ 2. L'avantage visé au § 1^{er} est accordé à l'employeur pendant une période s'étendant entre le début de l'occupation du deuxième travailleur et la fin du huitième trimestre suivant celui pendant lequel cette occupation a commencé.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et aux conditions qu'il détermine, octroyer la prise en charge des frais d'administration visée à l'article 124 pour le troisième, le quatrième et le cinquième travailleur engagés par l'employeur.

Art. 125. § 1. De in artikel 124 bedoelde tenlasteneming van administratiekosten wordt aan de werkgever toegekend voor de tweede werknemer die met een voor onbepaalde tijd gesloten arbeidsovereenkomst overeenkomstig de artikelen 118, 119 of 123 in dienst genomen wordt, in zoverre hij voor zijn eerste werknemer geniet of genoten heeft :

Ofwel van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 111 van 15 december 1982 tot tijdelijke vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ten voordele van sommige natuurlijke personen of rechtspersonen die voor het eerst een werknemer in dienst nemen;

Ofwel van het in artikel 124 bedoelde voordeel.

§ 2. Het in § 1 bedoelde voordeel wordt aan de werkgever toegekend gedurende een periode die loopt vanaf het begin van de tewerkstelling van de tweede werknemer tot het einde van het achtste kwartaal volgend op dat tijdens hetwelk deze tewerkstelling een aanvang genomen heeft.

§ 3. Bij in Ministerraad overlegd besluit en onder de voorwaarden die Hij vaststelt, kan de Koning de tenlasteneming van de in artikel 124 bedoelde administratiekosten toekennen voor de derde, de vierde en de vijfde werknemer in dienst genomen door de werkgever.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 126. § 1^{er}. Sont exclus de l'application du présent chapitre, les employeurs qui, à l'expiration du trimestre pour lequel ils en invoquent l'application, sont débiteurs envers l'Office national de sécurité sociale. Cependant, s'il s'agit d'employeurs qui ont obtenu pour l'apurement de leur dette des délais de paiement qu'ils ont respectés strictement, des dérogations peuvent être accordées par le comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale.

§ 2. Sont également exclus du bénéfice du présent chapitre, les employeurs qui ne satisfont pas aux obligations prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, même si c'est en application de l'article 9 de cet arrêté.

Art. 126. § 1. Van de toepassing van dit hoofdstuk zijn uitgesloten de werkgevers die bij het verstrijken van het kwartaal waarvoor zij de toepassing ervan invoeren, schuldenaar zijn van de Rijksdienst voor sociale zekerheid. Indien de betrokken werkgevers voor de aanzuivering van hun schuld evenwel uitstel van betaling hebben gekregen en de termijnen strikt hebben nageleefd, kunnen door het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid afwijkingen toegekend worden.

§ 2. Worden ook uitgesloten van het voordeel van dit hoofdstuk, de werkgevers die de bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van de jongeren in het arbeidsproces, vastgestelde verplichtingen niet nakomen, zelfs indien dit gebeurt met toepassing van artikel 9 van dit besluit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 127. Pour bénéficier des avantages prévus par le présent chapitre, l'employeur doit préciser, dans la déclaration trimestrielle à l'Office national de sécurité sociale, l'identité exacte du travailleur pour lequel il réduit les cotisations patronales et prouver que ce travailleur remplit les conditions requises pour l'application des dispositions du présent chapitre.

Art. 127. Om het voordeel van dit hoofdstuk te genieten, moet de werkgever in zijn driemaandelijkse aangifte aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid, de juiste identiteit vermelden van de werknemer voor wie hij de werkgeversbijdragen vermindert en bewijzen dat de werknemer de noodzakelijke voorwaarden vervult voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 128. § 1^{er}. Les employeurs qui bénéficient des dispositions du présent chapitre pour les travailleurs visés à l'un des articles 118, 119, 121, 122 ou 123 ne peuvent bénéficier pour ce même travailleur :

a) Des dispositions de l'article 35 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

b) Des dispositions arrêtées en vertu des articles 1^{er}, d, et 11, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

c) Des dispositions de l'arrêté royal du 21 janvier 1987 portant de nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, et de la section 5 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, insérée par l'arrêté royal n° 493 du 31 décembre 1986 relatif à la promotion de l'emploi dans le secteur social;

d) Des dispositions de l'arrêté royal n° 111 du 15 décembre 1982 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en faveur de certaines personnes physiques ou morales qui engagent un premier travailleur;

e) Des dispositions de l'arrêté royal n° 498 du 31 décembre 1986 portant réduction temporaire des cotisations patronales

de sécurité sociale en vue de favoriser l'engagement de jeunes demandeurs d'emploi et de chômeurs de longue durée;

f) Des dispositions de l'arrêté royal n° 483 du 22 décembre 1986 portant réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour l'engagement de travailleurs domestiques;

g) Des dispositions de l'arrêté royal n° 494 du 31 décembre 1986 portant prise en charge temporaire par l'Office national de sécurité sociale des cotisations pour frais d'administration dont certains employeurs sont redevables en raison de l'occupation d'un deuxième travailleur.

§ 2. Les avantages du présent chapitre ne sont pas d'application aux stagiaires engagés en vertu de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Art. 128. § 1. De werkgevers die het voordeel van de bepalingen van dit hoofdstuk genieten voor de in één van de artikelen 118, 119, 121, 122 of 123 bedoelde werknemers, kunnen voor diezelfde werknemer niet het voordeel genieten :

a) Van de bepalingen van artikel 35 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

b) Van de bepalingen vastgesteld krachtens de artikelen 1, d, en 11, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

c) Van de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 januari 1987 houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non profitsector, en van afdeling 5 van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 493 van 31 december 1986 betreffende de bevordering van de werkgelegenheid in de sociale sector;

d) Van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 111 van 15 december 1982 tot tijdelijke vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ten voordele van sommige natuurlijke of rechtspersonen die voor het eerst een werknemer in dienst nemen;

e) Van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 498 van 31 december 1986 houdende tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever, ter bevordering van de indienstneming van jonge werkzoekenden en van langdurig werklozen;

f) Van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 483 van 22 december 1986 tot vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgevers bij de indienstneming van dienstboden;

g) Van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 494 van 31 december 1986 houdende tijdelijke tenlasteneming door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de bijdragen voor de administratiekosten verschuldigd door sommige werkgevers met betrekking tot de tewerkstelling van een tweede werknemer.

§ 2. De voordelen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de stagiairs aangenomen krachtens het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van de jongeren in het arbeidsproces.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 129. Les articles 115 et 116 ne s'appliquent pas aux augmentations du nombre de travailleurs qui résultent de la fusion, de la scission, de la transformation ou de l'absorption d'entreprises.

Art. 129. De artikelen 115 en 116 zijn niet van toepassing op de toename van het aantal werknemers die voortvloeit uit fusie, splitsing, omzetting of opslorping van ondernemingen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 130. Dans l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal n° 111 du 15 décembre 1982 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en faveur de certaines personnes physiques ou morales qui engagent un premier travailleur, les mots « et antérieurement au 1^{er} janvier 1989 » sont insérés entre les mots « postérieurement au 31 décembre 1982 » et les mots « procèdent à l'engagement à temps plein ou à temps partiel ».

Art. 130. In artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit nr. 111 van 15 december 1982 tot tijdelijke vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ten voordele van sommige natuurlijke of rechtspersonen die voor het eerst een werknemer in dienst nemen, worden tussen de woorden « na 31 december 1982 » en « overgaan tot de voltijdse of deeltijdse indienstneming » de woorden « en vóór 1 januari 1989 » ingevoegd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 131. L'article 4 de l'arrêté royal n° 494 du 31 décembre 1986 portant prise en charge temporaire par l'Office national de sécurité sociale des cotisations pour frais d'administration dont certains employeurs sont redevables en raison de l'occupation d'un deuxième travailleur est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987 et est applicable aux engagements effectués jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard. »

Art. 131. Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 494 van 31 december 1986 houdende tijdelijke tenlasteneming door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de bijdragen voor de administratiekosten verschuldigd door sommige werkgevers met betrekking tot de tewerkstelling van een tweede werknemer wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987 en is van toepassing op de indienstnemingen verricht tot uiterlijk 31 december 1988. »

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre 8. — Dispositions concernant l'accord interprofessionnel

Section 1^{re}. — Modifications à la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés

Art. 132. L'article 35, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs est remplacé par les dispositions suivantes:

« § 1^{er}. Les employeurs visés au § 2, occupant des travailleurs manuels et qui sont assujettis à l'ensemble des régimes de pension et de survie pour travailleurs salariés, de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (secteur des soins de santé), des allocations familiales pour travailleurs salariés, des maladies professionnelles et des accidents de travail, bénéficient du 1^{er} janvier 1989 au 31 décembre 1990, pour chacun de ces travailleurs manuels, d'une réduction des cotisations, relatives à l'ensemble des régimes susmentionnés, de 4 250 francs par trimestre, pour autant que ces travailleurs manuels travaillent, par trimestre, au moins 51 p.c. du nombre d'heures de travail ou de journées de travail prévues dans la convention collective de travail qui leur est applicable.

Entrent également en ligne de compte pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les travailleurs manuels qui, en application de la section 5 — Interruption de la carrière professionnelle — du chapitre 4 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, réduisent leurs prestations à temps plein ou à temps partiel et ont droit à une allocation d'interruption.

Pour les employeurs qui tombent dans le champ d'application de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, la réduction visée à l'alinéa premier est ramenée à 1 250 francs, sauf si ces employeurs:

1^o Soit, étaient liés par une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire ou d'une entreprise ou un groupe d'entreprises par application des articles 6, 7 ou 8bis de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 précité;

2^o Soit, étaient liés par une convention collective de travail, conclue en application de l'article 5 de l'arrêté royal n° 492 du 31 décembre 1986 contenant des dispositions en faveur de l'emploi;

3^o Soit, ont obtenu pour leur entreprise la reconnaissance d'entreprise connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables pour 1987 et/ou 1988, en application de l'article 10, 2^o, de l'arrêté royal n° 492 précité;

4^o Soit, sont liés pour les années 1989 et 1990 par une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire, ou d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises et déposée au greffe du service des relations collectives de travail du ministère de l'Emploi et du Travail au plus tard le 1^{er} avril 1989.

Cette convention collective de travail doit prévoir un effort équivalent, comme prévu à l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 précité. Le ministre de l'Emploi et du Travail examine si cette obligation est remplie.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres modifier le montant et les conditions d'application de la réduction visée au présent paragraphe.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er} et pour autant que les dispositions du présent paragraphe ne soient pas modifiées, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pour ce qui concerne la période à partir du 1^{er} janvier 1991, ces dispositions maintiennent leurs effets après le 31 décembre 1990.

Hoofdstuk 8. — Bepalingen betreffende het interprofessioneel akkoord

Afdeling 1. — Wijzigingen aan de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers

Art. 132. Artikel 35, § 1, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt vervangen door de volgende bepalingen:

« § 1. De werkgevers, bedoeld bij § 2, die handarbeiders tewerkstellen en die zijn onderworpen aan het geheel der regelingen van rust- en overlevingspensioen voor werknemers, van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit (sector van de geneeskundige verzorging), van de kinderopvang voor werknemers, van de beroepsziekten en van de arbeidsongevallen genieten vanaf 1 januari 1989 tot 31 december 1990 een vermindering van de bijdragen, betreffende het geheel van de bovenvermelde regelingen voor elk van die handarbeiders, ten belope van 4 250 frank per kwartaal, voor zover deze handarbeiders per kwartaal minstens 51 pct. van het aantal arbeidsuren of arbeidsdagen presteren, voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst die op hen van toepassing is.

Voor de toepassing van het eerste lid komen ook in aanmerking de handarbeiders die, in toepassing van afdeling 5 — Onderbreking van de beroepsloopbaan — van hoofdstuk 4 van de Herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, hun prestaties in een voltijdse of deeltijdse arbeidsregeling verminderen en recht hebben op een onderbrekingsuitkering.

Voor de werkgevers die onder het toepassingsgebied vallen van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, wordt het bedrag bedoeld in het eerste lid verminderd tot 1 250 frank, tenzij deze werkgevers:

1° Ofwel gebonden waren door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan, of in een onderneming of een groep van ondernemingen met toepassing van de artikelen 6, 7 of 8bis van het voornoemde koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982;

2° Ofwel gebonden waren door een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten met toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 492 van 31 december 1986 houdende bepalingen ter bevordering van de tewerkstelling;

3° Ofwel voor hun onderneming de erkenning bekomen hebben van onderneming verkerend in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden voor 1987 en/of 1988, in toepassing van artikel 10, 2°, van voornoemd koninklijk besluit nr. 492;

4° Ofwel voor de jaren 1989 en 1990 gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan of in een onderneming of groep van ondernemingen en neergelegd bij de griffie van de dienst der collectieve arbeidsbetrekkingen van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid tegen uiterlijk 1 april 1989.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet voorzien in een gelijkwaardige inspanning zoals bepaald in het voornoemd koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982. De minister van Tewerkstelling en Arbeid onderzoekt of aan deze verplichting is voldaan.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag en de toepassingsvoorwaarden van de bij deze paragraaf bedoelde vermindering wijzigen.

In afwijking op de bepalingen van het eerste lid en voor zover de bepalingen van deze paragraaf bij een in Ministerraad overlegd besluit niet zijn gewijzigd met betrekking tot de periode vanaf 1 januari 1991, behouden deze bepalingen hun uitwerking na 31 december 1990.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 133. L'article 35, § 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«§ 3. Pour l'application de la réduction fixée au § 1^{er}, les employeurs doivent, selon une manière à déterminer par le Roi, fournir la preuve qu'ils remplissent les conditions requises.»

Art. 133. Artikel 35, § 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

«§ 3. Voor de toepassing van de bij § 1 vastgestelde vermindering moeten de werkgevers op de door de Koning te bepalen wijze het bewijs leveren dat zij aan de gestelde voorwaarden voldoen.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 134. L'article 35, de la même loi est complété par le paragraphe suivant:

«§ 5. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut, dans les conditions fixées par Lui, étendre l'application des réductions visées au § 1^{er} à d'autres catégories d'employeurs.»

Art. 134. Artikel 35, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende paragraaf:

«§ 5. Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, de toepassing van de bij § 1 bedoelde verminderingen uitbreiden tot andere categorieën van werkgevers.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 135. Dans l'article 37 de la même loi, le mot «pourcentage» est remplacé par le mot «montant».

Art. 135. In artikel 37 van dezelfde wet wordt het woord «percentage» vervangen door het woord «bedrag».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 136. Dans l'article 38, § 3, 3° de la même loi, les mots «1,23 p.c.» sont remplacés par les mots «1,33 p.c.».

Art. 136. In artikel 38, § 3, 3° van dezelfde wet worden de woorden «1,23 pct.» vervangen door de woorden «1,33 pct.».

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi

Art. 137. § 1^{er}. Cette section est applicable aux employeurs auxquels s'applique la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que les arrêtés-lois du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, soustraire certaines catégories d'employeurs du champ d'application de cette section.

§ 2. Les employeurs visés au paragraphe précédent doivent, pour les années 1989 et 1990, payer une cotisation de 0,18 p.c. calculée sur la base du salaire global du travailleur, comme prévu par l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

§ 3. Les institutions de perception de sécurité sociale sont, chacune en ce qui la concerne, chargées de la perception et du recouvrement de la cotisation visée au § 2 ainsi que du versement de celle-ci sur un compte spécial du Fonds pour l'emploi institué au ministère de l'Emploi et du Travail en exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi. Cette cotisation est assimilée aux cotisations de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et les dispositions pénales, le contrôle, la détermination du juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'action en justice, le privilège et la communication du montant de la créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

Afdeling 2. — Instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds

Art. 137. § 1. Deze afdeling is van toepassing op de werkgevers op wie de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en de besluitwetten van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden en 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de zeelieden der koopvaardij toepasselijk zijn.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, bepaalde categorieën van werkgevers uit het toepassingsgebied van deze sectie onttrekken.

§ 2. De werkgevers bedoeld in vorige paragraaf zijn voor de jaren 1989 en 1990 een bijdrage verschuldigd van 0,18 pct., berekend op grond van het volledige loon van de werknemer, zoals bedoeld bij artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

§ 3. De inningsinstellingen voor sociale zekerheid zijn, ieder wat hen betreft, belast met de inning en de invordering van de

in § 2 bedoelde bijdrage, alsook met de overdracht daarvan op een speciale rekening van het Tewerkstellingsfonds, opgericht bij het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid in uitvoering van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling. Deze bijdrage wordt gelijkgesteld met een sociale zekerheidsbijdrage, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de termijnen inzake betaling, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht, de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de instelling belast met de inning en de invordering van de bijdragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 138. Le produit de la cotisation visée à l'article 137 est affecté à la promotion d'initiatives pour l'emploi en faveur de groupes à risque parmi les demandeurs d'emploi, sous les conditions fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Par groupe à risque on entend les jeunes à scolarité obligatoire partielle, les chômeurs à qualification réduite et les chômeurs de longue durée. Le Roi peut préciser ces catégories et les étendre à d'autres groupes à risque.

Art. 138. De opbrengst van de bijdrage, bedoeld in artikel 137 wordt aangewend ter bevordering van initiatieven tot tewerkstelling van risicogroepen onder de werkzoekenden, onder de voorwaarden door de Koning bepaald bij in Minister-raad overlegd besluit.

Onder deze risicogroepen wordt verstaan deeltijds leerplichtigen, laaggeschoolde en langdurig werklozen. De Koning kan deze categorieën nader omschrijven en tot andere risicogroepen uitbreiden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 139. § 1^{er}. Sont dispensés de la cotisation prévue à l'article 137, les employeurs qui, suite à une convention collective de travail nouvelle ou prorogée, conclue au sein d'un organe paritaire, d'une entreprise ou un groupe d'entreprises ou suite à un accord collectif, ont pris pour 1989 et 1990 des initiatives équivalentes de promotion de l'emploi en faveur des groupes visés à l'article 138.

Le ministre de l'Emploi et du Travail examine si cette convention collective de travail ou cet accord collectif peuvent être agréés pour la dispense de cotisation en tenant compte des modalités de dispense définies par le Roi.

§ 2. La convention collective de travail visée au § 1^{er}, doit être conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

La convention collective de travail ou l'accord collectif doit être déposés au plus tard le 1^{er} avril de l'année à laquelle cette convention collective de travail ou cet accord collectif se rapportent.

Art. 139. § 1. Van de bijdrage bedoeld bij artikel 137 zijn vrijgesteld, de werkgevers die ingevolge een nieuwe of voortgezette collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan of gesloten voor een onderneming of een groep van ondernemingen of een collectief akkoord, voor 1989 en 1990 gelijkwaardige initiatieven genomen hebben tot bevordering van de tewerkstelling van de in artikel 138 bedoelde groepen.

De minister van Tewerkstelling en Arbeid onderzoekt of deze collectieve arbeidsovereenkomst of dit collectief akkoord voor vrijstelling in aanmerking komen, rekening houdend met de modaliteiten van vrijstelling die door de Koning worden bepaald.

§ 2. De collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in § 1 moet overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités gesloten worden.

De collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord moeten neergelegd worden tegen uiterlijk 1 april van het jaar waarop deze collectieve arbeidsovereenkomst of het collectief akkoord betrekking heeft.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 3. — Versements au Fonds pour l'emploi à défaut d'accords pour la promotion de l'emploi durant la période de 1983-1988

Art. 140. § 1^{er}. Les employeurs visés à l'article 4 de l'arrêté royal n° 492 du 31 décembre 1986 contenant des dispositions sociales en faveur de l'emploi, qui, pour les années 1987 et 1988 n'étaient liés, ni par une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal, ni à défaut d'une telle convention, par une convention conclue au sein d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, comme prévu à l'article 5 de l'arrêté royal n° 492 précité, sont tenus d'effectuer pour les années 1989 et 1990 le versement à un compte spécial du Fonds pour l'emploi, d'une somme correspondant à 2,4 p.c. de la masse salariale, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale, déclarée à l'Office national de sécurité sociale respectivement pour 1988 et 1989.

§ 2. Les employeurs visés à l'article 6 de l'arrêté royal n° 492 précité qui pour les années 1987 et 1988 n'étaient liés, ni par une convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal, ni, à défaut d'une telle convention, par une convention conclue au sein d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, comme prévu à l'article 7 du même arrêté royal n° 492, sont tenus d'effectuer, pour les années 1989 et 1990, le versement à un compte spécial du Fonds pour l'emploi d'une somme correspondant à 1,8 p.c. de la masse salariale, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale, déclarée à l'Office national de sécurité sociale respectivement pour 1988 et 1989.

§ 3. Le pourcentage prévu aux §§ 1^{er} et 2 peut être modifié par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 4. Les versements visés aux §§ 1^{er} et 2 devront s'effectuer endéans les mêmes délais que ceux prévus pour le paiement des cotisations de sécurité sociale pour respectivement le quatrième trimestre 1989 et le quatrième trimestre 1990.

§ 5. Les versements visés aux §§ 1^{er} et 2 sont assimilés aux cotisations de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et les dispositions pénales, le contrôle, la détermination du juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'action en justice, le privilège et la communication du montant de la créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

Afdeling 3. — Stortingen aan het Tewerkstellingsfonds bij ontstentenis van akkoorden ter bevordering van de werkgelegenheid in de periode 1983-1988

Art. 140. § 1. De werkgevers bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 492 van 31 december 1986 houdende sociale bepalingen ter bevordering van de tewerkstelling, die voor de jaren 1987 en 1988, noch gebonden waren door een door de Koning algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst, noch, bij ontstentenis van zo een overeenkomst, door een overeenkomst gesloten in de schoot van een onderneming of een groep van ondernemingen, zoals voorzien in artikel 5 van voornoemd koninklijk besluit nr. 492, moeten in 1989 en 1990 op een bijzondere rekening van het Tewerkstellingsfonds een som storten die overeenstemt met 2,4 pct. van de

aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven loonsom verhoogd met de werkgeversbijdrage van sociale zekerheid voor respectievelijk 1988 en 1989.

§ 2. De werkgevers bedoeld in artikel 6 van het voornoemd koninklijk besluit nr. 492 die voor de jaren 1987 en 1988, noch gebonden waren door een door de Koning algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst en bij gebrek van dergelijke overeenkomst, noch door een overeenkomst gesloten op het niveau van een onderneming of van een groep van ondernemingen, zoals voorzien in artikel 7 van voornoemd koninklijk besluit nr. 492, moeten in 1989 en 1990 op een bijzondere rekening van het Tewerkstellingsfonds een som storten die overeenstemt met 1,8 pct. van de aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven loonsom verhoogd met de werkgeversbijdrage van sociale zekerheid voor respectievelijk 1988 en 1989.

§ 3. Het percentage bedoeld in de §§ 1 en 2 kan door de Koning worden gewijzigd bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 4. De in de §§ 1 en 2 bedoelde stortingen moeten geschieden binnen dezelfde termijnen als de betaling van de sociale zekerheidsbijdragen voor respectievelijk het vierde kwartaal 1989 en het vierde kwartaal 1990.

§ 5. De in §§ 1 en 2 bedoelde stortingen worden gelijkgesteld met sociale zekerheidsbijdragen, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de aanwijzing van de bevoegde rechter in geval van berusting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de instelling belast met de inning en de invordering van de bijdragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 141. § 1^{er}. Sont dispensés des versements prévus à l'article 140:

— Les employeurs dont l'entreprise peut être considérée comme étant en difficulté ou connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables au sens de l'article 11;

— Les employeurs ayant occupé du personnel pour la première fois au cours du quatrième trimestre 1987;

— Les employeurs visés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction.

§ 2. Sont dispensés du versement prévu à l'article 140, § 1^{er}:

— Les employeurs des entreprises liés par une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire ou au sein d'une entreprise et déposée au greffe du service des relations collectives de travail du ministère de l'Emploi et du Travail au plus tard le 1^{er} avril 1989.

Cette convention collective de travail, conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, doit prévoir un effort équivalent à celui prévu par l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982.

Le ministre de l'Emploi et du Travail examine si cette obligation est respectée.

§ 3. Sont dispensés du versement prévu à l'article 140, § 2:

— Les employeurs des entreprises liés par une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire ou au sein d'une entreprise et déposée au greffe du service des relations collectives de travail du ministère de l'Emploi et du Travail au plus tard le 1^{er} avril 1989.

Cette convention collective de travail doit prévoir un effort équivalent à celui prévu à la section 3 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions

sociales. Le ministre de l'Emploi et du Travail examine si cette obligation est respectée;

— Les employeurs occupant moins de 10 travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale pour le quatrième trimestre de l'année 1984;

— Les employeurs répondant aux critères prévus à l'article 52, 1^o, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 et pour autant qu'ils aient maintenu en 1987 et 1988, au moins le nombre de travailleurs prévus par cet article.

Art. 141. § 1. Van de in artikel 140 bedoelde stortingen worden vrijgesteld:

— De werkgevers wiens onderneming kan worden beschouwd als een onderneming in moeilijkheden of die in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeert in de zin van artikel 11;

— De werkgevers die voor het eerst personeel tewerkstellen sinds het vierde kwartaal 1987;

— De werkgevers bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité van het bouwbedrijf ressorteren.

§ 2. Van de in artikel 140, § 1, bedoelde storting worden vrijgesteld:

— De werkgevers van de ondernemingen gebonden door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan of in een onderneming en neergelegd bij de griffie van de dienst der collectieve arbeidsbetrekkingen van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid tegen uiterlijk 1 april 1989.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, moet voorzien in een gelijkwaardige inspanning als voorzien in het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982.

De minister van Tewerkstelling en Arbeid onderzoekt of aan deze verplichting is voldaan.

§ 3. Van de in artikel 140, § 2, bedoelde storting worden vrijgesteld:

— De werkgevers van de ondernemingen gebonden door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan of in een onderneming en neergelegd bij de griffie van de dienst der collectieve arbeidsbetrekkingen van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid tegen uiterlijk 1 april 1989.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet voorzien in een gelijkwaardige inspanning als voorzien in hoofdstuk IV, afdeling 3 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen. De minister van Tewerkstelling en Arbeid onderzoekt of aan deze verplichting is voldaan;

— De werkgevers die minder dan 10 werknemers tewerkstellen aangegeven aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid voor het vierde kwartaal van het jaar 1984;

— De werkgevers die beantwoorden aan de criteria voorzien in artikel 52, 1^o, van de herstellwet van 22 januari 1985 en voor zover zij voor de jaren 1987 en 1988 tenminste hetzelfde aantal werknemers bedoeld in dit artikel, hebben tewerkgesteld.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 142. Pour l'application de la présente section on entend par entreprises en difficulté ou connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables: celles qui, à leur demande, seront reconnues comme telles par le ministre de l'Emploi et du Travail.

Le Roi définit la notion d'entreprises en difficulté ou connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables.

Art. 142. Voor de toepassing van deze sectie wordt onder onderneming in moeilijkheden of die in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeert, verstaan: degene

die op hun verzoek door de minister van Tewerkstelling en Arbeid als dusdanig worden erkend.

De Koning bepaalt het begrip onderneming in moeilijkheden of die in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeert.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 143. L'Office national de sécurité sociale est chargé, selon les modalités fixées par le Roi, de la perception et du recouvrement des cotisations dues par l'employeur, ainsi que du transfert de celles-ci à un compte spécial du Fonds pour l'emploi.

Le Roi fixe les modalités de liquidation des dépenses du Fonds.

Art. 143. De Rijksdienst voor sociale zekerheid wordt, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten, belast met de inning en de invordering van de door de werkgever verschuldigde bijdragen, alsook met de overdracht daarvan op een speciale rekening van het Tewerkstellingsfonds.

De Koning bepaalt de wijze van vereffening van de uitgaven van het Fonds.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre 9. — Entrée en vigueur

Art. 144. Les dispositions du présent titre entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1989, à l'exception de l'article 109, qui produit ses effets le 15 novembre 1988.

Hoofdstuk 9. — Inwerkingtreding

Art. 144. De bepalingen van deze titel treden in werking op 1 januari 1989, met uitzondering van artikel 109, dat uitwerking heeft met ingang van 15 november 1988.

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE IV. — Pensions

Chapitre 1. — Préension de retraite pour travailleurs salariés

Art. 145. A l'article 5bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal n° 95 du 28 septembre 1982 et par l'arrêté royal n° 514 du 31 mars 1987, les mots «31 décembre 1988» sont remplacés par les mots «31 décembre 1989».

TITEL IV. — Pensioenen

Hoofdstuk 1. — Brugrustpensioen voor werknemers

Art. 145. In artikel 5bis, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 95 van 28 september 1982 en het koninklijk besluit nr. 514 van 31 maart 1987 worden de woorden «31 december 1988» vervangen door de woorden «31 december 1989».

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre 2. — Mesures relatives à l'équilibre financier de la sécurité sociale

Section 1^{re}. — Subvention de l'Etat au régime de pension des travailleurs salariés

Art. 146. A l'article 10 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par les lois des 1^{er} août 1985 et 23 décembre 1985 et l'arrêté royal n° 479 du 5 décembre 1986, les années «1985, 1986 et 1987» sont remplacées par «1985, 1986, 1987, 1988 et 1989» et les dates «31 décembre 1985, 31 décembre 1986, 31 décembre 1987» par «31 décembre 1985, 31 décembre 1986, 31 décembre 1987, 31 décembre 1988 et 31 décembre 1989».

Hoofdstuk 2. — Maatregelen met betrekking tot het financieel evenwicht van de sociale zekerheid

Afdeling 1. — Rijkstoelage aan de pensioenregeling voor werknemers

Art. 146. In artikel 10 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985 en 23 december 1985 en het koninklijk besluit nr. 479 van 5 december 1986 worden de jaren «1985, 1986 en 1987» vervangen door «1985, 1986, 1987, 1988 en 1989» en de data «31 december 1985, 31 december 1986 en 31 december 1987» door «31 december 1985, 31 december 1986, 31 december 1987, 31 december 1988 en 31 december 1989».

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 148 est ainsi libellé:

Section 3. — Modifications à la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré

Art. 148. A l'article 2, alinéa 2, de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, modifié par l'arrêté royal n° 415 du 16 juillet 1986, la dernière phrase est supprimée.

Afdeling 3. — Wijzigingen aan de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood

Art. 148. In artikel 2, tweede lid, van de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels, ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 415 van 16 juli 1986, wordt de laatste zin geschrapt.

De heren De Backer en Anthuenis stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, wij vragen de schrapping van de artikelen 148 tot en met 151, omdat de

afschaffing van het reservefonds voor pensioenen van de verzekeringsinstellingen en de verplichte storting van de bestaande reserves aan de Rijksdienst voor pensioenen onaanvaardbaar is. Eigenlijk is het een regelrechte diefstal ten koste van de verzekeringsmaatschappijen. De door deze verzekeringsinstellingen zorgvuldig opgebouwde reserves worden overgemaakt aan de Rijksdienst voor pensioenen om de uitbetaling van de pensioenen in 1989 te garanderen.

Een dergelijke financieringswijze bedreigt niet alleen de financiële toekomst van de verzekeringsinstellingen, maar illustreert nogmaals duidelijk de manier waarop deze regering werkt. Zij doet nieuwe uitgaven zonder dat er een gestructureerde financiering tegenover staat. Een dergelijk beleid kan niet anders dan uitmonden in een aanzienlijke toename van het overheidstekort of van de directe of indirecte belastingdruk.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, ik denk dat de benadering van de heer De Backer overtrokken is. Het gaat over een twintigtal instellingen die ingevolge deze maatregel zeker niet het einde nabij zullen zijn. Het is een optimaliseren precies van deze middelen. Het is voor de begroting en voor de gezondmaking van de openbare financiën een goede zaak want de artikelen 148, 149 en 150 behelzen een gezondmaking a rato van 1 miljard.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 148 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 148 sont réservés.

Ingevolge amendementen van de heer De Backer en de heer Anthuenis die voorstellen de artikelen 149 tot en met 151 te doen vervallen, wordt de stemming over die artikelen aangehouden.

Des amendements de MM. De Backer et Anthuenis visant la suppression des articles 149 à 151 inclus, le vote sur ces articles est réservé.

Art. 149. A l'article 8 de la même loi modifié par la loi du 10 février 1981 et par l'arrêté royal n° 415 du 16 juillet 1986, les mots « augmentées de la part correspondante du fonds de réserve » sont supprimés aux § 2 et § 3.

Art. 149. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981 en het koninklijk besluit nr. 415 van 16 juli 1986, worden de woorden in § 2 « vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds » en in § 3 « verhoogd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds » geschrapt.

— Réservé.

Aangehouden.

Art. 150. La subvention de l'Etat prévue à l'article 26 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et destinée au régime de pension des travailleurs salariés est, pour 1988, diminuée du montant global des fonds de réserve tels qu'ils auraient été constitués au 31 décembre 1988 en application de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, comme il était libellé avant sa modification par l'article 148 de la présente loi.

Art. 150. De rijkstoelage voorzien bij artikel 26 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt, wat de werknemerspensioenen betreft, voor 1988 verminderd met het globaal bedrag van de reservefondsen, zoals deze op 31 december 1988 zouden gevestigd geweest zijn in toepassing van artikel 2, tweede lid, van

de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood zoals het vóór zijn wijziging door artikel 148 van deze wet was gesteld.

— Réservé.

Aangehouden.

Art. 151. La présente section produit ses effets le 1^{er} janvier 1988.

Art. 151. Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1988.

— Réservé.

Aangehouden.

M. le Président. — L'article 152 est ainsi rédigé:

Chapitre 3. — Cotisation spéciale

Art. 152. Il est inséré à l'article 38 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux n°s 96 du 28 septembre 1982, 134 du 30 décembre 1982, 214 du 30 septembre 1983, 287 du 31 mars 1984, 401 du 18 avril 1986, 474 du 28 octobre 1986, 501 du 31 décembre 1986 et 528 du 31 mars 1987, un § 3^{ter} libellé comme suit:

« § 3^{ter}. A partir du 1^{er} janvier 1989, il est instauré une cotisation spéciale égale à 3,5 p.c., calculée sur tous les versements effectués par les employeurs en vue d'allouer aux membres de leur personnel ou leur(s) ayant visé des avantages extra-légaux en matière de retraite ou de décès prématuré. Ne sont toutefois pas visés les versements ou partie de versements relatifs aux années de service prestées par les membres du personnel avant le 31 décembre 1988. Cette partie est, pour chaque membre du personnel, obtenue en multipliant le versement total par une fraction qui a pour dénominateur le nombre total d'années de service et pour numérateur le nombre d'années prestées avant cette date.

L'Office national de sécurité sociale est chargé, selon des modalités à déterminer par le Roi, de la perception et du recouvrement de cette cotisation.

Le débiteur de la cotisation spéciale est, pour ce qui est de cette cotisation, assimilé à l'employeur visé dans le régime de sécurité sociale applicable au travailleur, notamment en ce qui concerne les déclarations justificatives des cotisations, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, le juge compétent en cas de litige, la prescription en matière d'action judiciaires, le privilège et la communication du montant de la créance.

Le produit de la cotisation spéciale est transféré à l'Office national des pensions et affecté au financement du régime des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés, tel qu'il est déterminé par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. »

Hoofdstuk 3. — Bijzondere bijdrage

Art. 152. In artikel 38 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid der werknemers, gewijzigd door de koninklijke besluiten nrs. 96 van 28 september 1982, 134 van 30 december 1982, 214 van 30 september 1983, 287 van 31 maart 1984, 401 van 18 april 1986, 474 van 28 oktober 1986, 501 van 31 december 1986 en 528 van 31 maart 1987 wordt een § 3^{ter} ingevoegd, die luidt als volgt:

« § 3ter. Met ingang van 1 januari 1989 wordt een bijzondere bijdrage ingevoerd, die gelijk is aan 3,5 pct. en berekend wordt op alle stortingen die door de werkgevers worden verricht om hun personeelsleden of hun rechtverkrijgende(n) buitenwettelijke voordelen inzake ouderdom of vroegtijdige dood te verlenen. De stortingen of het gedeelte van de stortingen die betrekking hebben op de door de personeelsleden vóór 31 december 1988 gepresteerde dienstjaren worden evenwel niet in aanmerking genomen. Dit gedeelte wordt voor ieder personeelslid bekomen door de totale storting te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer het totaal aantal dienstjaren bevat en de teller de dienstjaren die vóór deze datum werden gepresteerd.

De Rijksdienst voor sociale zekerheid wordt, overeenkomstig door de Koning te bepalen modaliteiten, met de inning en de invordering van deze bijdrage belast.

De schuldenaar van de bijzondere bijdrage wordt met betrekking tot deze bijdrage gelijkgesteld met de werkgever bedoeld in de sociale zekerheidsregeling voor werknemers, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de toepassing van burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering.

De opbrengst van de bijzondere bijdrage wordt overgedragen aan de Rijksdienst voor pensioenen en is bestemd voor de financiering van het stelsel van de rust- en overlevingspensioenen van de werknemers, zoals dit is vastgesteld door het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers. »

De heren De Backer en Anthuenis stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. De Backer et Anthuenis proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer De Backer.

De heer De Backer. — Mijnheer de Voorzitter, wij stellen voor de artikelen 152, 153 en 154 te schrappen. Wij hebben er een omstandige verantwoording bij gegeven en wij gaan er nu niet verder op in.

De Voorzitter. — De stemming over die artikelen wordt dus aangehouden.

Le vote sur ces articles est donc réservé.

Art. 153. Il est inséré à l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, modifié par les arrêtés royaux n°s 96 du 28 septembre 1982, 214 du 30 septembre 1983 et 401 du 18 avril 1986, un paragraphe 3ter libellé comme suit :

« § 3ter. A partir du 1^{er} janvier 1989, il est instauré une cotisation spéciale égale à 3,5 p.c., calculée sur tous les versements effectués par les employeurs en vue d'allouer aux membres de leur personnel ou leur(s) ayant(s) droit des avantages extra-légaux en matière de retraite ou de décès prématuré. Ne sont toutefois pas visés les versements ou partie de versements relatifs aux années de service prestées par les membres du personnel avant le 31 décembre 1988. Cette partie est, pour chaque membre du personnel, obtenue en multipliant le versement total par une fraction qui a pour dénominateur le nombre total d'années de service et pour numérateur le nombre d'années prestées avant cette date.

L'Office national de sécurité sociale est chargé, selon des modalités à déterminer par le Roi, de la perception et du recouvrement de cette cotisation.

Le débiteur de la cotisation spéciale, est, pour ce qui est de cette cotisation, assimilé à l'employeur visé dans le régime de sécurité sociale applicable au travailleur, notamment en ce qui

concerne les déclarations justificatives des cotisations, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, le juge compétent en cas de litige, la prescription en matière d'actions judiciaires, le privilège et la communication du montant de la créance.

Le produit de la cotisation spéciale est transféré à l'Office national des pensions et affecté au financement du régime des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés, tel qu'il est déterminé par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. »

Art. 153. In artikel 2 van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nrs. 96 van 28 september 1982, 214 van 30 september 1983 en 401 van 18 april 1986, wordt een paragraaf 3ter ingevoegd, die luidt als volgt :

« § 3ter. Met ingang van 1 januari 1989 wordt een bijzondere bijdrage ingevoerd, die gelijk is aan 3,5 pct. en berekend wordt op alle stortingen die door de werkgevers worden verricht om hun personeelsleden of hun rechtverkrijgende(n) buitenwettelijke voordelen inzake ouderdom of vroegtijdige dood te verlenen. De stortingen of het gedeelte van de stortingen die betrekking hebben op de door de personeelsleden vóór 31 december 1988 gepresteerde dienstjaren worden evenwel niet in aanmerking genomen. Dit gedeelte wordt voor ieder personeelslid bekomen door de totale storting te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer het totaal aantal dienstjaren bevat en de teller de dienstjaren die vóór deze datum werden gepresteerd.

De Rijksdienst voor sociale zekerheid wordt, overeenkomstig door de Koning te bepalen modaliteiten, belast met de inning en de invordering van deze bijdrage.

De schuldenaar van de bijzondere bijdrage wordt met betrekking tot deze bijdrage gelijkgesteld met de werkgever bedoeld in de sociale zekerheidsregeling voor werknemers, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de toepassing van burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering.

De opbrengst van de bijzondere bijdrage wordt overgedragen aan de Rijksdienst voor pensioenen en is bestemd voor de financiering van het stelsel van de rust- en overlevingspensioenen van de werknemers, zoals dit is vastgesteld door het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende rust- en overlevingspensioen voor werknemers. »

— Réservé.

Aangehouden.

Art. 154. Il est inséré à l'article 3 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, modifié par les arrêtés royaux n°s 96 du 28 septembre 1982, 203 du 8 août 1983, 214 du 30 septembre 1983 et 401 du 18 avril 1986, par la loi du 1^{er} août 1985 et par l'arrêté royal du 29 mars 1985, un paragraphe 3ter libellé comme suit :

« § 3ter. A partir du 1^{er} janvier 1989, il est instauré une cotisation spéciale égale à 3,5 p.c., calculée sur tous les versements effectués par les employeurs en vue d'allouer aux membres de leur personnel ou leur(s) ayant(s) droit des avantages extra-légaux en matière de retraite ou de décès prématuré. Ne sont toutefois pas visés les versements ou partie de versements relatifs aux années de service prestées par les membres du personnel avant le 31 décembre 1988.

Cette partie est, pour chaque membre du personnel, obtenue en multipliant le versement total par une fraction qui a pour dénominateur le nombre total d'années de service et pour numérateur le nombre d'années prestées avant cette date.

L'Office national de sécurité sociale est chargé, selon des modalités à déterminer par le Roi, de la perception et du recouvrement de cette cotisation.

Le débiteur de la cotisation spéciale est, pour ce qui est de cette cotisation, assimilé à l'employeur visé dans le régime de

sécurité sociale applicable au travailleur, notamment en ce qui concerne les déclarations justificatives des cotisations, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, le juge compétent en cas de litige, la prescription en matière d'actions judiciaires, le privilège et la communication du montant de la créance.

Le produit de la cotisation spéciale est transféré à l'Office national des pensions et affecté au financement du régime des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés, tel qu'il est déterminé par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. »

Art. 154. In artikel 3 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de sociale zekerheid van de zeelieden ter koopvaardij, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nrs. 96 van 28 september 1982, 203 van 8 augustus 1983, 214 van 30 september 1983 en 401 van 18 april 1986, bij de wet van 1 augustus 1985 en bij het koninklijk besluit van 29 maart 1985 wordt een paragraaf 3ter ingevoegd, die luidt als volgt:

« § 3ter. Met ingang van 1 januari 1989 wordt een bijzondere bijdrage ingevoerd, die gelijk is aan 3,5 pct. en berekend wordt op alle stortingen die door de werkgevers worden verricht om hun personeelsleden of hun rechtverkrijgende(n) buitenwettelijke voordelen inzake ouderdom of vroegtijdige dood te verlenen. De stortingen of het gedeelte van de stortingen die betrekking hebben op de door de personeelsleden vóór 31 december 1988 gepresteerde dienstjaren worden evenwel niet in aanmerking genomen.

Dit gedeelte wordt voor ieder personeelslid bekomen door de totale storting te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer het totaal aantal dienstjaren bevat en de teller de dienstjaren die vóór deze datum werden gepresteerd.

De Rijksdienst voor sociale zekerheid wordt, overeenkomstig door de Koning te bepalen modaliteiten, met de inningen de invordering van deze bijdrage belast.

De schuldenaar van de bijzondere bijdrage wordt met betrekking tot deze bijdrage gelijkgesteld met de werkgever bedoeld in de sociale zekerheidsregeling voor werknemers, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de toepassing van burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering.

De opbrengst van de bijzondere bijdrage wordt overgedragen aan de Rijksdienst voor pensioenen en is bestemd voor de financiering van het stelsel van de rust- en overlevingspensioenen

van de werknemers, zoals dit is vastgesteld door het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers. »

— Réservé.

Aangehouden.

Section 3. — Modifications de l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur les indemnités d'invalidité et des prépensions

Art. 163. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, augmenter les montants prévus à l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions, modifié par l'arrêté royal n° 52 du 2 juillet 1982, après avis du comité de gestion de l'Office national des pensions ou du Conseil national du travail.

Afdeling 3. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende de inhouding op invaliditeitsuitkeringen en bruggpensioenen

Art. 163. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen of van de Nationale Arbeidsraad, de bedragen verhogen die voorzien zijn in artikel 1, tweede lid van het koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende de inhouding op invaliditeitsuitkeringen en de bruggpensioenen, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 52 van 2 juli 1982.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — De aangehouden stemmingen hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 22 décembre 1988, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 22 december 1988, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 23 heures.)

(De vergadering wordt gesloten te 23 uur.)

984